



Message 2020-DSJ-172

9 décembre 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)

1. Origine et nécessité du projet	2
1.1. Rapport FriFire	2
1.2. Révision de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels	2
1.3. Nécessité du projet	2
2. Déroulement des travaux	2
2.1. Elaboration de l'avant-projet de loi	2
2.2. Consultation	2
2.3. Finalisation du projet de loi	3
3. Vision sapeurs-pompiers 2020+	3
3.1. Principes	3
3.2. Système proposé	3
4. Modifications mineures	3
4.1. Modification de la loi sur les impôts communaux (LCo; RSF 632.1)	4
4.2. Modification de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB; RSF 732.1.1)	4
4.3. Modification de la loi sur les routes (LR; RSF 741.1)	4
4.4. Modifications de la loi sur les eaux (LCEaux; RSF 812.1)	4
5. Commentaire des articles	5
5.1. Loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)	5
5.2. Loi sur les impôts communaux (LCo)	15
5.3. Loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB)	15
5.4. Loi sur les routes (LR)	16
5.5. Loi sur les eaux (LCEaux)	16
6. Conséquences du projet	16
6.1. Conséquences financières et en personnel	16
6.1.1. Associations de communes et ECAB	16
6.1.2. Etat de Fribourg	17
6.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes, conformité au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet	17
Annexe I: Boussole 21	18
Annexe II: Analyse des risques	19
Annexe III: Couverture des risques	20

1. Origine et nécessité du projet

1.1. Rapport FriFire

La loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (LPolFeu) est entrée en vigueur le 29 décembre 1964. Suite à l'évolution des exigences et des conditions d'exercice des missions des sapeurs-pompiers, le Conseil d'Etat a décidé de lancer en 2006 le projet FriFire afin d'adapter l'organisation, l'équipement et l'instruction des sapeurs-pompiers.

Les travaux de réflexions menés de concert avec la Coordination suisse des sapeurs-pompiers (CSSP) ont abouti au «rapport FriFire» en mars 2010. Ce rapport demandait notamment aux autorités communales d'adapter l'organisation de leurs corps de sapeurs-pompiers d'ici au 31 décembre 2015. A cette date, on estime que seule la moitié des corps de sapeurs-pompiers du canton remplissent entièrement les exigences fixées par le rapport FriFire.

Quant à la LPolFeu, le rapport FriFire estimait que la législation demeurerait pour l'essentiel pertinente et que seuls quelques ajustements et compléments étaient nécessaires.

1.2. Révision de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels

Dans son programme gouvernemental et plan financier de la législature 2012–2016, le Conseil d'Etat a décidé de réviser la LPolFeu et la loi sur l'assurance des bâtiments contre l'incendie et les autres dommages (LAssB). Ces deux lois concernant des domaines très techniques et qui sont imbriqués les uns dans les autres, une réunification de celles-ci avait alors été décidée (projet ECALex). Le 1^{er} juillet 2018, ces révisions ont abouti à l'entrée en vigueur de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB).

Toutefois, la LPolFeu ayant fait l'objet d'une révision partielle en 2011 dans le cadre du concept FriFire, il a été décidé d'éprouver ce concept quelque temps encore. Ainsi, le chapitre de la LECAB consacré à la défense incendie et aux secours consistait en une reprise de la LPolFeu.

Lors des débats relatifs à la LECAB, le Conseil d'Etat a néanmoins pris l'engagement devant le Grand Conseil de procéder à la révision totale de ce chapitre. Pour ce faire, il a mandaté l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) par arrêté du 6 février 2017.

1.3. Nécessité du projet

Le rapport FriFire a permis de mettre en exergue la nécessité d'adapter l'organisation, l'équipement et l'instruction des sapeurs-pompiers.

Une première étape a pu être franchie suite à ce rapport mais une refonte globale de la législation est désormais nécessaire pour passer un cap supplémentaire. En effet, à ce jour, les recommandations faites dans le rapport FriFire ne sont que partiellement remplies. Afin d'assurer la sécurité de la population fribourgeoise, une révision fondamentale de la défense incendie et des secours est indispensable.

La révision est d'autant plus justifiée que la LPolFeu datait de 1964. Or, lors de sa suppression, le chapitre consacré à la défense incendie et aux secours a été repris tel quel dans la LECAB. Les concepts ont toutefois évolué de manière significative ces 50 dernières années.

De plus, la répartition des tâches, tant financières qu'administratives, a grandement évolué au fil des ans. L'implication de l'ECAB s'est ainsi renforcée, passant d'un rôle de surveillant et de «subventionneur» à un rôle de conduite en matière de formation, d'acquisition de matériel, d'alarme et de doctrine d'engagement. Les tâches entre communes et ECAB sont ainsi devenues beaucoup plus croisées que lors de la rédaction des dispositions actuellement en vigueur.

2. Déroulement des travaux

2.1. Elaboration de l'avant-projet de loi

La conduite de cette révision a été confiée à un comité de pilotage (COPIL), présidé par la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ). En plus du COPIL, quatre groupes de travail ont été désignés en fonction des thématiques. L'organisation du projet regroupait au final des représentants de l'Etat, des Préfets, des Communes, de la Fédération fribourgeoise des sapeurs-pompiers, des partenaires feux bleus et de l'ECAB.

En premier lieu, un mandat d'appui a été confié à un bureau spécialisé, doté d'une grande expérience dans le domaine des secours en Suisse et en Europe. En collaboration avec ce bureau, un travail conséquent de recensement des méthodes utilisées par les cantons voisins et les principes prévalant dans le domaine des secours en Europe a été effectué.

Les travaux ont abouti à la présentation d'un avant-projet de loi et de règlement, basés sur la vision définie ci-après (cf. ci-dessous, ch. 3).

2.2. Consultation

La procédure de consultation externe s'est déroulée du 17 juin 2019 au 27 septembre 2019. 169 entités ont été consultées et 68 se sont déterminées sur l'avant-projet de loi.

De manière générale, le principe de l'organisation de la défense incendie et des secours basée sur une analyse des risques et la création d'une loi séparée sur la défense incendie ont été largement approuvés. De même, la grande majorité

des entités qui se sont prononcées à l'occasion de la consultation ont salué le principe d'une organisation par associations de communes de grande envergure.

La consultation a également mis en exergue plusieurs points nécessitant des clarifications voire des adaptations, notamment en lien avec la gouvernance et le financement. En outre, plusieurs entités consultées, en particulier les communes, ont regretté que l'évaluation des conséquences financières de la réforme ne soit pas plus précise.

2.3. Finalisation du projet de loi

La DSJ a décidé de confier la finalisation du projet de loi à un groupe de travail composé des différents partenaires institutionnels en charge de la défense incendie et des secours de notre canton, notamment l'Association des communes fribourgeoises, les Préfets et l'ECAB. Ce nouveau groupe de travail, intitulé «Groupe de travail de finalisation du projet», a été chargé d'étudier en particulier les questions de gouvernance et de financement qui se posaient suite à la consultation. Il avait également la mission de régler le régime transitoire de la LDIS et de préciser les conséquences financières de la nouvelle organisation projetée.

En outre, le COPIL a été maintenu et a pu valider les modifications proposées par le groupe de travail.

Les thématiques et les points problématiques soulevés lors de la consultation ont ainsi été examinés et ont donné lieu à des modifications intégrées dans le projet de loi, le message ou le projet de règlement (cf. ci-dessous, ch. 5.1). De plus, le nouveau groupe de travail a établi un rapport financier, lequel a ensuite été validé par la société CORE Fiduciaire Revicor SA, à Fribourg (cf. ci-dessous, ch. 6.1).

L'application du nouveau système de défense-incendie nécessite au préalable la mise en œuvre de travaux préparatoires auxquels un chapitre distinct est désormais consacré (cf. ci-dessous, ch. 5.1, art. 43 ss).

Finalement, certaines dispositions de la LECAB et du RECAB doivent être modifiées. Cette nouvelle législation, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2018, a pu être éprouvée durant 2 ans de pratique. Il en ressort que certains ajustements sont nécessaires, essentiellement pour répondre à des soucis d'économie de procédure et d'efficacité. Dès lors, il est proposé de les intégrer dans la présente révision, laquelle impacte déjà la LECAB et le RECAB (cf. ci-dessous, ch. 4.2 et 5.3).

3. Vision sapeurs-pompiers 2020+

3.1. Principes

La vision à moyen terme peut être exprimée comme suit: «A Fribourg, lors d'événements relevant des sapeurs-pompiers,

le dispositif en place permet de fournir l'aide adéquate la plus rapide. A l'intérieur du canton, les ressources sont mises à disposition en fonction des risques, non des frontières politiques ou administratives. Les communes, l'Etat, l'ECAB et les autres partenaires coopèrent, chacun avec ses prérogatives, pour assurer que le dispositif atteigne ses objectifs 24/24 et soit financièrement durable. Le dispositif est basé sur un système de milice.»

Afin de réaliser cette vision, la refonte proposée s'axe sur deux grands principes:

- 1) L'aide adéquate la plus rapide en cas de sinistres: l'organisation des sapeurs-pompiers est mise en place de manière à couvrir les risques avec une dotation et un équipement adéquats dans les meilleurs temps, en fonction d'objectifs temporels liés à la mission à accomplir.
- 2) Les bons moyens aux bons endroits: le dispositif des sapeurs-pompiers vise à doter les bons effectifs avec les bons véhicules et engins sur l'ensemble du canton.

3.2. Système proposé

Le nouveau système a pour principale préoccupation la sécurité de l'ensemble des Fribourgeois et Fribourgeoises, indépendamment des considérations politiques et financières. Tout en maintenant un système de milice, les missions des sapeurs-pompiers sont clarifiées afin d'assurer un engagement optimal.

La nouvelle organisation des sapeurs-pompiers s'inscrit dans la vision de l'organisation sécuritaire du Conseil d'Etat et tient compte des systèmes ayant déjà cours pour la police cantonale et la protection civile (partenaires de la chaîne de secours).

La refonte tend également à désenchevêtrer les tâches de l'Etat, des communes et de l'ECAB ainsi qu'à simplifier le système financier de l'organisation fribourgeoise des sapeurs-pompiers.

Le projet de loi fixe ainsi un cadre juridique et organisationnel plus clair et cohérent. L'organisation de la défense incendie et des secours est traitée sous 3 aspects: l'organisation politique (articles 22 et suivant), l'organisation territoriale (articles 24 et suivant) et l'organisation opérationnelle (articles 26 et suivants). Ce système a notamment l'avantage de régler l'organisation opérationnelle des sapeurs-pompiers indépendamment de son organisation politique.

4. Modifications mineures

Compte tenu de la nouvelle législation prévue (la loi et le règlement d'exécution), plusieurs actes législatifs doivent être modifiés ou abrogés.

4.1. Modification de la loi sur les impôts communaux (LICO; RSF 632.1)

Suite aux remarques du Service des communes dans le cadre de la consultation, il est apparu nécessaire supprimer l'art. 21 LICO qui n'était plus en adéquation avec les bases légales futures (cf. ci-dessous, ch. 5.2).

4.2. Modification de la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB; RSF 732.1.1)

Les chapitres consacrés à la défense incendie et aux secours de la LECAB et de son règlement (RECAB) consistent en une reprise de la LPolFeu de sorte qu'ils doivent également être adaptés. Lors de l'entrée en vigueur de la LECAB, il avait été décidé de regrouper la LPolFeu et la LAssB en une seule et même loi. En effet, ces matières étant très techniques et essentiellement du ressort de l'ECAB, un tel regroupement se justifiait alors.

Cela étant, lors de l'élaboration du présent projet, il est apparu qu'il n'était pas judicieux de régler la défense incendie et les secours dans une législation relative à un établissement cantonal d'assurance. De nombreux acteurs (Etat, communes, partenaires de la chaîne de secours, ECAB, etc.) interviennent dans ce domaine qui relève d'ailleurs de la responsabilité des communes. Retrouver l'ensemble des règles en matière d'organisation sapeurs-pompiers dans la LECAB semble alors inadéquat. Il est donc proposé de supprimer les chapitres y relatifs dans la LECAB et le RECAB afin d'y insérer uniquement les aspects internes à l'ECAB. Quant à l'organisation de la défense incendie et des secours, elle est réglée dans une loi propre, la loi sur la défense incendie et les secours.

Certaines dispositions du RECAB sont également modifiées. Le RECAB détaille ainsi les compétences des divers organes impliqués dans la défense incendie et les secours au sein de l'ECAB, à savoir le Centre de compétence en matière de défense incendie et secours, la Commission cantonale des sapeurs-pompiers et l'état-major cantonal des sapeurs-pompiers. L'autre principal changement du RECAB concerne les précisions apportées au fonctionnement du fonds des routes nationales (art. 11). Les dispositions de l'arrêté concernant la lutte contre le feu et la pollution par hydrocarbures sur les routes nationales (RSF 731.3.72) relatives à ce fonds sont désormais reprises à cet article.

Outre les modifications liées aux chapitres consacrés à la défense incendie et aux secours, plusieurs dispositions de la LECAB sont modifiées dans un souci d'économie de procédure et d'efficacité, sans toutefois que cela ne modifie les principes de cette législation. Ces ajustements pourront entrer en

vigueur et prendre effet sans attendre la fin du régime provisoire de la LDIS.

4.3. Modification de la loi sur les routes (LR; RSF 741.1)

Jusqu'à présent, les compétences des différents organes en matière d'intervention sur les routes, avec ou sans pollution environnementale, étaient réglées dans le RCEaux (art. 44 et suivants). En particulier, l'art. 45 RCEaux traitait des frais d'intervention sur les routes et sans pollution environnementale.

Dans le cadre de la réforme, il a été jugé judicieux de supprimer cet article pour l'insérer dans la loi sur les routes (cf. ci-dessous, ch. 5.4). En effet, les interventions sur les routes et sans pollution environnementale protègent la sécurité routière et non le risque d'une pollution. Or, la sécurité routière ne fait pas partie des dangers relevant des sapeurs-pompiers (cf. ci-dessous, ch. 5.1, art. 19). Font exceptions les interventions sur les routes nationales, étant donné leur caractère d'urgence. Aussi, hormis l'exception précitée, les sapeurs-pompiers peuvent être amenés à intervenir sur les autres routes, en l'absence de pollution environnementale, uniquement en cas de situations de nécessité ou d'urgence ainsi qu'à titre de prévention afin d'éviter une pollution. Cette clarification doit réduire de manière importante le nombre de mobilisations des sapeurs-pompiers de milice pour ces prestations.

4.4. Modifications de la loi sur les eaux (LCEaux; RSF 812.1)

La loi sur les eaux (LCEaux) et son règlement (RCEaux) traitent de l'intervention en cas d'accident par hydrocarbures ou autres substances polluantes ainsi que des frais liés à ces interventions. Ces aspects sont encore précisés dans l'ordonnance concernant les frais d'intervention en cas de pollution (RSF 810.46) et l'arrêté concernant la lutte contre le feu et la pollution par hydrocarbures sur les routes nationales (RSF 731.3.72). La réforme de l'organisation des sapeurs-pompiers impacte également ces thèmes de sorte que des modifications voire abrogations de ces actes législatifs sont nécessaires.

Initialement, seule une reformulation de certains articles était proposée puisqu'une refonte plus importante de cette législation aurait dû être opérée ultérieurement. En raison du nouveau système mis en place et de l'incertitude quant au délai d'exécution de cette refonte, il a finalement été décidé de modifier la législation sur les eaux afin de l'adapter à la nouvelle organisation sapeurs-pompiers. Cette organisation couvrira non seulement les atteintes nuisibles aux eaux visées par la législation sur la protection des eaux mais également toutes les atteintes à l'environnement au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement, comme par exemple la pollution de l'air ou du sol.

Seuls les frais des sapeurs-pompiers liés à la lutte contre la pollution et les hydrocarbures sont réglés dans le RCEaux puisque la protection de l'environnement ressort de la compétence de l'Etat, plus particulièrement du Service de l'Environnement (SEn). Les modifications tendent à désenchevêtrer les flux financiers tout en assurant la cohérence de son financement. Le financement de ce domaine peut être résumé comme suit:

- > Les **frais de fonctionnement** (entretien véhicules, formation, acquisition et entretien matériel) sont assumés par le SEn. L'ECAB lui reverse la totalité de la somme perçue par la Confédération pour le fonds des routes nationales et dévouée à la lutte contre les hydrocarbures et la pollution, sous déduction des frais d'intervention sur les routes nationales assumés via ce fonds.
Jusqu'à présent, les communes facturaient au SEn un montant pour les coûts de location et d'exploitation des locaux sapeurs-pompiers en fonction de la surface occupée. Désormais cette facturation est supprimée et les coûts sont assumés par les associations de communes, via la mutualisation des frais liés aux missions cantonales.
- > Les **frais d'acquisition** des véhicules sont assumés par le SEn. L'ECAB verse un subside étant donné que ces véhicules pourraient aussi bénéficier aux sapeurs-pompiers ainsi qu'aux propriétaires lors de certaines interventions spécifiques.
- > Les **frais d'intervention** sont désormais réglés dans la législation sur la défense incendie et les secours puisque les atteintes à l'environnement sont des dangers relevant des sapeurs-pompiers. Les frais des interventions sur les routes et sans pollution, qui ne sont pas des missions sapeurs-pompiers, sont eux réglés dans la loi sur les routes (cf. ci-dessous, ch. 5.4).

5. Commentaire des articles

5.1. Loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet de la loi

Le projet de loi règle l'organisation de la défense incendie et des secours en cas de dommages causés par le feu ou les éléments naturels ou dans d'autres situations présentant un caractère d'urgence dans le canton de Fribourg. Il traite également de l'organisation et du fonctionnement de l'ensemble du système sapeurs-pompiers, soit notamment des autorités compétentes, de l'organisation détaillée et du financement dans ce domaine.

La notion de «défense incendie et secours» remplace l'ancienne terminologie utilisée pour décrire ce domaine, à savoir «défense contre le feu et les éléments naturels». Cette nouvelle formulation est en accord avec la pratique des autres cantons (notamment Vaud et Neuchâtel) et permet d'englober l'ensemble des missions assumées par les sapeurs-pompiers. On entend par «défense incendie» l'ensemble des moyens et des mesures qui permettent de lutter contre le feu. Quant à la notion de «secours», elle concerne l'ensemble des moyens et des mesures permettant aux sapeurs-pompiers de porter secours en cas de sinistre causé notamment par le feu ou les éléments naturels.

Les dispositions de la législation spéciale réglant d'autres activités en matière de secours sont réservées.

Art. 2 Buts

La défense incendie et secours a plusieurs buts. Elle vise ainsi la protection des personnes, des animaux et des biens, mais aussi, de manière générale, celle de l'environnement. Cette définition correspond au concept «Sapeurs-pompiers 2015» de la CSSP.

Quant au projet de loi, il a pour objectif de répartir les tâches entre les communes et associations de communes, l'ECAB et les services de l'Etat, ainsi que de favoriser les possibilités de coopération entre les régions.

Il convient tout particulièrement de mettre en exergue la volonté de désenchevêtrer les tâches entre les différents acteurs. Le désenchevêtrement des tâches permet une simplification de l'organisation cantonale de la défense incendie et des secours. En matière de finances notamment, les subventionnements «croisés» sont supprimés et remplacés par une répartition claire des charges (art. 32 et suivants). On notera également que les associations de communes sont expressément mentionnées à cet article car elles ont un rôle essentiel à jouer en matière de défense incendie et de secours (art. 14).

Art. 3 Principes généraux

L'article ancre au niveau de la loi les principes de la «vision sapeurs-pompiers 2020+» tels que définis ci-dessus (cf. ci-dessus, ch. 3.1).

Il y a lieu de noter que la mise à disposition des ressources en fonction des risques, indépendamment de toutes frontières politiques ou administratives, vaut uniquement pour l'intérieur du canton. Le fonctionnement de la défense incendie et des secours au niveau extracantonal est réglé par l'intermédiaire de conventions intercantionales.

En ce qui concerne l'alinéa 3, il convient de préciser qu'un système fondé exclusivement sur des miliciennes et miliciens n'exclut pas l'engagement de sapeurs-pompiers permanents dont les tâches administratives, techniques et de formation sont nécessaires. Le système de milice proposé s'oppose donc

davantage à la création de corps de sapeurs-pompiers professionnels diplômés, dont l'activité est d'être sapeurs-pompiers et d'intervenir, comme le connaissent certaines grandes villes de Suisse. Au contraire, l'engagement de sapeurs-pompiers permanents, dont l'activité est principalement d'assurer la maintenance, l'entretien, la préparation et le suivi administratif et subsidiairement d'intervenir comme pompiers volontaires, reste lui possible.

CHAPITRE 2

Autorités

2.1 *Conseil d'Etat*

Art. 4 Conseil d'Etat

Cet article définit les tâches et les compétences du Conseil d'Etat.

L'avant-projet prévoyait que le Conseil d'Etat tranchait définitivement des litiges entre les partenaires de la défense incendie et des secours. Lors de la consultation, plusieurs critiques ont été soulevées quant au double rôle que le Conseil d'Etat assumerait, à savoir celui de juge et de partie. Il est désormais précisé que le Conseil d'Etat tranche par voie de décision les litiges entre la Commission cantonale de défense incendie et secours (CDIS), les associations de communes, les communes et l'ECAB (art. 4 al. 2 let. e). Une disposition indiquant la voie de droit a également été ajoutée (art. 41) afin de permettre de clarifier les possibilités de contestation de ces décisions.

2.2 *Directions*

Art. 5 Directions

La Direction en charge de la sécurité est compétente en matière de défense incendie et de secours, tandis que la Direction en charge de la protection de l'environnement et de l'entretien des routes cantonales est compétente en matière de prévention et de lutte contre la pollution environnementale, notamment par les produits chimiques ou radioactifs, et les hydrocarbures routiers (intervention sans pollution).

2.3 *Commission cantonale de défense incendie et secours*

Art. 6 à 9 Commission cantonale de défense incendie et secours

La CDIS est la nouvelle entité chargée de mettre en œuvre l'organisation des sapeurs-pompiers fribourgeois. Le projet de loi fixe les principes de la composition de cette nouvelle autorité, rattachée à la Direction de la sécurité et de la justice. Lors de la consultation, certaines entités ont exprimé la volonté de diminuer le nombre de sièges attribués à l'ECAB au sein de la CDIS. Parallèlement, d'autres entités deman-

daient d'y ajouter des représentants. Compte tenu de l'importance de la question pour les institutions concernées, tout en évitant une composition trop importante et difficilement gérable, les principes de la composition de la CDIS ont été intégrés dans le projet de loi (art. 7). Le projet de règlement précise encore que la CDIS doit être composée d'au moins un-e représentant-e de l'Association des communes fribourgeoises, d'un-e représentant-e des associations de communes, d'un-e représentant-e de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après: ECAB) ainsi que de l'Inspecteur ou de l'Inspectrice cantonal-e des sapeurs-pompiers.

La CDIS ne rend pas de décisions au sens du code de procédure et de juridiction administrative, mais arrête des choix opérationnels. De plus, contre les actes normatifs, c'est la voie du recours abstrait devant le Tribunal fédéral qui est en principe ouverte. Finalement, dans la mesure où il s'agirait de conflits pouvant être réglés par voie de décision, ils devront être portés devant le Conseil d'Etat conformément à l'art. 4 al. 2 lit. e du projet de loi.

L'art. 9 détermine les compétences de la CDIS. En particulier, elle est chargée de préciser les missions assumées par les sapeurs-pompiers et de déterminer leur catégorie selon les art. 16 à 19 du projet de loi. Elle reçoit également la compétence de proposer au Conseil d'Etat des règlements sous l'angle institutionnel de la défense incendie et des secours, l'aspect opérationnel de ce domaine étant du ressort de l'ECAB (p.ex. règles techniques et directives en matière de formation, de matériel ou d'engagement). Quant aux directives, elles sont directement adoptées par la CDIS.

Elle détermine également les règles de répartition des frais induits par l'attribution des missions cantonales. Cela comprend par exemple le coût d'exploitation des locaux sapeurs-pompiers en fonction de l'espace dévolu à la mission cantonale ou encore la formation et le renouvellement du matériel spécifiques à cette mission.

La CDIS doit également veiller à la maîtrise des coûts de la défense incendie et des secours. Afin qu'un tel contrôle soit réalisable, la CDIS peut imposer des règles comptables unifiées. Les disparités observées lors de l'analyse financière menée lors de la rédaction de la présente législation seront ainsi corrigées et permettront une lecture facilitée des données comptables ainsi que des analyses subséquentes.

2.4 *Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments*

Art. 10 Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments

Cet article définit le rôle et les compétences de l'ECAB, ces dernières étant ensuite précisées dans le projet de règlement et dans le RECAB.

Les compétences de l'ECAB n'évoluent guère par rapport à la situation actuelle et concernent principalement les aspects opérationnels de la défense incendie et des secours. Il reste ainsi le représentant du canton de Fribourg auprès des instances fédérales et intercantionales ainsi que le référent pour les partenaires de la chaîne de secours. L'ECAB met en place l'organisation et l'exploitation de la centrale d'engagement et d'alarme 118; l'exécution même de cette tâche peut toutefois être confiée à des tiers, sous sa responsabilité.

Les aspects d'organisation interne de l'ECAB sont réglés dans sa législation spéciale (LECAB et RECAB). Pour assumer ses tâches, l'ECAB s'appuie ainsi sur le Centre de compétence en matière de défense incendie et secours, sur la Commission cantonale des sapeurs-pompiers et sur l'état-major cantonal des sapeurs-pompiers. Les compétences de ce dernier sont précisées à l'art. 62 RECAB. Il est l'organe d'exécution de l'ECAB pour la protection de la population. À ce titre, il est notamment chargé de se tenir prêt et, le cas échéant, de prendre les mesures nécessaires en cas de catastrophes ou d'événements majeurs. Il doit également assurer la coordination lors de sinistres importants ou compliqués et décider de l'engagement de moyens spéciaux et d'aide intercantonale.

Quant à la Commission cantonale des sapeurs-pompiers, elle est l'organe de référence opérationnel pour les bataillons. Elle est notamment chargée de proposer à l'ECAB les concepts opérationnels, de déterminer les exigences opérationnelles ainsi que les besoins en matériel, en moyens et en formation liés à celles-ci. De manière générale, elle veille à la cohérence entre les différents acteurs opérationnels (p.ex. coordonner la formation cantonale avec la formation régionale). Outre les membres de l'ECAB, la Commission cantonale des sapeurs-pompiers et ses commissions spécialisées sont constituées principalement de représentants des bataillons. Elles sont la véritable force de proposition à l'attention de l'ECAB.

2.5 Conférence des préfets

Art. 11 Conférence des préfets

Bien qu'elle existe depuis de nombreuses années de manière informelle, la Conférence des préfets a été inscrite dans la loi sur les préfets en décembre 2017 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018). Elle joue un rôle central dans tous les projets cantonaux qui nécessitent la collaboration ou la consultation des préfets. Suivant ce postulat, l'art. 11 du projet de loi lui confie certaines tâches en lien avec le découpage institutionnel du territoire du canton de Fribourg.

2.6 Préfets

Art. 12 Préfets

Cette disposition rappelle le rôle du préfet comme autorité de surveillance des communes et des associations de communes, rôle prévu dans la loi sur les communes (LCo) et la

loi sur les préfets. Il importe de relever que, conformément à l'art. 146 al. 4 LCo, si le préfet est membre de l'association de communes concernée, la surveillance devra être exercée par un autre préfet, désigné par le Conseil d'Etat.

Selon la loi sur les préfets, ces derniers sont responsables, dans leur district, de l'ordre public. De plus, conformément à l'art. 27 RECAB, les autorités compétentes en matière de sécurité des bâtiments sont les communes et, subsidiairement, les préfets. Ils peuvent à ce titre ordonner des mesures de police (cf. art. 170 LATeC).

En outre, le projet de loi rappelle que le préfet est organe de référence en cas de sinistre. Cette tâche lui était déjà confiée par la loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (art. 22 al. 1 lit. b LECAB).

2.7 Communes

Art. 13 Communes

Cet article définit à son alinéa 1 les tâches des communes. Elles sont notamment responsables de fournir une aide d'urgence gratuite aux victimes civiles de sinistre. Cette tâche consiste en un rappel de l'art. 9 de la loi sur la protection de la population (LProtPop) pour les victimes de sinistres, lequel concrétise la disposition de l'art. 36 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg.

Le recrutement des sapeurs-pompiers est une tâche communale. A ce sujet, les corps de sapeurs-pompiers relèvent qu'ils éprouvent de plus en plus de difficultés à recruter un nombre suffisant de volontaires. Afin de pallier ce problème, les communes sont soutenues par l'ECAB. Ce soutien se traduit, notamment, par la mise en place de campagnes liées au recrutement des sapeurs-pompiers. Ces campagnes sont organisées par l'ECAB conjointement avec d'autres ECA romands.

Il sied de relever que, lors de la consultation, certains organismes ont proposé la création d'un système APG pour les sapeurs-pompiers. La création d'une telle assurance nécessite cependant une importante coordination avec la Confédération et la mise en place d'un système de cotisation complexe. Aucun canton ne l'a fait jusqu'à présent. En l'état, il paraît illusoire de le mettre en place dans le canton de Fribourg, de sorte que cette suggestion n'a pas été intégrée dans le projet de loi.

A l'alinéa 2, il est indiqué que les communes se regroupent en associations de communes, au sens de l'art. 109 LCo. L'exemple de l'Association du service de sapeurs-pompiers de la région de Morat, créée en 2011, montre les bienfaits d'une telle organisation. Les différentes réflexions menées dans le cadre de l'avant-projet révèlent également qu'il est nécessaire que les regroupements soient composés d'un nombre

important de communes, regroupant un nombre suffisant d'habitantes et d'habitants, afin de permettre une mutualisation des frais. En ce qui concerne la forme institutionnelle de l'entente intercommunale, au sens de l'art. 108 LCo, elle ne semble pas convenir à la réunion d'un grand nombre de communes et l'éventuel engagement de personnel permanent.

Il convient de préciser que certains projets de fusion de communes à plus grande échelle (notamment pour le district de la Gruyère ou le Grand-Fribourg) posent la question de l'utilité d'une association de communes. La législation cantonale doit toutefois viser à régler les principes de gouvernance pour l'ensemble du canton, en l'état des connaissances et de l'organisation actuelle des communes.

2.8 Associations de communes

Art. 14 Associations de communes

Selon le nouveau concept d'organisation, l'association de communes devient la forme institutionnelle reconnue pour organiser et mettre en œuvre la défense incendie et les secours au sein du territoire qu'elle couvre. Cet article détermine les tâches qui lui sont dévolues. Ces dernières sont ensuite précisées dans le projet de règlement.

La défense incendie et les secours étant une tâche communale, les associations de communes sont responsables de l'organisation et de la mise en œuvre de la défense incendie et des secours pour le territoire couvert par leur bataillon.

Conformément au projet de règlement, les associations de communes peuvent constituer une conférence, notamment afin de communiquer et discuter les décisions prises en matière de défense incendie et de secours (en particulier celles de la CDIS et de l'ECAB).

CHAPITRE 3 Organisation de la défense incendie et des secours

3.1 Généralités

Art. 15 Dangers relevant des sapeurs-pompiers

Suivant la méthodologie proposée par le COPIL dans le rapport intermédiaire du 22 mai 2018, l'alinéa 1 détermine tout d'abord quels sont les dangers qui concernent les sapeurs-pompiers, à savoir principalement les dangers liés au feu et aux éléments naturels. Le projet de règlement détaille les autres dangers, notamment les atteintes à l'environnement ainsi que les activités radioactives, biologiques et chimiques.

L'alinéa 2 indique que, sur la base de cette liste de dangers, l'ECAB procède à une analyse des risques du canton de Fribourg. Le projet de règlement précise à cet égard que l'analyse des risques est effectuée en tenant compte de nombreux facteurs, tels que la densité de la population et de l'emploi,

les dangers naturels et la présence de risques particuliers (notamment les établissements soumis à l'ordonnance sur les accidents majeurs, les hôpitaux, les établissements médicaux-sociaux et les écoles). Ces critères sont pondérés et synthétisés en un damier d'un kilomètre carré sur l'ensemble du canton (cf. Annexe II).

On notera que la notion de «danger» comprend tout phénomène, humain ou naturel, qui peut se concrétiser en risque et nécessiter une intervention des sapeurs-pompiers. Quant au terme «risque», il désigne la probabilité qu'un danger se concrétise et les conséquences de cette concrétisation.

Art. 16 à 19 Missions des sapeurs-pompiers

Les missions des sapeurs-pompiers se sont grandement diversifiées depuis l'entrée en vigueur de la LPolFeu. En plus des missions traditionnelles d'intervention en cas d'incendie et de dommages causés par les éléments naturels, d'autres missions ont été confiées aux sapeurs-pompiers au fil des ans, comme par exemple le sauvetage de personnes au moyen d'engins spéciaux ou l'intervention sur les routes nationales. A cela s'ajoutent d'innombrables services à la communauté, tels que le service de circulation, le stationnement lors de manifestation ou le sauvetage d'animaux. Afin de recentrer et de clarifier les missions des sapeurs-pompiers, le projet de loi propose de les classer en 3 catégories, à savoir les missions principales, subsidiaires et volontaires. Conformément à l'art. 9 du projet de loi, la CDIS est compétente pour préciser les missions des sapeurs-pompiers et les affecter aux catégories précitées.

L'art. 17 alinéa 1 du projet de loi définit les missions principales assumées par les sapeurs-pompiers, soit les missions de secours en cas de sinistres causés par le feu ou les éléments naturels et lors d'autres événements présentant un caractère d'urgence. La notion d'«autres événements présentant un caractère d'urgence» englobe notamment les tâches de désincarcération ou d'intervention lors d'effondrement. Quant à l'alinéa 2, il précise les tâches assumées par les sapeurs-pompiers lors de leurs interventions.

Les missions subsidiaires des sapeurs-pompiers sont réglées à l'art. 18. Il s'agit d'interventions d'appui en cas de situations de nécessité ou de situations d'urgence n'étant pas comprises dans les missions principales. Lors de ces interventions, les sapeurs-pompiers assument un rôle d'appui, que cela soit pour une personne, un service ou une collectivité. Font ainsi partie de cette catégorie les missions d'appui au portage ou d'appui à la sécurité routière.

S'agissant de ces dernières, il faut distinguer les interventions liées à la protection de l'environnement des interventions liées à la sécurité routière. Les premières sont des missions principales alors que les secondes sont des missions subsidiaires pour les sapeurs-pompiers. En effet, la sécurité routière et la problématique des hydrocarbures routiers ne font pas par-

tie des dangers relevant des sapeurs-pompiers. Aussi, pour éviter une mobilisation exagérée des sapeurs-pompiers, plusieurs mesures sont envisagées afin de clarifier la nécessité de mobiliser des sapeurs-pompiers: analyse par la centrale 118 du caractère d'urgence et du risque de pollution; formation de la police et des édilités communales à l'analyse des risques et à la lutte contre les hydrocarbures; possibilité de mandater des sociétés privées pour intervenir; engagement ciblé des sapeurs-pompiers aux fins de prévention de la pollution.

L'art. 19 traite finalement des missions volontaires. Ces missions ne présentent pas de caractère d'urgence et ne relèvent en principe pas de la responsabilité des sapeurs-pompiers, comme par exemple l'aide au parking en cas de manifestations locales. Il s'agit de missions assumées par les sapeurs-pompiers en accord avec leur association de communes.

Art. 20 Objectifs de performance

Les objectifs de performance jusqu'à ce jour étaient fixés par le rapport FriFire, qui se référait au concept «Sapeurs-pompiers 2015» de la CSSP. Il était défini comme suit:

«Les corps de sapeurs-pompiers doivent être organisés, instruits et équipés de manière à pouvoir assurer, en tout temps, une intervention rapide et efficace en cas de sinistre. Ils doivent pouvoir assurer, en particulier, une première intervention sur le lieu du sinistre dans un délai de quinze minutes dès la réception de l'alarme, avec un minimum de huit sapeurs-pompiers, dont un officier et quatre porteurs d'appareil de protection respiratoire. Sont réservés les cas dans lesquels un grand éloignement du lieu du sinistre ou d'autres circonstances particulières empêchent, lors d'une intervention, le respect de ce délai.»

A l'avenir, les objectifs de performance seront arrêtés selon le degré d'urgence de la mission. La CDIS devra ainsi déterminer quelle mission doit être effectuée dans quel objectif de temps afin, d'une part, d'éviter de mettre inutilement sous pression les sapeurs-pompiers miliciens et, d'autre part, d'opérer une répartition géographique optimale de certains moyens tout en couvrant au mieux l'ensemble du territoire cantonal.

Le projet de règlement précise que les objectifs de performances ne sont que des indicateurs d'efficacité du dispositif pour les autorités. Il ne s'agit pas de standards de sécurité minimaux pour les administré-e-s, de sorte qu'aucune prétention ne peut être fondée sur un éventuel non-respect de ceux-ci.

Art. 21 Couverture des risques

Une fois les missions des sapeurs-pompiers identifiées et leurs objectifs de performance arrêtés, il convient de répartir la couverture des risques entre les différentes bases de départ

des sapeurs-pompiers. Cette opération est réglée à l'art. 21 du projet de loi.

Le projet de règlement détaille cette démarche et explique que les risques les plus élevés sont couverts en premier lieu. Ensuite, de manière décroissante, les risques suivants sont couverts. Finalement, à partir d'un certain niveau de risque, les objectifs de performance ne s'appliquent plus. Il s'agit notamment des zones de montagne, des lieux éloignés ou encore des endroits difficilement accessibles. En ce qui concerne les risques les plus élevés, l'engagement rapide d'une seconde base de départ est exigé afin d'assurer une double couverture.

Le projet de règlement traite également du cas particulier des zones frontalières. Lors de la répartition de la couverture des risques, les dispositifs sapeurs-pompiers d'autres cantons peuvent être pris en compte pour les zones frontalières. De même, le dispositif sapeurs-pompiers du canton de Fribourg peut servir à la défense incendie et aux secours des zones frontalières d'autres cantons.

Lors de la rédaction du projet de loi, une première carte a été établie afin de représenter concrètement la couverture des risques (cf. Annexe III). A noter que la répartition ne fait pas fi de l'existant. Ainsi, les casernes et les locaux communaux existants ont été géolocalisés et classés en fonction de leur capacité à accueillir matériel, engins et personnes nécessaires à leur exploitation.

3.2 *Gouvernance politique et administrative*

Art. 22 Découpage institutionnel

Cet article décrit le découpage du territoire cantonal en périmètres ou, en d'autres termes, le regroupement des communes en associations de communes. Ce découpage institutionnel s'opère en tenant compte de plusieurs facteurs, tels que la carte opérationnelle (art. 25) et la mutualisation des frais (art. 32 et suivants). Selon le projet de règlement, il faut également tenir compte de l'ensemble des communes du territoire fribourgeois afin qu'aucune commune ou groupe de communes ne se retrouve exclu.

Le périmètre de l'association de communes devra regrouper au moins 30 000 habitants afin d'assurer la couverture d'un bassin de population, d'un volume de risques et d'un territoire suffisants en vue d'une mutualisation des frais et des ressources. Un bassin de population plus petit ne permettrait pas de mettre en œuvre la nouvelle organisation sapeurs-pompiers et rendrait le système de mutualisation inopérant. En conséquent, il est nécessaire de prévoir un nombre minimal d'habitants suffisamment grand pour assurer des économies d'échelle et permettre l'engagement de personnel technique et/ou administratif incorporé comme sapeurs-pompiers. En effet, l'expérience d'aujourd'hui démontre qu'il est difficile de financer et d'acquérir des ressources et des compétences pour

les «petits» centres de renfort, sans devoir recourir à du temps partiel. Dans le futur, étant donné la taille des associations de communes, l'engagement de personnel permanent incorporé comme sapeurs-pompiers sera possible, même pour les plus petites associations de communes. Par ailleurs, ce personnel permettra en partie de contribuer à la problématique de la capacité opérationnelle diurne des sapeurs-pompiers.

Plusieurs autorités interviennent lors de cette opération. Ainsi, après avoir consulté les communes, la Conférence des préfets fait une proposition à la CDIS (art. 11), qui adopte le découpage institutionnel (art. 9) et le fait approuver par le Conseil d'Etat (art. 4). Lors de ces discussions, les communes et les préfets sont encouragés à considérer le bassin de population de 30 000 habitants comme une stricte limite inférieure et non comme un objectif. En effet, au vu de la nouvelle organisation sapeurs-pompiers, les associations de communes avec un grand bassin de population seront plus efficaces, aussi bien sur le plan opérationnel que financier.

Art. 23 Organisation des associations de communes

L'art. 23 du projet de loi indique le rôle des associations de communes pour la défense incendie et les secours. L'organisation interne des associations de communes reste de leur ressort; elle doit être réglée dans les statuts, conformément aux dispositions de la loi sur les communes.

Le projet de règlement précise certains cas particuliers, notamment l'intégration d'une commune dans plusieurs associations de communes et la participation des communes frontalières fribourgeoises ou extra-cantoniales.

3.3 *Organisation territoriale*

Art. 24 Organisation territoriale

Cet article définit, à son alinéa 1, l'organisation territoriale de la défense incendie et des secours, soit la délimitation du territoire du canton de Fribourg selon le périmètre d'intervention des bases de départ. L'alinéa 2 prévoit que, parallèlement à cette délimitation, le territoire du canton est également réparti en zones de secours s'agissant de l'attribution de missions et de moyens particuliers (p.ex. défense chimique ou réserves de matériel spécifique).

Art. 25 Carte opérationnelle

L'art. 25 du projet de loi n'appelle pas de commentaire particulier. Il mentionne les critères pris en compte pour réaliser la carte opérationnelle.

3.4 *Organisation opérationnelle*

Art. 26 Organisation opérationnelle des sapeurs-pompiers

Cet article définit la structure de l'organisation opérationnelle des sapeurs-pompiers. Elle repose sur une structure en bataillons, lesquels sont composés de compagnies qui comprennent une ou plusieurs bases de départ. Les compagnies peuvent encore se doter de sections ou de groupes nécessaires à leur fonctionnement.

Le projet de règlement précise que le périmètre de chaque association de communes (aspect politique de l'organisation sapeurs-pompiers) est composé d'un bataillon (aspect opérationnel). Il détaille également le rôle et la composition des entités opérationnelles, soit l'état-major cantonal, les bataillons et leur état-major, les compagnies et leur commandant-e ainsi que les bases de départ.

Art. 27 Centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers

Jusqu'à présent, l'organisation de la défense incendie et des secours disposait d'une centrale d'alarme 118 dont la mission était d'alerter les sapeurs-pompiers de l'organisation (inter) communale afférente au lieu du sinistre. Aucune aide à la conduite ou à l'engagement n'était alors développée par la centrale, qui était gérée par la Police cantonale. Selon l'art. 27 du projet de loi et afin de garantir le principe de «l'aide adéquate la plus rapide» (cf. ci-dessus, ch. 3.1), une centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers doit être instaurée. Cette «centrale 118» aura donc également un rôle de centrale d'engagement afin que la mobilisation se fasse en fonction des besoins et des moyens disponibles. La responsabilité de la mise en place d'une telle centrale appartient à l'ECAB, qui a notamment la compétence d'édicter des directives en la matière. Ce dernier demeure libre de conclure les conventions nécessaires pour assurer son exploitation à proprement parler, notamment avec d'autres partenaires de la chaîne de secours (p.ex. Police et ambulances). L'idéal serait à terme de mettre en place une centrale d'engagement et d'alarme pour l'ensemble des services du canton («centrale feux bleus»).

Les frais liés au système de mobilisation étaient jusqu'alors répartis par moitié entre l'ECAB et les communes. Selon le projet de loi, les stricts coûts liés à la mobilisation des sapeurs-pompiers continueront d'être à la charge des associations de communes. En effet, pagés, téléphones portables et abonnements téléphoniques font partie de l'équipement personnel des sapeurs-pompiers (art. 34 al. 1 lit. c). Les autres frais généraux de la centrale seront eux assumés par l'ECAB (art. 33 al. 1 lit. d).

Étant donné que l'ensemble de ces coûts est payé en premier lieu par l'ECAB, ce dernier pourra refacturer aux associa-

tions de communes une participation forfaitaire par sapeur-pompier pour les frais de mobilisation. Si le budget global le permet, l'ECAB pourra renoncer partiellement ou totalement à facturer cette participation.

Le projet de règlement introduit plusieurs dispositions relatives à l'intervention des sapeurs-pompiers, en particulier les devoirs auxquels ils sont soumis. Les associations de communes pourront prévoir des devoirs supplémentaires pour les sapeurs-pompiers de leur périmètre.

Le projet de règlement fixe également certaines règles lors des interventions. Ainsi, les missions principales et subsidiaires sont dirigées par un-e chef-fe d'intervention alors que les missions volontaires sont menées par un-e chef-fe de détachement. Le ou la chef-fe d'intervention est notamment responsable de diriger l'intervention, de prononcer les mesures urgentes et de déterminer la fin de l'intervention, soit le moment à partir duquel il y a lieu de considérer que le sinistre est maîtrisé et que la surveillance encore nécessaire relève de la phase de rétablissement et non plus d'une tâche principale des sapeurs-pompiers. Quant au ou à la chef-fe de détachement, il s'agit du sapeur-pompier sous lequel est placée la conduite des autres sapeurs-pompiers intervenants, en fonction de ses compétences et non de son grade. Etant donné que les missions volontaires ne présentent pas de caractère d'urgence (p.ex. services à la communauté), les compétences octroyées au ou à la chef-fe d'intervention ne sont pas nécessaires pour ce type d'interventions.

Art. 28 Réquisition de personnes et de biens civils

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier. Il définit la possibilité de requérir l'aide de personnes civiles et la mise à disposition de locaux ou d'autres moyens nécessaires lors de l'intervention.

Art. 29 Obligation de servir

Actuellement, la législation prévoit la possibilité pour les communes d'astreindre les hommes et les femmes domiciliés sur leur territoire, ayant l'âge de 20 ans révolus et n'ayant pas atteint 52 ans. En cas de nécessité, les limites d'âge peuvent être fixées à 18 et 60 ans.

L'avant-projet de loi proposait deux variantes. La première variante prévoyait la suppression de l'obligation de servir. Les clauses contractuelles contraires devaient toutefois être réservées, soit en particulier le personnel du bataillon et les employés communaux qui sont imposés de par leur contrat à être incorporés en qualité de sapeurs-pompiers.

La deuxième variante reprenait le système actuellement en vigueur, tout en adaptant les limites d'âge à la société actuelle. D'une part, il ne fait plus sens de fixer la limite d'âge inférieure à 20 ans révolus alors que la majorité est atteinte à l'âge de 18 ans. D'autre part, la limite d'âge supérieure doit

être ramenée à 40 ans, voire 50 ans en cas de nécessité (p.ex. problème d'effectif), afin de tenir compte des exigences physiques des interventions des sapeurs-pompiers et de la durée de formation nécessaire.

Dans le cadre de la consultation, la deuxième variante a été plébiscitée quasi à l'unanimité. C'est donc cette variante qui a été retenue. A noter que la limite d'âge concerne uniquement l'obligation de servir, et donc l'imposition de la taxe d'exemption. La loi ne fixe cependant pas de limite d'âge pour l'exercice de l'activité de sapeurs-pompiers.

Art. 30 Taxe d'exemption

Cet article est en rapport avec l'art. 29 du projet de loi puisqu'il prévoit la possibilité de soumettre les personnes astreintes à l'obligation de service et qui ne sont pas incorporées dans un bataillon au paiement d'une taxe. Cette taxe est possible, dès lors que l'obligation de servir n'a pas été supprimée (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 29).

Il sied de préciser que la taxe d'exemption sapeurs-pompiers est un émolument au sens de l'art. 121 al. 2 LCo. Au contraire des autres contributions publiques mentionnées dans cet article, à savoir les impôts, une telle taxe peut être prélevée par les associations de communes, qui peuvent également déléguer cette tâche à leurs communes membres. Les modalités liées à la taxe d'exemption (assiette, montant, personnes exemptées, coordination avec les règlements communaux) sont déterminées par les associations de communes dans leurs statuts. On notera que l'ECAB peut proposer des statuts-types à ce sujet avec une liste d'exemptions possibles, les associations de communes restant libres de les adopter en la forme ou de les modifier.

Finalement, l'avant-projet de loi renvoyait à la loi sur les impôts communaux pour le surplus. Néanmoins, au vu de la suppression de l'art. 21 LICo (cf. ci-dessus, ch. 4.1) et de la compétence des associations de communes de prélever la taxe d'exemption, ce renvoi n'a plus lieu d'être.

Art. 31 Mesures spéciales pour les établissements à risque particulier

Il s'agit d'une reprise de l'art. 65 LECAB.

CHAPITRE 4

Finances

4.1 *Financement de la défense incendie et des secours*

Art. 32 Principes généraux

Cet article vise à clarifier les flux financiers dans le domaine de la défense incendie et des secours en procédant à une séparation claire des frais. Le financement de ce domaine est principalement assuré par les associations de communes et

l'ECAB, l'Etat assumant également certains frais. L'équilibre financier entre le système actuel et le système réformé est, autant que peut se faire, maintenu.

Dans le cadre de la consultation, certaines entités ont proposé qu'une taxe de raccordement et une taxe annuelle de maintenance du réseau incendie soient facturées aux propriétaires de sources privées, afin qu'ils participent également à la maintenance du réseau de la protection incendie. Néanmoins, dites taxes sont régies par la loi sur l'eau potable (RSF 821.32.1) qui prévoit à son art. 37 que les modalités de la distribution de l'eau potable, en particulier le calcul et la perception de la taxe de raccordement, de la taxe de base annuelle et de la taxe d'exploitation, sont fixées par un règlement communal de portée générale qui est soumis pour approbation à la Direction. Dès lors, il s'agit d'une compétence relevant de l'autonomie communale. Pour le surplus, quelques règlements communaux prévoient déjà le paiement d'une taxe de défense incendie pour les sources.

Art. 33 à 35

Le projet de loi détaille aux art. 33 à 35 les frais assumés par l'ECAB, les associations de communes et l'Etat de Fribourg.

L'ECAB finance notamment l'acquisition des moyens d'intervention nécessaires aux bases de départ pour leurs missions, alors que les associations de communes financent les moyens liés à l'exploitation des bases de départ (p.ex. coûts liés aux ressources humaines).

L'ECAB assume les frais d'acquisition des **véhicules et engins** sapeurs-pompiers ainsi que l'acquisition du **matériel d'intervention**, soit le matériel équipant les véhicules et engins. Les frais d'utilisation et d'entretien du matériel d'intervention, lesquels comprennent également les frais de remplacement, sont ensuite assumés par les associations de communes.

La notion de «gros entretien» (art. 33 al. 1 lit. a) correspond à l'entretien important des véhicules et des engins (p.ex. assurances, impôts, expertises, entretien et réparations du châssis et des parties techniques spécifiques). L'entretien courant des véhicules (p.ex. réparations ordinaires, nettoyage, pièces d'usures, pneus, vidanges, liquides et franchise en cas d'accident) est lui assumé par les associations de communes.

Concrètement, les véhicules seront acquis par l'ECAB puis fournis aux bataillons, en étant déjà équipés en matériel d'intervention et aménagés de manière uniforme. Conformément au projet de règlement, l'ECAB pourrait ensuite verser une enveloppe aux bataillons pour couvrir le gros entretien des véhicules, voire une partie du remplacement du matériel d'intervention. Le montant des enveloppes est calculé selon les missions assumées par les bases de départ, afin de couvrir le coût moyen sur la durée de vie du véhicule. Un tel système de financement permet d'accorder une grande autonomie aux bataillons dans la gestion de ces frais. Il offre aussi un

potentiel d'économie et une possibilité d'internaliser les compétences au sein du bataillon. Afin de respecter le modèle comptable harmonisé MCH2, le projet de règlement instaure une base légale permettant aux associations de communes d'utiliser ce fonds spécial sur plusieurs années, de manière similaire à un fonds de roulement.

S'agissant des frais d'intervention, ils sont principalement assumés par les associations de communes selon les mécanismes prévus aux art. 38 à 40 du projet de loi. Font exception les frais d'intervention sur les routes nationales qui sont assumés par l'ECAB, dès le moment où ils ne peuvent pas être refacturés à des tiers. En outre, les frais d'intervention liés à la protection de l'environnement, en tant que missions principales, sont également à la charge des associations de communes. A noter que, dans la pratique, la majorité de ces interventions peuvent être refacturées au perturbateur, de sorte que seul un faible montant annuel reviendrait aux associations de communes pour ce type d'intervention.

Quant à l'Etat, il assume les frais liés au fonctionnement de la CDIS, les frais découlant de la loi sur les eaux et de la loi sur la protection de l'environnement (cf. ci-dessus, ch. 4.4) ainsi que ceux liés à l'intervention de spécialistes cantonaux (p.ex. ingénieurs, chimistes, vétérinaires).

Lors de la consultation, différents organismes ont fait part de leur préoccupation pour la formation des sapeurs-pompiers. En outre, certains acteurs de la défense incendie et des secours ayant été consultés peinaient à distinguer le financement de la formation cantonale de celui de la formation régionale. La formation cantonale comprend notamment les cours de base et de spécialistes, organisés par l'ECAB. La formation régionale concerne avant tout les exercices au sein des bataillons et les éventuelles formations complémentaires. Il convient dès lors de préciser que l'ECAB assume l'essentiel des frais liés à la formation cantonale des sapeurs-pompiers (art. 33 al. 1 let. c; notamment centre de formation et corps des instructeurs et instructrices) tandis que les frais liés à la formation régionale sont à la charge des associations de communes (art. 34 al. 1 let. b). Pour rappel, les frais personnels (soldes, déplacements, équipements personnels, etc.) sont aussi assumés par celles-ci.

Finalement, l'art. 34 al. 2 instaure le principe de la mutualisation des frais induits par l'attribution de missions cantonales. Le fonctionnement de cette mutualisation est précisé à l'art. 37 du projet de loi. Quant à la tarification de ces coûts (p.ex. coût de location des locaux selon la surface occupée), elle sera effectuée par la CDIS (art. 9 al. 1 lit. h du projet de loi).

En outre, les associations de communes peuvent également décider de mutualiser entre elles d'autres coûts. Elles sont alors responsables de l'organisation et de la gestion de cette mutualisation.

Art. 36 Principes d'acquisition

Le projet de loi instaure plusieurs principes d'acquisition en matière de défense incendie et secours. L'ECAB est ainsi responsable de coordonner et de centraliser les opérations d'acquisition pour le compte des associations de communes, dès qu'une harmonisation s'avère pertinente. Un tel système d'acquisition devrait permettre aux associations de communes de réaliser une économie d'échelle.

S'agissant de la procédure d'acquisition des véhicules en particulier, elle est mise en œuvre par la Commission cantonale des sapeurs-pompiers, laquelle s'appuie sur la commission spécialisée technique («COSP-T»; art. 59. al. 1 lit. c en lien avec art. 60 al. 1 lit. c et al. 2 RECAB). Cette commission technique est composée d'un ou d'une responsable technique ECAB et des responsables matériels de chaque bataillon. La stratégie d'acquisition est établie de manière pluriannuelle, vraisemblablement sur 5 ans. Les associations de communes et les partenaires impliqués (p.ex. le Service de l'Environnement) sont consultés lors de l'établissement de la stratégie.

Art. 37 Mutualisation des frais

Comme demandé lors de la consultation, un nouvel article a été inséré dans le projet de loi afin de préciser la clef de répartition des frais mutualisés entre les associations de communes. Cette clef comprend deux facteurs, soit, la population légale de l'association de communes et la valeur assurée des bâtiments de l'association de communes. Ce second facteur est justifié par le fait que la valeur assurée calculée par l'ECAB tient compte des risques liés à la défense incendie et aux secours.

La gestion administrative de la mutualisation est précisée à l'alinéa 2. Concrètement, les frais assumés par chaque bataillon et soumis à ce principe sont comptabilisés annuellement, vraisemblablement via un logiciel commun, et répartis selon la clef de répartition. La différence entre les coûts assumés par les bataillons et la part qui leur est attribuée est facturée, respectivement versée, annuellement à chaque bataillon. La gestion administrative de cette mutualisation est assumée par l'ECAB. En accord avec le comité cantonal de l'Association des communes fribourgeoises, il est en effet apparu que, compte tenu de la nécessité de contrôler la substance des frais d'intervention et de l'expertise nécessaire à cette tâche, l'ECAB est l'entité la mieux à même de pouvoir effectuer ces décomptes.

4.2 *Frais d'intervention*

Art. 38 Missions principales

Cet article instaure le principe de mutualisation des frais d'intervention étant à charge des associations de communes. Actuellement, la commune du lieu du sinistre assume seule les frais liés à l'intervention, ce qui en cas de sinistre impor-

tant peut représenter des montants conséquents. Le système de refacturation engage également de manière inutile de nombreuses forces administratives dans chaque commune. Le projet de loi instaure une réelle solidarité cantonale en proposant de mutualiser annuellement au niveau cantonal les coûts d'intervention précités et de les répartir entre les associations de communes selon le fonctionnement prévu à l'art. 37 du présent projet de loi.

Art. 39 Missions subsidiaires et volontaires

L'art. 39 indique que, pour les missions subsidiaires et volontaires, les frais sont en premier lieu mis à la charge de la personne, de l'autorité ou de l'organe qui bénéficie du soutien des sapeurs-pompiers. Ce n'est que dans un second temps qu'ils sont mis à la charge des associations de communes. Le bénéficiaire du soutien correspond au porteur du risque ou du danger lié à l'intervention. Par exemple, une opération de sauvetage d'animaux bénéficie au propriétaire de ceux-ci, qui devra alors assumer les frais liés à cette intervention. Une intervention pour une personne bloquée dans un ascenseur bénéficie au propriétaire de l'ascenseur puisqu'il ou elle est responsable du bon état de ce bien. Quant à l'aide au portage, elle bénéficie aux services d'ambulance étant donné qu'il s'agit d'une tâche ressortissant de leurs compétences. Finalement, le soutien lors d'une manifestation communale profite à la commune de sorte qu'elle devra assumer ces frais.

Lors de la consultation, plusieurs entités ont relevé que la tarification des missions volontaires devait être laissée au choix de l'association de communes, afin que les sapeurs-pompiers puissent continuer d'exercer des missions en appui aux sociétés locales avec une tarification préférentielle. Aussi, la CDIS est compétente pour édicter un tarif sur les frais d'intervention des sapeurs-pompiers mais la tarification des missions volontaires sera décidée par chaque association de communes.

Art. 40 Autres principes

Cette disposition permet de refacturer les frais d'intervention au perturbateur ou à la perturbatrice, soit la personne ayant provoqué l'intervention des sapeurs-pompiers. Ces principes s'appliquent aussi bien lors de missions principales que de missions subsidiaires ou volontaires. Ils permettent aux personnes, autorités, organes ou associations devant assumer les frais d'intervention selon les art. 38 et 39 de pouvoir refacturer ceux-ci aux personnes responsables de l'intervention.

Afin d'éviter une application trop sévère de cet article, un certain degré de responsabilité du perturbateur ou de la perturbatrice est requis. Ainsi, en cas de dommages dus aux éléments naturels, seul-e le perturbateur ou la perturbatrice ayant agi intentionnellement ou par négligence grave peut être tenu-e pour responsable. Par exemple, si le non-respect d'une condition du permis de construire permet la réalisation du dommage dus aux éléments naturels (inondation,

chute de pierres, etc.), les frais d'intervention sont mis à la charge du ou de la propriétaire. De même, si le sinistre est causé par un défaut d'entretien crasse ou réitéré (p.ex. caillebotis bouchés qui entraînent de manière répétée une inondation et l'intervention des sapeurs-pompiers), les frais sont à sa charge.

Les frais liés à la lutte contre l'incendie sont refacturés au perturbateur ou à la perturbatrice si celui-ci ou celle-ci a causé l'incendie intentionnellement ou par négligence.

L'alinéa 2 de cet article précise que si le perturbateur ou la perturbatrice est inconnu-e ou insolvable, les frais liés aux interventions sur certains biens (véhicules, bateaux, aéronefs ou bâtiments non assurés auprès de l'ECAB) sont refacturés au propriétaire ou à la propriétaire ou au détenteur ou à la détentrice du bien.

CHAPITRE 5

Voies de droit

Art. 41

La problématique des voies de droit a été soulevée lors de la consultation. La compétence qui était donnée au Conseil d'Etat d'arbitrer de manière définitive les litiges entre la CDIS, les associations de communes, les communes et l'ECAB, lésait les principes de la gouvernance et donnait à ce dernier un rôle de juge et de partie. En outre, aucune voie de droit en cas de contestation n'était prévue.

Suite à ces remarques, l'art. 4 al. 2 let. e de la présente loi a été modifié (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 4). En outre, il convient de rajouter une disposition particulière afin de préciser que les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours, y compris les décisions du Conseil d'Etat précitées.

CHAPITRE 6

Régime transitoire de mise en œuvre de la réforme sur la défense incendie

Art. 42 CDIS provisoire

Afin de garantir une bonne et immédiate application de la loi, certains travaux préparatoires sont nécessaires. Le Conseil d'Etat devra fixer la date d'entrée en vigueur de la présente loi en tenant compte du délai nécessaire à la réalisation de ceux-ci.

Durant cette période préparatoire et pour permettre l'application de la nouvelle organisation de défense incendie et de secours, les communes devront se regrouper en associations de communes (art. 45). Préalablement, le Conseil d'Etat doit nommer les membres de la CDIS provisoire afin que celle-ci puisse procéder aux travaux suivants (dans l'ordre chronologique): approuver l'analyse des risques réalisée par l'ECAB; adopter la carte opérationnelle; fixer les standards de dota-

tion en effectif pour les bases de départ; adopter le découpage institutionnel proposé par la Conférence des préfets après consultation des communes. C'est uniquement lorsque ces travaux auront été réalisés que les communes pourront se regrouper en associations de communes.

Au vu du rôle important de la CDIS provisoire, sa composition est élargie par rapport à celle de la CDIS «définitive» afin d'impliquer l'ensemble des acteurs de la défense incendie et des secours.

Art. 43 Véhicules et engins

En ce qui concerne la reprise des véhicules et engins sapeurs-pompiers, l'ECAB détermine tout d'abord les moyens nécessaires à la défense incendie et aux secours. Ceux-ci sont ensuite repris par l'ECAB, cas échéant moyennant rachat selon les règles d'amortissements de la législation sur les communes appliquées jusqu'au 31 décembre 2020. L'ECAB en devient alors propriétaire. Les moyens qui ne sont pas repris restent acquis aux communes qui peuvent en disposer librement.

L'art. 43 al. 4 du projet de loi permet à l'ECAB de procéder à l'acquisition de véhicules sapeurs-pompiers dès la promulgation de la loi, cela afin de garantir la sécurité et l'efficacité de la défense incendie et des secours jusqu'à ce que la nouvelle organisation sapeurs-pompiers soit mise en place.

Art. 44 Locaux sapeurs-pompiers

Les communes pourront disposer librement des locaux sapeurs-pompiers non repris dans le cadre de la carte opérationnelle, sans remboursement du subside versé par l'ECAB.

Art. 45 Associations de communes

Les communes devront se regrouper sans tarder en associations de communes pour permettre l'application de la nouvelle organisation sapeurs-pompiers. Le Conseil d'Etat veillera à fixer une date d'entrée en vigueur de la loi qui permettra aux divers organismes concernés de réaliser les travaux préparatoires nécessaires (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 42).

Les préfets sont chargés de mettre en œuvre ce regroupement dans les meilleurs délais. L'ECAB assistera les préfets dans cette tâche. Ce soutien se traduira notamment par la mise à disposition de statuts-types pour les associations de communes. Le délai de deux ans initialement prévu dans l'avant-projet a été abandonné, dès lors que la compétence de fixer la date de la fin du régime transitoire a été donnée au Conseil d'Etat (cf. ci-dessous, ch. 5.1, art. 46).

Lors de la consultation, un délai de cinq ans avait été proposé. Ce délai semble néanmoins exagéré. Compte tenu du fait que les travaux préparatoires sont bien avancés dans certaines régions et au vu du soutien des préfets et de l'ECAB, le

nouveau système devrait être applicable dans un délai plus proche, actuellement estimé à 18 mois.

CHAPITRE 7

Droit transitoire

Art. 46 Régime transitoire de mise en œuvre

Le présent projet de loi modifiera en profondeur le système de défense incendie et des secours dans notre canton. Comme relevé plus haut (cf. ci-dessus, ch. 5.1 art. 45), les communes auront notamment l'obligation de se constituer en associations de communes pour assumer leurs tâches. Une phase transitoire est dès lors nécessaires afin de permettre à l'ancien système de continuer à s'appliquer pendant que le nouveau se met en place.

Lors de l'entrée en vigueur de la LDIS (fixée par le Conseil d'Etat), et jusqu'au moment où les communes seront regroupées en associations, seul le régime transitoire de mise en œuvre de la loi sera applicable.

Durant cette période, la défense incendie et les secours resteront régis par le chapitre 5 de la LECAB. Les art. 1 à 41 de la loi, auront néanmoins une certaine portée puisqu'ils définissent des notions comme la CDIS, l'analyse des risques, la carte opérationnelle ou encore le découpage institutionnel. Ces articles n'auront ainsi des effets que dans la mesure où ils sont utiles à l'application du régime transitoire de la LDIS.

Finalement, le Conseil d'Etat arrêtera la date de la fin du régime transitoire en fonction du moment où les communes seront regroupées en associations (art. 46 al. 3). A partir de ce moment, le nouveau système de défense incendie et des secours pourra s'appliquer.

Art. 47 Subventionnement des locaux sapeurs-pompiers

L'actuel droit relatif au subventionnement des locaux sapeurs-pompiers reste applicable moyennant certaines conditions. Dans ces cas, les pratiques et conditions appliquées jusqu'alors demeurent valables, ce qui comprend un contrôle de l'opportunité de l'emplacement choisi et de sa conformité au concept sapeurs-pompiers.

5.2. Loi sur les impôts communaux (LICO)

Art. 21 (abrogé)

L'art. 21 de la loi sur les impôts communaux (LICO) prévoit que les communes peuvent prélever une taxe annuelle d'exemption du service de sapeurs-pompiers conformément à la loi sur la police du feu (al. 1) et que cette taxe peut être perçue aussi longtemps que dure l'obligation du service personnel (al. 2).

Cette disposition renvoie donc à la loi abrogée sur la police du feu et désigne les communes comme compétentes pour la perception de la taxe d'exemption. Dès lors que le projet de loi prévoit que la compétence pour la perception de cette contribution revient aux associations de communes (cf. ci-dessus, ch. 5.1, art. 30), il convient d'abroger cet article.

5.3. Loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB)

Art. 8 al. 2 let. j (modifié)

Les réclamations contre les décisions de l'ECAB étaient jusqu'alors traitées par son conseil d'administration. Afin de simplifier et d'accélérer la procédure de réclamation, la compétence est transférée à la direction. Le conseil d'administration conserve cependant un droit de regard sur le traitement des réclamations et des recours ainsi que la possibilité d'adresser des instructions à la direction.

Art. 22 al. 1 let. a et b (abrogé); Art. 23 al. 1 let. a (modifié)

Les compétences du préfet et des communes relatives à la défense incendie et aux secours prévues jusqu'alors dans la LECAB sont déplacées dans la loi sur la défense incendie et les secours.

Art. 32 al. 2 (modifié); Art. 34 al. 1 (modifié)

La modification est d'ordre formel afin de clarifier que la contribution mentionnée concerne aussi bien la prévention que la défense incendie et les secours.

Art. 52 al. 1 (modifié) et al. 2 (nouveau)

La modification de l'art. 52 LECAB a pour but de clarifier la pratique actuelle et conforme à la volonté du législateur exprimée dans le Message de la LECAB (cf. message 2015-DSJ-127 du Conseil d'Etat du 16 février 2016), à savoir déléguer la compétence en matière d'organisation de ramonage à l'ECAB et fixer le tarif de ramonage en tenant compte des prescriptions de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI). Désormais cette volonté est concrétisée dans une base légale formelle.

Art. 58 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié); Art. 59 à 75 (abrogés); Art. 76 (abrogé)

Le chapitre 5 de la LECAB relatif à la défense incendie et aux secours (anciennement dénommé «Défense contre le feu et les éléments naturels») est abrogé puisque les dispositions relatives à ce domaine se trouvent désormais dans le projet de loi. Il est proposé d'insérer un unique article (art. 58) qui se réfère à la loi sur la défense incendie et les secours. Cet article indique que, à l'instar du domaine de la prévention, l'ECAB

se dote d'un centre de compétence en matière de défense incendie et de secours.

Art. 107 al. 2 (nouveau)

En pratique, le règlement d'un sinistre causé par les éléments naturels nécessite rarement le rendu d'une décision d'indemnité. En effet, les causes de réduction (p.ex. négligence) ne trouvent application que dans de très rares cas. Par économie de procédure, le procès-verbal de l'estimation du dommage vaut alors décision.

Art. 110 al. 1 (modifié)

La modification est d'ordre formel et permet d'unifier la terminologie utilisée pour décrire les dommages esthétiques, lesquels sont ensuite définis à l'art. 140 RECAP.

Art. 128 al. 2 (modifié)

Cf. remarques ad. art. 8 al. 2 let. j LECAB.

5.4. Loi sur les routes (LR)

Art. 81 al. 5 (nouveau);

Art. 82 al. 2 (nouveau);

Art. 83 al. 2 (nouveau)

Reprenant les principes de l'art. 45 RCEaux, la loi sur les routes indique que les frais d'intervention sont en premier lieu mis à la charge du perturbateur ou de la perturbatrice. Subsidiairement, ils sont mis à la charge de l'Etat pour les routes cantonales, des communes pour les routes communales et des propriétaires pour les routes privées. Quant aux interventions sur les routes nationales et étant donné qu'il s'agit de missions principales des sapeurs-pompiers, elles sont réglées dans la LDIS (art. 33 al. 1 lit. e).

La notion de frais d'intervention utilisée dans la loi sur les routes comprend l'ensemble des frais liés à celle-ci. Aussi, cela inclut les frais d'intervention des sapeurs-pompiers mais également ceux des services de l'Etat ou encore les coûts de tiers mandatés lors de l'intervention.

5.5. Loi sur les eaux (LCEaux)

Art. 21 al. 1 (modifié), al. 2 (nouveau)

Les termes «accident par hydrocarbures ou autres substances polluantes» sont remplacés par «pollution environnementale». Cette disposition réserve désormais la législation sur la défense incendie et les secours.

L'al. 2 de l'art. 21 LCEaux permet de couvrir les atteintes nuisibles au sens de la loi fédérale sur la protection des eaux ainsi que toutes les atteintes à l'environnement au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement (cf. ci-dessus, ch. 4.4).

Art. 55 al. 1 (modifié), al. 3 (abrogé), al. 6 (nouveau)

Pour l'essentiel, l'art. 55 al. 6 LCEaux renvoie à la nouvelle législation sur la défense incendie et les secours s'agissant des frais d'intervention des sapeurs-pompiers (pour le surplus, cf. ci-dessus, ch. 4.4).

6. Conséquences du projet

6.1. Conséquences financières et en personnel

6.1.1. Associations de communes et ECAB

Les réflexions et les travaux entrepris conjointement par le Service des communes et l'ECAB, en se fondant sur une étude d'une fiduciaire indépendante, ont démontré qu'il était difficile, voire impossible, d'arriver à une situation financière transposable pour l'ensemble des communes du canton de Fribourg. De plus, l'impact sur les finances communales dépend grandement de l'organisation des associations de communes, en particulier de leur bassin de population. A l'heure actuelle, ces éléments ne sont pas encore connus puisqu'ils ressortent de l'autonomie des associations de communes.

Il sied de rappeler qu'actuellement certaines charges de région sont assumées uniquement par certaines communes (p.ex. coût administratif lié à l'achat de matériel). C'est pourquoi, depuis 2013 et de manière provisoire en attendant la présente réforme législative, une compensation a été instaurée et mise à la charge de l'ECAB («FriFire CR»; p.ex. permanence, formation spécifique des centres de renfort, participation à la rémunération des commandant-e-s CR). Ces montants tronquent également les comptes actuels des chefs-lieux. En raison de sa nature transitoire, le subventionnement de l'ECAB est en tout état de cause appelé à disparaître et donc à se reporter d'une manière ou d'une autre sur l'ensemble des communes.

Lors de la consultation, de nombreuses remarques ont été adressées en lien avec les conséquences financières de la nouvelle organisation sapeurs-pompiers. En particulier, l'absence d'une projection financière pour le nouveau système était déplorée. Afin de pallier ce manque, le groupe de travail de finalisation du projet a réalisé une analyse financière du nouveau système sapeurs-pompiers, construite selon les 4 axes suivants:

- > Détermination de dotations standards pour les bataillons sapeurs-pompiers et estimation des coûts;
- > Estimation des frais d'intervention par habitant dans le cadre d'une mutualisation;
- > Détermination d'un coût de la défense incendie et des secours par habitant sur la base du projet pilote des sapeurs-pompiers du district de la Broye;

- > Comparaison du coût de la défense incendie et des secours par habitant avec certains cantons voisins.

Un rapport financier a été établi sur la base de ces hypothèses, après discussions avec les différents acteurs de la défense incendie (not. commandants des centres de renfort et Service des communes) et en visant à démontrer le coût de la défense incendie une fois le nouveau système mis en place et fonctionnel. Il a ensuite été transmis à la société CORE Fiduciaire Revicor SA, laquelle l'a validé en date du 28 août 2020.

Il en ressort que, pour les associations de communes, le coût moyen de la défense incendie et des secours, sur une base annuelle à l'horizon 2030, s'élève à environ CHF 48,40 par habitant. Ce chiffre reflète le coût brut de la défense incendie pour les associations de communes, c'est-à-dire sans prise en compte de son financement par les produits de la taxe d'exemption. Pour sa part, l'ECAB financerait la défense incendie et les secours à hauteur de CHF 34,20 par habitant. L'augmentation de la contribution de l'ECAB, estimée à environ CHF 2,5 mio. par année, est rendue possible par l'arrêt du subventionnement des réseaux d'eau (arrêt prévu lors de l'entrée en vigueur de la LECAB après une période transitoire). Le but de ce subventionnement, soit la mise à niveau de l'ensemble du réseau d'eau fribourgeois, étant désormais réalisé, il a été décidé de l'arrêter.

En résumé, l'analyse conclut à un coût de la défense incendie et des secours pour le canton de Fribourg d'environ CHF 82,60 par habitant, soit un coût comparable aux cantons limitrophes. Ils seront assumés à hauteur de 59% par les associations de communes et de 41% par l'ECAB.

6.1.2. Etat de Fribourg

S'agissant des conséquences financières du projet de loi pour l'Etat, il sied de relever ce qui suit. Les coûts liés au fonctionnement de la CDIS sont nouveaux. Ils devraient correspondre au paiement de quelques jetons de présence par année, pour les membres de la CDIS dont la présence n'est pas déjà rétribuée par leur employeur ou l'organe qu'ils représentent.

En sus, la répartition des frais des sapeurs-pompiers en matière de lutte contre la pollution et les hydrocarbures a été modifiée (cf. ci-dessus, ch. 4.4). Cette modification concerne cependant les frais d'investissement (acquisition des véhicules), soit un domaine qui ressort exclusivement de la compétence du SEn et dont les coûts varient chaque année en fonction des besoins de renouvellement des véhicules. Les coûts pour le SEn devraient demeurer stables.

Finalement, le projet de loi n'a aucune influence en personnel pour l'Etat de Fribourg.

6.2. Incidences sur la répartition des tâches Etat-communes, conformité au droit supérieur et évaluation de la durabilité du projet

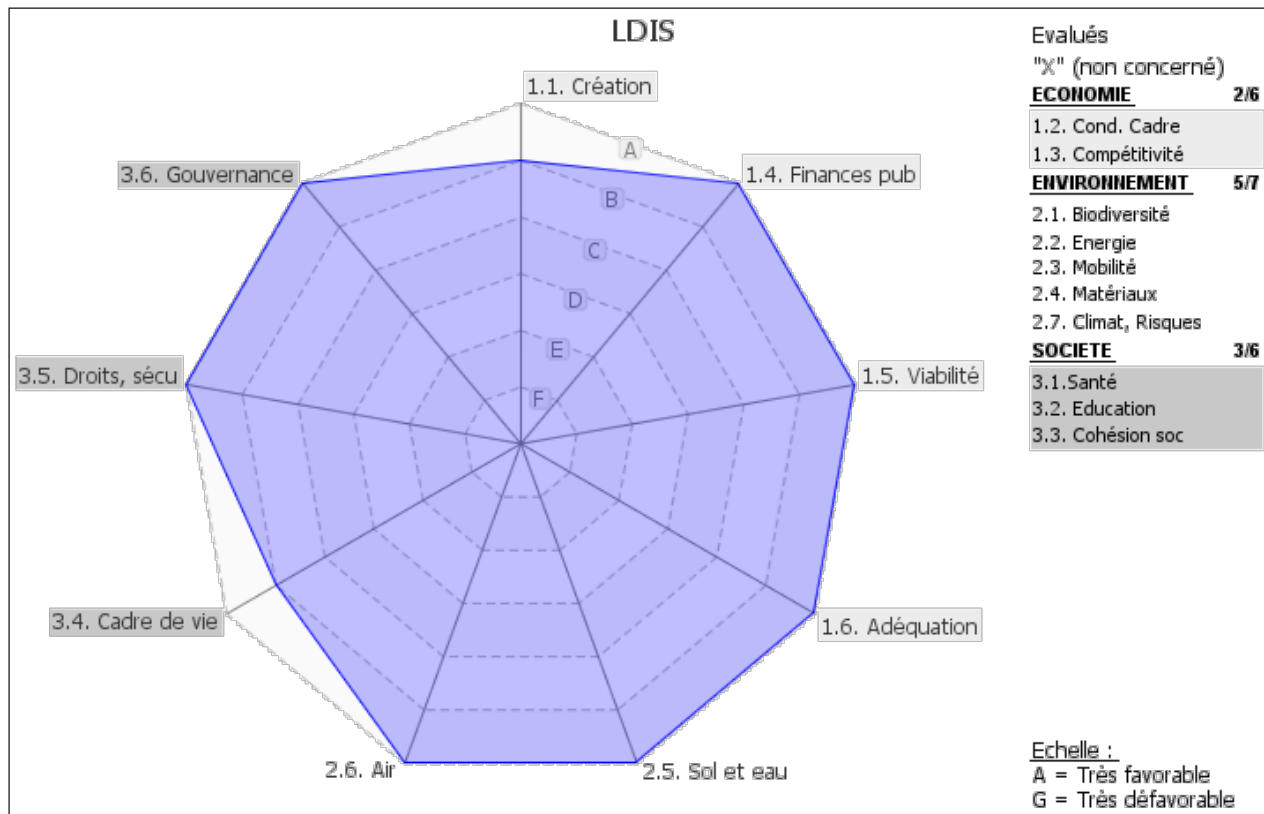
Sur le plan de la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, le projet n'aura pas d'incidence directe. En effet, d'un côté, les communes restent responsables de la défense incendie et des secours alors que, de l'autre côté, l'Etat de Fribourg continue d'exercer la haute surveillance dans ce domaine via le Conseil d'Etat. Le projet de loi procède en revanche à un désenchevêtrement des tâches entre l'ECAB et les communes, en délimitant de manière claire les tâches de chaque acteur pour la défense incendie et les secours.

Bien que la répartition des tâches entre l'Etat et les communes ne soit pas modifiée, la mise en place de l'organisation sapeurs-pompiers implique la création de nouvelles compétences. En particulier, une nouvelle autorité, la CDIS, est instaurée afin de mettre en œuvre cette nouvelle organisation.

Le présent projet est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral ainsi que la Constitution cantonale.

L'examen de la durabilité effectué pour le projet de loi sur les critères pertinents de l'évaluation amène à un résultat très favorable du projet.

Annexe I: Boussole 21



Annexe II: Analyse des risques

L'analyse des risques tient compte de nombreux facteurs qui sont pondérés et synthétisés au niveau d'un damier d'un kilomètre carré sur l'ensemble du canton, sans tenir compte des frontières politiques des communes.

Elle est représentée par une carte du canton avec une coloration des risques (cf. légende ci-dessous).

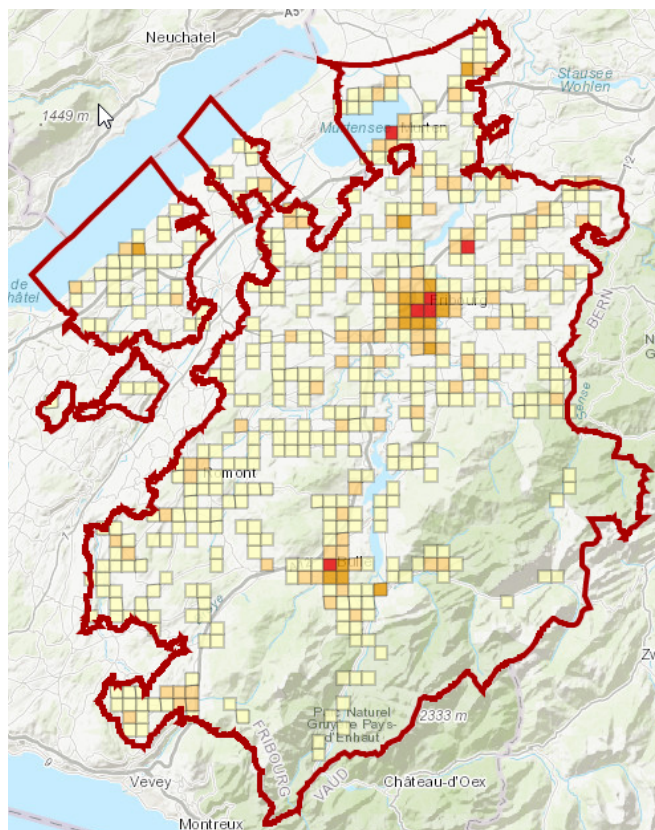
Le résultat de cette première analyse met en exergue quatre zones plus particulièrement à risque, soit l'agglomération Bulloise, le Grand-Fribourg, Guin et Morat.

Les risques n°4 se trouvent généralement autour des risques n°5, soit dans les régions de Marly, Villars-sur-Glâne, Broc, Estavayer, Kerzers et Courtepin.

Les risques n°3 et n°2 suivent ensuite les zones bâties.

Finalement, les risques très faibles (risques n°1 et n°0) sont considérés comme hors périmètre.

Classement numérique	Représentation visuelle en couleur
0 = 0-1	Transparent – hors périmètre
1 = 1-2	Transparent – hors périmètre
2 = 2-3	Jaune – risque faible
3 = 3-4	Saumon – risque modéré
4 = 4-4.5	Orange – risque moyen à fort
5 = 4.5-5	Rouge – risque élevé



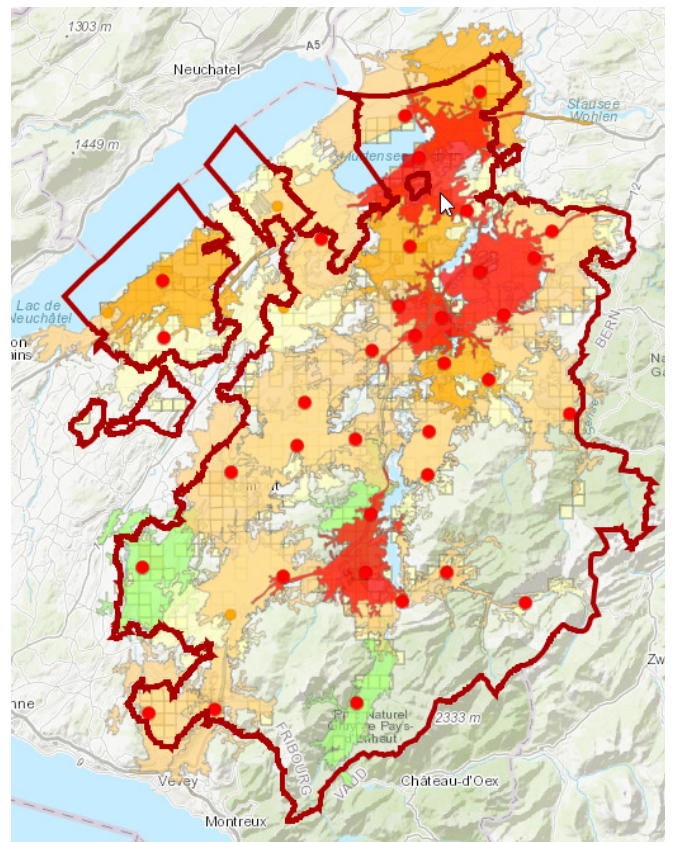
Annexe III: Couverture des risques

Tout en prenant en compte les casernes et locaux sapeurs-pompiers déjà existants, la carte est établie avec les couvertures des risques.

Les zones d'atteinte depuis un point fixe (base de départ) tiennent compte du réseau routier et de l'objectif de performance fixé en fonction de la mission.

Selon la logique définie dans le projet de loi, les risques les plus élevés sont couverts en premier lieu. Ensuite, de manière décroissante, les risques suivants sont couverts.

Il résulte de ce processus que, pour couvrir l'ensemble des risques et sans tenir compte de l'aide intercantonale, le canton de Fribourg aurait besoin d'environ 39 bases de départ. Parmi celles-ci, seules 3 casernes devraient être construites.





Botschaft 2020-DSJ-172

9. Dezember 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs	22
1.1. Bericht FriFire	22
1.2. Revision des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden	22
1.3. Notwendigkeit des Entwurfs	22
2. Verlauf der Arbeiten	22
2.1. Erarbeitung des Gesetzes-Vorentwurfs	22
2.2. Vernehmlassung	23
2.3. Fertigstellung des Gesetzesentwurfs	23
3. Vision «Feuerwehr 2020+»	23
3.1. Grundsätze	23
3.2. Vorgeschlagenes System	23
4. Geringfügige Änderungen	24
4.1. Änderung des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1)	24
4.2. Änderung des Gesetzes über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG; SGF 732.1.1)	24
4.3. Änderung des Strassengesetzes (StrG; SGF 741.1)	24
4.4. Änderungen des Gewässergesetzes (GewG; SGF 812.1)	24
5. Kommentar zu den einzelnen Artikeln	25
5.1. Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)	25
5.2. Gesetz über die Gemeindesteuern (GStG)	35
5.3. Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG)	35
5.4. Strassengesetz (StrG)	36
5.5. Gewässergesetz (GewG)	36
6. Auswirkungen des Entwurfs	36
6.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen	36
6.1.1. Gemeindeverbände und KGV	36
6.1.2. Staat Freiburg	37
6.2. Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung Staat-Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit	37
Anhang I: Boussole 21	38
Anhang II: Risikoanalyse	39
Anhang III: Risikodeckung	40

1. Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs

1.1. Bericht FriFire

Das Gesetz betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden (FPolG) trat am 29. Dezember 1964 in Kraft. Im Zuge der veränderten Anforderungen und Bedingungen bei der Erfüllung der Feuerwehraufgaben beschloss der Staatsrat, im Jahr 2006 das Projekt FriFire zu starten, um Organisation, Ausrüstung und Ausbildung der Feuerwehr entsprechend anzupassen.

Aus den gemeinsam mit der Feuerwehr Koordination Schweiz (FKS) angestellten Überlegungen ging im März 2010 der «Bericht FriFire» hervor. Der Bericht verlangte unter anderem von den Gemeindebehörden, die Organisation ihrer Feuerwehrkorps bis 31. Dezember 2015 anzupassen. Es wird angenommen, dass heute nur die Hälfte der Feuerwehrkorps des Kantons die im Bericht FriFire gestellten Anforderungen vollständig erfüllen.

Betreffend das FPolG wurde im Bericht FriFire geschätzt, dass die Gesetzgebung im Wesentlichen weiterhin zweckmässig sei und nur einiger Anpassungen und Ergänzungen bedürfe.

1.2. Revision des Gesetzes betreffend die Feuerpolizei und den Schutz gegen Elementarschäden

In seinem Regierungsprogramm und Finanzplan für die Legislaturperiode 2012–2016 beschloss der Staatsrat, das FPolG und das Gesetz über die Versicherung der Gebäude gegen Brand und andere Schäden (GVG) zu revidieren. Da diese beiden Gesetze sehr komplexe Fachbereiche betreffen, die zudem eng miteinander verzahnt sind, wurde beschlossen, sie in einem Gesetz zu vereinen (Projekt ECALex). Am 1. Juli 2018 mündeten diese Revisionen im Inkrafttreten des Gesetzes über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG).

Da allerdings das FPolG 2011 im Rahmen des Konzepts FriFire teilrevidiert worden war, wurde entschieden, dieses Konzept noch eine Zeit lang beizubehalten. Deshalb wurde für das KGVG-Kapitel zur Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen das FPolG übernommen.

Während der Debatten des Grossen Rates über das KGVG versprach der Staatsrat jedoch, eine Totalrevision dieses Kapitels vorzunehmen. Dazu beauftragte er mit dem Beschluss vom 6. Februar 2017 die Kantonale Gebäudeversicherung (KGV).

1.3. Notwendigkeit des Entwurfs

Der Bericht FriFire zeigte die Notwendigkeit auf, die Organisation, die Ausrüstung und die Ausbildung der Feuerwehr anzupassen.

Aufgrund des Berichts konnte ein erster Schritt getan werden, doch für die nächste Etappe ist eine Überarbeitung der gesamten Gesetzgebung erforderlich. Bisher wurden die Empfehlungen des Berichts FriFire nämlich nur teilweise umgesetzt. Damit die Sicherheit der Freiburger Bevölkerung gewährleistet ist, müssen die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen grundlegend reformiert werden.

Die Gesetzesreform ist auch deshalb gerechtfertigt, weil das FPolG aus dem Jahr 1964 stammte. Bei seiner Aufhebung wurde das Kapitel über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen unverändert ins KGVG übernommen. Die entsprechenden Konzepte haben sich jedoch in den letzten 50 Jahren wesentlich verändert.

Überdies hat sich seither auch die Verteilung der finanziellen und administrativen Aufgaben stark verändert. So ist die KGV heute stärker beteiligt, indem ihre Rolle nicht mehr nur auf die Beaufsichtigung und Subventionierung beschränkt ist, sondern auch Führungsaufgaben bei der Ausbildung, Materialanschaffung, Alarmierung und Einsatzdoktrin umfasst. Deshalb sind die Aufgaben von Gemeinden und KGV heute viel stärker miteinander verschränkt als zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der geltenden Bestimmungen.

2. Verlauf der Arbeiten

2.1. Erarbeitung des Gesetzes-Vorentwurfs

Die Leitung der Revision wurde einem Steuerungskomitee (StKOM) anvertraut, dessen Vorsitz die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) innehatte. Neben dem StKOM wurden vier Arbeitsgruppen für die verschiedenen Themenbereiche eingesetzt. Die Projektorganisation umfasste schliesslich Vertreterinnen und Vertreter des Staates, der Oberamtspersonen, der Gemeinden, des Freiburgerischen Feuerwehrverbands, der Blaulichtorganisationen und der KGV.

Als Erstes wurde einem Fachbüro, das über grosse Erfahrung im Rettungswesen in der Schweiz und Europa verfügt, ein Backstoppingmandat anvertraut. Gemeinsam mit diesem Büro wurden in umfassender Arbeit die von den Nachbarkantonen verwendeten Methoden und die im europäischen Rettungswesen herrschenden Grundsätze erfasst.

Aus diesen Arbeiten gingen die Vorentwürfe des Gesetzes und des Reglements hervor, die auf der unten definierten Vision beruhen (s. Kap. 3).

2.2. Vernehmlassung

Das externe Vernehmlassungsverfahren dauerte von 17. Juni 2019 bis 27. September 2019. Es wurden 169 Stellen angehört, wovon sich 68 zum Vorentwurf des Gesetzes geäußert haben.

Allgemein wurde der Grundsatz der Organisation von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen auf der Grundlage einer Risikoanalyse und die Schaffung eines eigenen Gesetzes über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen mehrheitlich gutgeheissen. Ebenso begrüßte die Mehrheit der Stellen, die sich in der Vernehmlassung geäußert haben, den Grundsatz einer Organisation in grossen Gemeindeverbänden.

Die Vernehmlassung warf zudem ein Schlaglicht auf jene Punkte, die es noch zu klären oder anzupassen galt, wie zum Beispiel Steuerung und Finanzierung. Im Übrigen bedauerten einige der angehörten Stellen und insbesondere die Gemeinden, dass die Evaluation der finanziellen Auswirkungen der Reform nicht genauer ausgefallen war.

2.3. Fertigstellung des Gesetzesentwurfs

Die SJD beschloss, die Fertigstellung des Gesetzesentwurfs einer Arbeitsgruppe anzuvertrauen, der verschiedene institutionelle Partner, die für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen in unserem Kanton zuständig sind, namentlich der Freiburger Gemeindeverband, die Oberamtspersonen und die KGV angehören. Die neue Arbeitsgruppe erhielt insbesondere den Auftrag, die Fragen zu Steuerung und Finanzierung, die sich nach der Vernehmlassung gestellt hatten, zu prüfen. Sie wurde zudem beauftragt, das Übergangsrecht des BBHG auszuarbeiten und die finanziellen Auswirkungen der neu vorgesehenen Organisation genauer zu ermitteln.

Das StKOM wurde beibehalten und validierte die von der Arbeitsgruppe vorgeschlagenen Änderungen.

Die in der Vernehmlassung hervorgehobenen problematischen Themen und Aspekte wurden also geprüft und führten zu Änderungen im Gesetzesentwurf, in der Botschaft und im Reglementsentwurf (s. Kap. 5.1). Des Weiteren erstellte die neue Arbeitsgruppe einen Finanzbericht, der anschliessend vom Treuhandbüro CORE Fiduciaire Revicor SA aus Freiburg validiert wurde (s. Kap. 6.1).

Damit das neue Brandbekämpfungssystem eingeführt werden kann, sind Vorarbeiten nötig, denen ein eigenes Kapitel gewidmet wird (s. Kap. 5.1, Art. 43 ff.).

Schliesslich müssen einige Bestimmungen des KGVG und des KGVR geändert werden. Die neue Gesetzgebung, die am 1. Juli 2018 in Kraft getreten ist, hat sich in der zweijährigen Praxis bewährt. Es hat sich jedoch gezeigt, dass einige Anpassungen notwendig sind, die vor allem die Verfahrensökonomie und die Effizienz betreffen. Es wird vorgeschlagen, diese Anpassungen in die vorliegende Revision zu integrieren, da

diese bereits Auswirkungen auf das KGVG und das KGVR hat (s. Kapitel 4.2 und 5.3).

3. Vision «Feuerwehr 2020+»

3.1. Grundsätze

Die langfristige Vision lautet wie folgt: «Bei Ereignissen in der Zuständigkeit der Feuerwehr ermöglicht das Dispositiv im Kanton Freiburg die schnellstmögliche angemessene Hilfe. Innerhalb des Kantons richten sich die bereitgestellten Ressourcen nach den jeweiligen Risiken und nicht nach politischen und administrativen Grenzen. Die Gemeinden, der Staat, die KGV und weitere Partner kooperieren – ein jeder innerhalb seiner Befugnisse –, um zu gewährleisten, dass das Dispositiv seine Ziele 24 Stunden täglich erreicht und dabei finanziell nachhaltig bleibt. Das Dispositiv basiert auf einem Milizsystem.»

Um diese Vision zu verwirklichen, konzentriert sich die vorgeschlagene Reform auf zwei Hauptgrundsätze:

- 1) Schnellstmögliche angemessene Hilfe im Schadenfall: Die Feuerwehr ist so organisiert, dass sie die Risiken mit zweckmässigem Personalbestand und ebensolcher Ausrüstung schnellstmöglich und entsprechend zeitlicher Ziele in Verbindung mit der zu erfüllenden Aufgabe abdeckt.
- 2) Die richtigen Mittel am richtigen Ort: Das Feuerwehrdispositiv zielt darauf ab, überall im Kanton die richtige Anzahl Feuerwehrleute sowie die richtigen Fahrzeuge und Geräte bereitzustellen.

3.2. Vorgeschlagenes System

Das Hauptaugenmerk des neuen Systems ist auf die Sicherheit aller Freiburgerinnen und Freiburger gerichtet, unabhängig von politischen und finanziellen Überlegungen. Das Milizsystem wird beibehalten. Die Aufgaben der Feuerwehr werden hingegen klarer formuliert, um optimale Einsätze sicherzustellen.

Die Neuorganisation der Feuerwehr ist Teil der sicherheitsorganisatorischen Vision des Staatsrats und bezieht die bestehenden Systeme von Kantonspolizei und Zivilschutz (Partner der Rettungskette) mit ein.

Die Reform soll auch die Aufgaben von Staat, Gemeinden und KGV entflechten und das Finanzierungssystem der Freiburger Feuerwehr vereinfachen.

Der Gesetzesentwurf setzt einen gesetzlich und organisatorisch klareren und kohärenteren Rahmen. Die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen wird unter drei Aspekten behandelt: politische Organisation (Art. 22 f.), gebietsmässige Organisation (Art. 24 f.) und Einsatzorgani-

sation (Art. 26 ff.). Dies hat unter anderem den Vorteil, dass die Einsatzorganisation der Feuerwehr unabhängig von der politischen Organisation geregelt wird.

4. Geringfügige Änderungen

Im Hinblick auf die neue Gesetzgebung (Gesetz und Ausführungsreglement) sind mehrere Erlasse zu ändern oder aufzuheben.

4.1. Änderung des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1)

Das Amt für Gemeinden wies in der Vernehmlassung darauf hin, dass Artikel 21 GStG gestrichen werden muss, weil er nicht mit den zukünftigen gesetzlichen Grundlagen vereinbar ist (s. Kap. 5.2).

4.2. Änderung des Gesetzes über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG; SGF 732.1.1)

Die Kapitel des KGVG und seines Reglements (KGVR) zur Brandbekämpfung und zu den Hilfeleistungen wurden aus dem FPolG übernommen und müssen deshalb angepasst werden. Beim Inkrafttreten des KGVG wurde beschlossen, FPolG und GVG in einem einzigen Gesetz zusammenzufassen. Die Zusammenfassung schien durch die Tatsache, dass es sich um hoch technische Fachbereiche handelt, die im Wesentlichen Sache der KGV sind, gerechtfertigt.

Bei der Ausarbeitung des vorliegenden Entwurfs stellte sich heraus, dass es nicht ratsam wäre, die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen in einem Erlass über eine kantonale Versicherungsgesellschaft zu regeln. Tatsächlich sind zahlreiche Akteure (Staat, Gemeinden, Partner der Rettungskette, KGV usw.) in diesen Bereich involviert, für den zudem die Gemeinden zuständig sind. Es schien deshalb unpassend, alle Bestimmungen zur Organisation der Feuerwehr im KGVG unterzubringen. Folglich wird nun vorgeschlagen, die entsprechenden Kapitel aus dem KGVG und dem KGVR zu streichen und dort nurmehr die KGV-internen Aspekte zu regeln. Die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen wird in einem eigenen Gesetz, dem BBHG, geregelt.

Einige Bestimmungen des KGVR werden ebenfalls geändert. So werden nun im KGVR die Kompetenzen der verschiedenen Organe, die bei der KGV an der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen beteiligt sind, aufgeführt: das Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen, die kantonale Feuerwehrkommission und der kantonale Feuerwehrstab. Als zweite Hauptänderung des KGVR wurde die Funktionsweise des Nationalstrassenfonds genauer geregelt (Art. 11). Die

Bestimmungen des Beschlusses über die Einsätze der Feuerwehren und der Ölwehren auf den Nationalstrassen (SGF 731.3.72) zu diesem Fonds wurden in diesen Artikel übernommen.

Zusätzlich zu den Änderungen der Kapitel über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen werden aus Gründen der Verfahrensökonomie und Effizienz mehrere Bestimmungen des KGVG angepasst. An den Grundsätzen der Gesetzgebung ändert sich dadurch nichts. Diese Anpassungen können in Kraft treten und wirksam werden, ohne dass das Ende der Übergangsregelung des BBHG abgewartet werden müsste.

4.3. Änderung des Strassengesetzes (StrG; SGF 741.1)

Bisher waren die Kompetenzen der verschiedenen Organe bei Einsätzen auf Strassen mit oder ohne Umweltverschmutzung im GewR geregelt (Art. 44 ff.). Insbesondere Artikel 45 GewR behandelte die Einsatzkosten bei Einsätzen auf Strassen und ohne Umweltverschmutzung.

In der Reform erschien es sinnvoll, diesen Artikel zu streichen und ihn in das Strassengesetz einzufügen (s. Kap. 5.4). Einsätze auf den Strassen ohne Umweltverschmutzung dienen nämlich der Verkehrssicherheit und nicht der Vermeidung von Umweltverschmutzungen. Die Verkehrssicherheit gehört jedoch nicht zu den Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr (s. Kap. 5.1, Art. 19). Ausgenommen sind Einsätze auf den Nationalstrassen, weil sie Notfallcharakter haben. Abgesehen von dieser Ausnahme kann die Feuerwehr nur dann zu Einsätzen ohne Umweltverschmutzung auf den übrigen Strassen aufgeboden werden, wenn es sich um einen Notstand oder einen Notfall handelt, oder zur Prävention, um eine Verschmutzung zu verhindern. Mit dieser Klärung soll die Zahl der Aufgebote von Milizfeuerwehrluten für solche Dienstleistungen wesentlich reduziert werden.

4.4. Änderungen des Gewässergesetzes (GewG; SGF 812.1)

Das Gewässergesetz (GewG) und sein Reglement (GewR) regeln Einsätze bei Unfällen mit Kohlenwasserstoffen oder anderen Schadstoffen und die Frage der Kosten solcher Einsätze. Diese Aspekte werden in der Verordnung über die Einsatzkosten bei Verschmutzungen (SGF 810.46) und im Beschluss über die Einsätze der Feuerwehren und der Ölwehren auf den Nationalstrassen (SGF 731.3.72) weiter ausgeführt. Die Reform der Feuerwehrorganisation betrifft auch diese Themen, weshalb die genannten Gesetzestexte ebenfalls geändert bzw. aufgehoben werden müssen.

Ursprünglich war nur eine Neuformulierung bestimmter Artikel vorgeschlagen worden, da später eine grössere Revision der Gesetzgebung vorgenommen werden sollte. Da jedoch ein neues System eingeführt wird und der Zeitpunkt

der Revision unklar war, wurde schliesslich beschlossen, die Gewässergesetzgebung schon jetzt an die neue Feuerwehrorganisation anzupassen. Die Neuorganisation betrifft nicht nur nachteilige Einwirkungen auf Gewässer gemäss der Gewässerschutzgesetzgebung, sondern auch alle Umwelteinwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Umweltschutz, wie z. B. die Verschmutzung von Luft und Boden.

Im GewR werden nur die Aufwendungen der Feuerwehr für Umweltschutz und Ölwehr geregelt, da der Staat, genauer gesagt das Amt für Umwelt (AfU), für den Umweltschutz zuständig ist. Ziel der Änderungen ist eine Entflechtung der Finanzflüsse bei gleichzeitiger Sicherstellung einer kohärenten Finanzierung. Die Finanzierung in diesem Bereich lässt sich wie folgt zusammenfassen:

- > Die **Betriebskosten** (Fahrzeugunterhalt, Ausbildung, Materialbeschaffung und -unterhalt) werden vom AfU übernommen. Die KGV überweist dem AfU den gesamten Betrag, den sie vom Bund für den Nationalstrassenfonds erhält und der für den Umweltschutz und die Ölwehr bestimmt ist, nach Abzug der Kosten für Einsätze auf den Nationalstrassen, die mit diesem Fonds gedeckt werden. Bisher stellten die Gemeinden dem AfU einen Betrag für die Miet- und Betriebskosten der Feuerwehrlokale in Rechnung, der sich nach deren Fläche richtete. Stattdessen werden die Kosten nun über die Kostenverteilung für kantonale Aufgaben von den Gemeindeverbänden getragen.
- > Die **Beschaffungskosten** der Fahrzeuge werden vom AfU übernommen. Die KGV überweist einen Beitrag, weil die Fahrzeuge bei manchen spezifischen Einsätzen auch der Feuerwehr und den Hauseigentümerinnen und Hauseigentümern zugutekommen könnten.
- > Die **Einsatzkosten** sind nun in der Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen geregelt, weil Umwelteinwirkungen zu den Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr gehören. Die Kosten für Einsätze auf den Strassen ohne Verschmutzung, die nicht zu den Aufgaben der Feuerwehr gehören, werden ihrerseits im Strassengesetz geregelt (s. Kap. 5.4).

5. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

5.1. Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand des Gesetzes

Der Gesetzesentwurf regelt die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen bei Feuer- und Elementarschäden und in anderen Situationen mit Notfallcharakter

im Kanton Freiburg. Er befasst sich ausserdem mit der Organisation und der Funktionsweise des gesamten Feuerwehrsystems, d. h. unter anderem mit den zuständigen Behörden, mit der Detailorganisation und mit der Finanzierung in diesem Bereich.

Der Begriff «Brandbekämpfung und Hilfeleistungen» ersetzt die Terminologie, die früher für diesen Bereich verwendet wurde, d. h. «Bekämpfung von Bränden und Elementarschäden». Die neue Formulierung entspricht der Praxis der anderen Kantone (u. a. Waadt und Neuenburg) und umfasst alle Aufgaben, welche die Feuerwehr wahrnimmt. Unter «Brandbekämpfung» werden alle Mittel und Massnahmen, mit denen Brände bekämpft werden können, verstanden. Der Begriff «Hilfeleistungen» bezeichnet alle Mittel und Massnahmen, die es der Feuerwehr erlauben, bei Brand oder Elementarschäden Hilfe zu leisten.

Die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung zu anderen Tätigkeiten im Bereich der Hilfeleistung bleiben vorbehalten.

Art. 2 Zweck

Mit der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen werden mehrere Ziele verfolgt. So sollen Personen, Tiere und Sachen, aber auch die Umwelt im Allgemeinen geschützt werden. Diese Definition entspricht dem Konzept «Feuerwehr 2015» der FKS.

Ziel des Gesetzesentwurfs ist es, die Aufgaben auf die Gemeinden und Gemeindeverbände, die KGV und die staatlichen Stellen zu verteilen und Möglichkeiten regionaler Zusammenarbeit zu fördern.

Besonders zu betonen ist die Absicht, die Aufgaben der verschiedenen Akteure zu entflechten. Die Aufgabenentflechtung ermöglicht eine Vereinfachung der kantonalen Organisation von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen. So werden namentlich in finanzieller Hinsicht «Quersubventionierungen» abgeschafft und durch eine klare Lastenverteilung ersetzt (Art. 32 ff.). Die Gemeindeverbände werden in diesem Artikel ausdrücklich erwähnt, weil ihnen bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen eine entscheidende Rolle zukommt (Art. 14).

Art. 3 Grundsätze

Dieser Artikel verankert die oben definierten Grundsätze der Vision «Feuerwehr 2020+» auf gesetzlicher Ebene (s. Ziff. 3.1).

Dabei gilt die risikoorientierte Bereitstellung von Ressourcen unabhängig von politischen und administrativen Grenzen nur innerhalb des Kantons. Die Funktionsweise der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf kantonsübergreifender Ebene wird in interkantonalen Vereinbarungen geregelt.

Zu Absatz 3 sei ausgeführt, dass ein reines Milizsystem die Anstellung von ständigen Feuerwehrleuten mit notwendigen administrativen, technischen und didaktischen Aufgaben

nicht ausschliesst. Das vorgeschlagene Milizsystem unterscheidet sich also noch stärker von der Schaffung eines Korps professioneller diplomierter Feuerwehrleute, die beruflich im Dienst der Feuerwehr und im Einsatz stehen, wie dies in einigen grossen Schweizer Städten der Fall ist. Es ist im Gegenteil weiterhin möglich, ständige Feuerwehrleute anzustellen, deren Tätigkeit hauptsächlich darin besteht, den Unterhalt und die Wartung sowie die Vorbereitung und die administrative Nachbereitung sicherzustellen und sich erst in zweiter Linie als freiwillige Feuerwehrleute an Einsätzen beteiligen.

2. KAPITEL 2

Behörden

2.1 Staatsrat

Art. 4 Staatsrat

Dieser Artikel definiert die Aufgaben und Befugnisse des Staatsrats.

Der Vorentwurf sah vor, dass der Staatsrat abschliessend über Streitigkeiten zwischen den Partnern der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen entscheidet. In der Vernehmlassung wurde mehrfach kritisiert, dass der Staatsrat so gleichzeitig Richter und Partei wäre und damit eine Doppelrolle einnehmen würde. Neu wird ausgeführt, dass der Staatsrat mit Verfügung über Streitigkeiten zwischen der kantonalen Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (BBHK), den Gemeindeverbänden, den Gemeinden und der KGV entscheidet (Art. 4 Abs. 2 Bst. e). Ausserdem wurde eine Bestimmung zum Rechtsweg hinzugefügt (Art. 41), um die Möglichkeiten zur Anfechtung der Entscheide aufzuzeigen.

2.2 Direktionen

Art. 5 Direktionen

Die mit der Sicherheit betraute Direktion ist für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen zuständig, während die mit dem Umweltschutz und dem Unterhalt der Kantonsstrassen betraute Direktion für die Prävention und für den Kampf gegen die Verschmutzung der Umwelt u. a. mit chemischen oder radioaktiven Stoffen und für die Ölwehr auf den Strassen (Einsatz ohne Verschmutzung) zuständig ist.

2.3 Kantonale Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Art. 6–9 Kantonale Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Die BBHK ist als neue Einheit für die Umsetzung der Freiburger Feuerwehrorganisation zuständig. Der Gesetzesentwurf legt die Grundsätze für die Zusammensetzung der neuen Behörde fest, die der Sicherheits- und Justizdirektion angegliedert ist. In der Vernehmlassung äusserten einige

Stellen den Wunsch, die Zahl der Sitze, welche die KGV in der BBHK einnimmt, zu reduzieren. Gleichzeitig sprachen sich andere Stellen für zusätzliche Vertreterinnen und Vertreter aus. Da diese Frage für die betroffenen Institutionen von grosser Bedeutung ist, wurden die Grundsätze für die Zusammensetzung der BBHK in den Gesetzesentwurf aufgenommen (Art. 7). Dabei wurde darauf geachtet, eine allzu umfangreiche und schwer zu führende Zusammensetzung zu vermeiden. Der Reglementsentwurf führt aus, dass der BBHK mindestens eine Vertreterin oder ein Vertreter des Freiburger Gemeindeverbands, eine Vertretung der Gemeindeverbände, eine Vertretung der Kantonalen Gebäudeversicherung (KGV) sowie die kantonale Feuerwehrinspektorin oder der kantonale Feuerwehrinspektor angehören müssen.

Die BBHK erlässt keine Verfügungen im Sinne des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege, sondern fällt operative Entscheide. Bei rechtsetzenden Erlassen besteht zudem grundsätzlich ein abstraktes Beschwerderecht beim Bundesgericht. Für Streitigkeiten, die sich mit einem Entscheid regeln lassen, ist hingegen gemäss Artikel 4 Abs. 2 Bst. e des Gesetzesentwurfs der Staatsrat zuständig.

Artikel 9 definiert die Kompetenzen der BBHK. Sie ist insbesondere dafür zuständig, die Aufgaben der Feuerwehr näher auszuführen und ihre Kategorie gemäss den Artikeln 16–19 des Gesetzesentwurfs festzulegen. Sie erhält auch die Kompetenz, dem Staatsrat Reglemente für den institutionellen Aspekt von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen vorzuschlagen. Der operative Aspekt dieses Bereichs bleibt der KGV vorbehalten (z. B. technische Vorgaben und Richtlinien zu Ausbildung, Material oder Einsätzen). Die Richtlinien werden direkt von der BBHK erlassen.

Sie bestimmt auch die Regeln für die Aufteilung der Kosten, die durch die Zuteilung der kantonalen Aufgaben entstehen. Dies umfasst beispielsweise die Betriebskosten der Feuerwehrlokale je nach Raum, den die kantonale Aufgabe einnimmt, oder auch die Ausbildung und die Erneuerung des Materials, die für diese besondere Aufgabe erforderlich sind.

Des Weiteren hat die BBHK bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen für die Kostenkontrolle zu sorgen. Damit die Kontrolle durchführbar ist, kann die BBHK einheitliche Buchführungsregeln vorschreiben. So können die Unterschiede, die bei der Erarbeitung der vorliegenden Gesetzgebung in der Finanzanalyse festgestellt wurden, korrigiert und eine bessere Lesbarkeit der Buchführungsdaten und der darauf basierenden Analysen erreicht werden.

2.4 Kantonale Gebäudeversicherung

Art. 10 Kantonale Gebäudeversicherung

In diesem Artikel werden die Rolle und die Zuständigkeiten der KGV definiert, wobei letztere im Reglementsentwurf und im KGVR weiter ausgeführt werden.

Die Kompetenzen der KGV verändern sich verglichen mit der heutigen Situation kaum und betreffen hauptsächlich die operativen Aspekte der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen. So bleibt die KGV Vertreterin des Kantons bei interkantonalen und eidgenössischen Instanzen und Ansprechpartnerin für die Partner der Rettungskette. Ausserdem veranlasst sie die Organisation und den Betrieb der Einsatz- und Alarmzentrale 118. Die KGV kann jedoch Dritte mit der tatsächlichen Erfüllung dieser Aufgabe unter ihrer Verantwortung beauftragen.

Die Aspekte der internen Organisation der KGV sind in der entsprechenden Spezialgesetzgebung geregelt (KGVG und KGVR). Die KGV stützt sich bei der Erfüllung ihrer Aufgaben auf das Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen, auf die kantonale Feuerwehrkommission und auf den kantonalen Feuerwehrstab. Die Kompetenzen des Feuerwehrstabs werden in Artikel 62 KGVR ausgeführt. Er ist das Ausführungsorgan der KGV im Bereich Bevölkerungsschutz. Als solches hat er namentlich die Aufgabe, sich für Katastrophen und Grossereignisse bereit zu halten und gegebenenfalls die nötigen Massnahmen zu treffen. Ausserdem muss er bei grossen oder komplizierten Schadenfällen die Koordination gewährleisten und über den Einsatz besonderer Mittel oder interkantonaler Hilfe entscheiden.

Die kantonale Feuerwehrkommission ist die operative Referenzstelle für die Bataillone. Sie hat namentlich die Aufgabe, der KGV die operativen Konzepte vorzuschlagen und die operativen Anforderungen sowie die damit verbundenen Bedürfnisse an Material, Mitteln und Ausbildung zu ermitteln. In allgemeiner Hinsicht sorgt sie unter den verschiedenen operativen Akteuren für Kohärenz (z. B. Koordination der kantonalen mit der regionalen Ausbildung). Neben den Mitgliedern der KGV gehören der kantonalen Feuerwehrkommission und ihren Fachkommissionen hauptsächlich Vertreterinnen und Vertreter der Bataillone an. Sie sind eine eigentliche Instanz für Vorschläge an die KGV.

2.5 Oberamt männerkonferenz

Art. 11 Oberamt männerkonferenz

Obwohl die Oberamt männerkonferenz informell bereits seit vielen Jahren existiert, wurde sie erst im Dezember 2017 in das Gesetz über die Oberamt männer aufgenommen (Inkrafttreten am 1. Januar 2018). Sie spielt bei allen kantonalen Projekten, die eine Zusammenarbeit oder Absprache mit den Oberamt personen erfordern, eine zentrale Rolle. Aufgrund dieser Tatsache erteilt ihr Artikel 11 des Gesetzesentwurfs bestimmte Aufgaben in Zusammenhang mit der institutionellen Einteilung des Freiburger Kantonsgebiets.

2.6 Oberamt personen

Art. 12 Oberamt personen

Diese Bestimmung erinnert an die Rolle der Oberamt person als Aufsichtsbehörde über die Gemeinden und die Gemeindeverbände, die im Gesetz über die Gemeinden (GG) und im Gesetz über die Oberamt männer vorgesehen ist. Hat eine Oberamt person in einem Gemeindeverband eine Funktion inne, so wird die Aufsicht über den betreffenden Verband gemäss Artikel 146 Abs. 4 GG von einer anderen, vom Staatsrat bezeichneten Oberamt person ausgeübt.

Gemäss dem Gesetz über die Oberamt männer sind diese in ihrem Bezirk für die öffentliche Ordnung verantwortlich. Überdies sind gemäss Artikel 27 KGVR die Gemeinden und in zweiter Linie die Oberamt personen für die Gebäudesicherheit zuständig. Sie können dafür Polizeimassnahmen anordnen (Art. 170 RPBG).

Der Gesetzesentwurf erinnert daran, dass die Oberamt person im Schadenfall die zuständige Behörde ist. Diese Aufgabe wurde den Oberamt personen bereits mit dem Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (Art. 22 Abs. 1 Bst. b KGVG) übertragen.

2.7 Gemeinden

Art. 13 Gemeinden

In Absatz 1 dieses Artikels werden die Aufgaben der Gemeinden definiert. Diese sind unter anderem dafür verantwortlich, dass zivile Opfer von Schadenfällen kostenlose Nothilfe erhalten. Diese Aufgabe ist eine Erinnerung an Artikel 9 des Gesetzes über den Bevölkerungsschutz (BevSG) über die Hilfe an Opfer von Katastrophen, mit dem die Bestimmung von Artikel 36 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Freiburg konkretisiert wird.

Die Rekrutierung der Feuerwehrleute ist Aufgabe der Gemeinden. In diesem Zusammenhang betonen die Feuerwehrkorps, dass sie zunehmend Schwierigkeiten haben, genügend Freiwillige zu finden. Die Gemeinden werden bei der Lösung dieses Problems von der KGV unterstützt. Die Unterstützung erfolgt unter anderem in Form von Kampagnen für die Rekrutierung von Feuerwehrleuten. Die KGV organisiert diese Kampagnen gemeinsam mit den Gebäudeversicherungen anderer Westschweizer Kantone.

In der Vernehmlassung haben einige Stellen vorgeschlagen, für die Feuerwehr ein EO-System einzurichten. Die Schaffung einer solchen Versicherung erfordert jedoch eine erhebliche Koordination mit dem Bund und die Einführung eines komplexen Beitragssystems. Bis jetzt hat dies noch kein Kanton getan. Momentan scheint die Einführung eines solchen Systems im Kanton Freiburg illusorisch, weshalb die Idee nicht in den Gesetzesentwurf aufgenommen wurde.

Absatz 2 hält fest, dass sich die Gemeinden zu Gemeindeverbänden im Sinne von Artikel 109 GG zusammenschliessen. Das Beispiel des 2011 gegründeten Feuerwehrverbands der Region Murten zeigt die Vorteile einer solchen Organisation. Die verschiedenen Überlegungen im Rahmen der Arbeiten zum Vorentwurf zeigten auch, dass die Zusammenschlüsse für die Kostenaufteilung aus einer grossen Anzahl Gemeinden mit genügend Einwohnerinnen und Einwohnern bestehen müssen. Die institutionelle Form der Gemeindeübereinkunft im Sinne von Artikel 108 GG ist für den Zusammenschluss vieler Gemeinden und die allfällige Festanstellung von Personal nicht geeignet.

Bei manchen, grösseren Projekten zum Zusammenschluss von Gemeinden (namentlich für den Greyerzbezirk und Grossfreiburg) stellt sich die Frage nach der Zweckmässigkeit eines Gemeindeverbands. Die kantonale Gesetzgebung sollte jedoch darauf abzielen, die Steuerungsgrundsätze nach heutigem Wissensstand und aktueller Organisation der Gemeinden für den ganzen Kanton zu regeln.

2.8 Gemeindeverbände

Art. 14 Gemeindeverbände

Gemäss dem neuen Organisationskonzept wird der Gemeindeverband zur anerkannten Institutionsform für die Organisation und Umsetzung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf seinem Gebiet. Dieser Artikel legt die ihm übertragenen Aufgaben fest. Sie werden im Reglementsentswurf weiter ausgeführt.

Da Brandbekämpfung und Hilfeleistungen zu den Gemeindeaufgaben gehören, sind die Gemeindeverbände für ihre Organisation und für die Umsetzung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf dem von ihrem Bataillon abgedeckten Gebiet zuständig.

Gemäss dem Reglementsentswurf können die Gemeindeverbände eine Konferenz einberufen, namentlich um Entscheidungen im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen (insbesondere solche der BBHK und der KGV) zu kommunizieren und zu diskutieren.

3. KAPITEL Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen

3.1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 15 Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr

Entsprechend der Vorgehensweise, die das StKOM in seinem Zwischenbericht vom 22. Mai 2018 vorgeschlagen hat, wird in Absatz 1 zuerst festgelegt, für welche Gefahren die Feuerwehr zuständig ist, d.h. hauptsächlich die Gefahren von Bränden und Elementarschäden. Der Reglementsentswurf

führt die übrigen Gefahren wie Umwelteinwirkungen sowie atomare, biologische und chemische Gefährdungen auf.

Absatz 2 legt fest, dass die KGV aufgrund dieser Gefahrenliste eine Risikoanalyse für den Kanton Freiburg vornimmt. Der Reglementsentswurf führt aus, dass bei der Risikoanalyse zahlreiche Faktoren wie Bevölkerungs- und Beschäftigten-dichte, Naturgefahren und das Vorliegen besonderer Risiken (namentlich Betriebe, die der Störfallverordnung unterliegen, Spitäler, Pflegeheime und Schulen) berücksichtigt werden. Diese Kriterien werden in einem den ganzen Kanton überziehenden Schachbrettmuster mit 1 km²-grossen Feldern gewichtet und zusammengefasst (s. Anhang II).

Der Begriff «Gefahr» bezeichnet jedes Phänomen mit menschlicher oder natürlicher Ursache, das zu einem konkreten Risiko werden kann und das Eingreifen der Feuerwehr erfordert. Der Begriff «Risiko» bezeichnet die Wahrscheinlichkeit, dass eine Gefahr konkret wird, und die Konsequenzen dieser Konkretisierung.

Art. 16–19 Aufgaben der Feuerwehr

Die Aufgaben der Feuerwehr sind seit Inkrafttreten des FPolG deutlich vielfältiger geworden. Zusätzlich zu den traditionellen Einsatzaufgaben bei Bränden und Elementarschäden wurden der Feuerwehr im Lauf der Jahre weitere Aufgaben zugeteilt wie z.B. die Rettung von Personen mit Spezialgeräten oder Einsätze auf den Nationalstrassen. Dazu kommen unzählige gemeinnützige Dienste wie Verkehrsdienst, Parkeinweisung bei Veranstaltungen oder die Rettung von Tieren. Um die Aufgaben der Feuerwehr zu bündeln und zu klären, schlägt der Gesetzesentwurf vor, sie in drei Kategorien zu unterteilen: in Kernaufgabe, subsidiäre Aufgaben und freiwillige Aufgaben. Gemäss Artikel 9 des Gesetzesentwurfs ist die BBHK dafür zuständig, die Aufgaben der Feuerwehr festzulegen und sie den genannten Kategorien zuzuordnen.

In Artikel 17 Absatz 1 des Gesetzesentwurfs werden die Kernaufgaben der Feuerwehr festgelegt, d.h. Hilfeleistungsaufgaben bei Schäden, die durch Brände oder Naturgefahren verursacht werden, und bei anderen Ereignissen mit Notfallcharakter. Der Begriff «andere Ereignisse mit Notfallcharakter» umfasst namentlich Strassenrettungsaufgaben und Einsätze bei Einstürzen. Absatz 2 legt fest, welche Aufgaben die Feuerwehr bei ihren Einsätzen zu erfüllen hat.

Die subsidiären Aufgaben der Feuerwehr werden in Artikel 18 geregelt. Es handelt sich um Einsätze zur Unterstützung bei einem Notstand oder in einer Notlage, die nicht zu ihren Kernaufgaben gehören. Bei diesen Einsätzen nimmt die Feuerwehr eine unterstützende Rolle ein, sei dies für eine Person, einen Dienst oder ein Gemeinwesen. Zu dieser Aufgabenkategorie gehören Hilfe beim Tragen oder Unterstützung bei der Gewährleistung der Verkehrssicherheit.

Bei den letztgenannten Einsätzen gilt es, zwischen Einsätzen zum Schutz der Umwelt und solchen in Zusammenhang mit der Verkehrssicherheit zu unterscheiden. Erstere sind Kernaufgaben der Feuerwehr, während Letztere zu ihren subsidiären Aufgaben gehören. Die Verkehrssicherheit und die Verschmutzung durch Kohlenwasserstoffe aus dem Strassenverkehr gehören nicht zu den Gefahren, für welche die Feuerwehr zuständig ist. Um eine unnötige Mobilisierung der Feuerwehr zu verhindern, sind mehrere Massnahmen geplant, mit denen die Notwendigkeit eines Feuerwehreinsatzes geklärt werden soll: Prüfung des Notfallcharakters und der Verschmutzungsgefahr durch die Zentrale 118; Schulung zu Risikoanalyse und Ölwehr für Polizei und Bauämter der Gemeinden; Möglichkeit, Einsatz an Privatunternehmen zu delegieren; gezielter Einsatz der Feuerwehr zur Verhinderung von Verschmutzungen.

Artikel 19 schliesslich behandelt die freiwilligen Aufgaben. Diese Aufgaben, wie z.B. die Parkeinweisung bei lokalen Veranstaltungen, haben keinen Notfallcharakter und fallen grundsätzlich nicht in den Zuständigkeitsbereich der Feuerwehr. Es handelt sich um Aufgaben, welche die Feuerwehr im Einverständnis mit ihrem Gemeindeverband übernimmt.

Art. 20 Leistungsziele

Die Leistungsziele waren bisher im Bericht FriFire festgelegt, der sich auf das Konzept «Feuerwehr 2015» der FKS bezog. Es war wie folgt definiert:

«Die Feuerwehren müssen so organisiert, ausgebildet und ausgerüstet sein, dass sie im Schadenfall jederzeit einen raschen und wirksamen Einsatz leisten können. Insbesondere müssen sie innert fünfzehn Minuten nach Empfang des Alarms auf dem Schadenplatz einen ersten Einsatz leisten können, mit mindestens acht Feuerwehrangehörigen, von denen einer Offizier ist und vier Atemschutzgeräteträger sind. Vorbehalten bleiben die Fälle, in denen es bei einem Einsatz wegen einer grossen Entfernung des Schadenplatzes oder aus anderen besonderen Umständen nicht möglich ist, diese Frist einzuhalten.»

In Zukunft werden die Leistungsziele abhängig von der Dringlichkeit der Aufgabe festgelegt. Die BBHK wird also festlegen müssen, welche Aufgabe mit welchem Zeitziel zu erledigen ist, damit einerseits die Miliz-Feuerwehrlaute nicht unnötig unter Druck gesetzt werden und andererseits bestimmte Mittel so geografisch optimal verteilt werden, dass das gesamte Kantonsgebiet bestmöglich abgedeckt ist.

Der Reglementsentwurf erläutert, dass die Leistungsziele den Behörden nur als Indikatoren für die Effizienz des Dispositivs dienen sollen. Es handelt sich also nicht um Mindeststandards für die Sicherheit der Bürgerinnen und Bürger, sodass sich aus einer allfälligen Nicht-Erfüllung der Ziele keine Forderung ableiten lässt.

Art. 21 Risikodeckung

Nach der Ermittlung der Feuerwehraufgaben und der Festlegung ihrer Leistungsziele gilt es, die Risikodeckung auf die verschiedenen Ausrückstandorte der Feuerwehr zu verteilen. Dieser Vorgang wird in Artikel 21 des Gesetzesentwurfs geregelt.

Der Reglementsentwurf beschreibt die Einzelheiten und erläutert, dass die grössten Risiken als Erstes gedeckt werden. Anschliessend folgen in absteigender Reihenfolge die nächsten Risiken. Ab einer bestimmten Risikostufe gelten die Leistungsziele schliesslich nicht mehr. Dabei handelt es sich namentlich um Bergzonen sowie abgelegene und schwer zugängliche Orte. Bei den grössten Risiken wird verlangt, dass rasch ein zweiter Ausrückstandort eingesetzt werden kann, um eine doppelte Risikodeckung sicherzustellen.

Der Reglementsentwurf behandelt auch den Sonderfall der Grenzgebiete. Dort dürfen bei der Aufteilung der Risikodeckung auch die Feuerwehrdispositive anderer Kantone berücksichtigt werden. Ebenso kann sich das Feuerwehrdispositiv des Kantons Freiburg an der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen der Grenzgebiete anderer Kantone beteiligen.

Bei der Erarbeitung des Gesetzesentwurfs wurde eine erste Karte erstellt, auf der die Risikodeckung konkret dargestellt ist (s. Anhang III). Die Aufteilung bezieht auch Bestehendes mit ein. So wurden die Kasernen und die kommunalen Feuerwehrlokale geortet und entsprechend ihrer Kapazität für die Aufnahme von Material, Geräten und Personen klassiert.

3.2 Politische und administrative Steuerung

Art. 22 Institutionelle Einteilung

Dieser Artikel beschreibt die Einteilung des Kantonsgebiets in Perimeter oder, in anderen Worten, den Zusammenschluss der Gemeinden in Gemeindeverbänden. Bei dieser institutionellen Einteilung werden mehrere Faktoren wie die Einsatzkarte (Art. 25) und die Kostenverteilung (Art. 32 ff.) berücksichtigt. Gemäss Reglementsentwurf müssen zudem alle Gemeinden auf Freiburger Gebiet einbezogen werden, damit keine Gemeinde oder Gemeindegruppierung ausgeschlossen wird.

Ausserdem muss der Perimeter eines Gemeindeverbands mindestens 30 000 Einwohnerinnen und Einwohner umfassen, damit seine Anteile an Bevölkerung, Risiken und Territorium für eine ausgewogene Verteilung der Kosten und Ressourcen ausreichen. Mit einem kleineren Bevölkerungsanteil könnte die neue Feuerwehrorganisation nicht umgesetzt werden und das System der Kostenzusammenlegung wäre wirkungslos. Aus diesem Grund ist eine Mindestbevölkerungszahl vorzusehen, die für Skaleneffekte ausreicht und die Anstellung von eingeteilten Feuerwehrlaute als technische und/oder administrative Mitarbeitende erlaubt.

Die Erfahrung zeigt, dass es für die «kleinen» Feuerwehrstützpunkte schwierig ist, Ressourcen und Kompetenzen zu finanzieren und zu akquirieren, ohne dabei auf Teilleistungen zurückgreifen zu müssen. Aufgrund der Grösse der Gemeindeverbände werden in Zukunft selbst die kleinen Gemeindeverbände eingeteilte Feuerwehrleute als ständige Mitarbeitende einstellen können. Mit diesen Mitarbeitenden lässt sich zudem teilweise das Problem der verminderten Einsatzkapazität während des Tages lösen.

An der institutionellen Einteilung sind verschiedene Behörden beteiligt. Nach Anhörung der Gemeinden macht die Oberamtmännerkonferenz der BBHK einen Vorschlag (Art. 11). Diese beschliesst die institutionelle Einteilung (Art. 9) und lässt sie vom Staatsrat genehmigen (Art. 4). Den Gemeinden und Oberamtspersonen wird empfohlen, den Bevölkerungsanteil von 30 000 Einwohnerinnen und Einwohnern bei diesen Gesprächen als strikte Untergrenze und nicht als Zielwert anzusehen. Aufgrund der neuen Feuerwehrorganisation werden Gemeindeverbände mit einem grossen Bevölkerungsanteil sowohl auf operativer wie auf finanzieller Ebene effizienter sein.

Art. 23 Organisation der Gemeindeverbände

Artikel 23 des Gesetzesentwurfs erläutert die Rolle der Gemeindeverbände bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen. Die interne Organisation der Gemeindeverbände bleibt ihnen überlassen. Sie ist gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über die Gemeinden in den Statuten zu regeln.

Im Reglementsentwurf werden einige besondere Fälle geklärt, namentlich die Mitgliedschaft einer Gemeinde in mehreren Gemeindeverbänden und die Beteiligung von Grenzgemeinden des Kantons Freiburg oder anderer Kantone.

3.3. Gebietsmässige Organisation

Art. 24 Gebietsmässige Organisation

Dieser Artikel legt in Absatz 1 die gebietsmässige Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen fest, d. h. die Einteilung des Freiburger Kantonsgebiets in die Einsatzperimeter der Ausrückstandorte. Absatz 2 sieht vor, dass das Kantonsgebiet für die Zuteilung von besonderen Aufgaben und Mitteln (z. B. Chemiewehr oder Reserven von besonderem Material) gleichzeitig in Einsatzzonen unterteilt ist.

Art. 25 Einsatzkarte

Absatz 25 des Gesetzesentwurfs bedarf keines besonderen Kommentars. Er nennt die Kriterien, die bei der Erstellung der Einsatzkarte berücksichtigt werden.

3.4. Einsatzorganisation

Art. 26 Einsatzorganisation der Feuerwehr

Dieser Artikel definiert die operative Organisationsstruktur der Feuerwehr. Diese basiert auf einer Struktur von Bataillonen, die in Kompanien unterteilt sind, die wiederum aus einem oder mehreren Ausrückstandorten bestehen. Die Kompanien können zusätzlich Sektionen oder Gruppen bilden, die für ihre Tätigkeit erforderlich sind.

Der Reglementsentwurf stellt klar, dass der Perimeter jedes Gemeindeverbands (politische Ebene der Feuerwehrorganisation) aus einem Bataillon (operative Ebene) besteht. Der Entwurf erläutert ausserdem die Rolle und Zusammensetzung der operativen Einheiten. Dazu gehören der kantonale Stab, die Bataillone und ihre Stäbe, die Kompanien und ihre Kommandantinnen und Kommandanten sowie die Ausrückstandorte.

Art. 27 Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr

Bisher verfügte die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen über eine Alarmzentrale 118, die den Auftrag hatte, die Feuerwehr der (inter)kommunalen Organisation, zu welcher der Schadenplatz gehört, zu alarmieren. Die von der Kantonspolizei betriebene Zentrale leistete anschliessend keinerlei Unterstützung bei der Leitung oder beim Einsatz. Gemäss Artikel 27 des Gesetzesentwurfs und damit der Grundsatz der «schnellstmöglichen angemessenen Hilfe» (s. Ziff. 3.1) garantiert ist, muss eine Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr geschaffen werden. Diese «Zentrale 118» wird auch als Einsatzzentrale dienen, damit die Mobilisierung dem Bedarf und den verfügbaren Mitteln entsprechend erfolgt. Für die Einrichtung der Zentrale ist die KGV zuständig. Diese hat unter anderem die Kompetenz, Richtlinien für diesen Bereich zu erlassen. Zudem steht es der KGV frei, die nötigen Vereinbarungen für die Gewährleistung des eigentlichen Betriebs abzuschliessen, namentlich mit anderen Partnern der Rettungskette (z. B. Polizei und Ambulanz). Zu gegebener Zeit wäre es ideal, eine Einsatz- und Alarmzentrale für alle Blaulichtorganisationen des Kantons zu schaffen («Blaulichtzentrale»).

Die Kosten des Mobilisierungssystems wurden bisher hälftig zwischen der KGV und den Gemeinden aufgeteilt. Gemäss Gesetzesentwurf gehen die Kosten für die reine Mobilisierung der Feuerwehr weiterhin zu Lasten der Gemeindeverbände. Denn Pager, Mobiltelefone und Telefonabonnemente gehören zur persönlichen Ausrüstung der Feuerwehrleute (Art. 34 Abs. 1 Bst. c). Die übrigen allgemeinen Kosten der Zentrale werden hingegen von der KGV übernommen (Art. 33 Abs. 1 Bst. d).

Da all diese Kosten zuerst von der KGV bezahlt werden, kann diese den Gemeindeverbänden für die Mobilisierungskosten eine Pauschalbeteiligung pro Feuerwehrmann oder Feuerwehrfrau verrechnen. Wenn es das Gesamtbudget zulässt,

kann die KGV ganz oder teilweise darauf verzichten, diese Beteiligung in Rechnung zu stellen.

Der Reglementsentwurf führt verschiedene Bestimmungen zu den Einsätzen der Feuerwehr ein, insbesondere die Pflichten, die sie zu erfüllen haben. Die Gemeindeverbände können für die Feuerwehrleute ihres Perimeters weitere Pflichten vorsehen.

Im Reglementsentwurf werden zudem einige Einsatzregeln definiert. So werden Einsätze für Kernaufgaben und subsidiäre Aufgaben von einer Einsatzleiterin oder einem Einsatzleiter geleitet, während Einsätze für freiwillige Aufgaben unter der Leitung einer Detachementsleiterin oder eines Detachementsleiters stehen. Die Aufgabe der Einsatzleiterin oder des Einsatzleiters besteht namentlich darin, den Einsatz zu leiten, Sofortmassnahmen zu ergreifen und das Ende des Einsatzes zu bestimmen, d. h. den Moment, ab dem das Schadenereignis unter Kontrolle ist und die noch erforderliche Überwachung zur Wiederherstellungsphase gehört und nicht mehr Kernaufgabe der Feuerwehr ist. Bei der Detachementsleiterin bzw. beim Detachementsleiter handelt es sich um jenes Mitglied der Feuerwehr, unter dessen Leitung die anderen Feuerwehrleute im Einsatz stehen, und zwar aufgrund der Kompetenzen und nicht des Grades. Da die freiwilligen Aufgaben keinen Notfallcharakter aufweisen (z. B. gemeinnützige Dienste), sind für diese Einsätze nicht die Kompetenzen einer Einsatzleiterin oder eines Einsatzleiters erforderlich.

Art. 28 Requisition ziviler Personen und Sachen

Dieser Artikel bedarf keines besonderen Kommentars. Er regelt die Möglichkeit, auf die Hilfe von Zivilpersonen und die Bereitstellung von Räumlichkeiten und anderer beim Einsatz benötigter Mittel zurückzugreifen.

Art. 29 Dienstpflicht

Die geltende Gesetzgebung sieht vor, dass die Gemeinden die in ihrem Gebiet ansässigen Frauen und Männer, die das 20. Altersjahr vollendet haben und noch nicht 52 Jahre alt sind, zum Feuerwehrdienst verpflichten können. Im Bedarfsfall können die Altersgrenzen auf 18 bzw. 60 Jahre festgesetzt werden.

Im Vorentwurf des Gesetzes wurden zwei Varianten vorgeschlagen. Die erste Variante sah die Abschaffung der Dienstpflicht vor. Anderslautende vertragliche Bestimmungen sollten jedoch vorbehalten bleiben. Dies hätte insbesondere das Bataillonpersonal und die Gemeindeangestellten, die durch ihren Vertrag zum Feuerwehrdienst verpflichtet sind, betroffen.

In der zweiten Variante wurde das aktuelle System mit einer Anpassung der Altersgrenzen an die heutige Gesellschaft übernommen. Einerseits ergibt es keinen Sinn mehr, die untere Altersgrenze auf das vollendete 20. Altersjahr festzusetzen, wo die Volljährigkeit doch mit 18 Jahren erreicht wird. Andererseits ist die obere Altersgrenze auf 40 bzw. im

Bedarfsfall (z. B. bei Bestandsproblemen) auf 50 Jahre zu begrenzen, um den körperlichen Anforderungen von Feuerwehreinsätzen und der Dauer der erforderlichen Ausbildung Rechnung zu tragen.

In der Vernehmlassung wurde die zweite Variante fast einstimmig bevorzugt. Es wurde demnach diese Variante gewählt. Die Altersgrenze gilt nur für die Dienstpflicht und damit auch für die Erhebung der Ersatzabgabe. Für die Ausübung der Feuerwehrtätigkeit wird im Gesetz hingegen keine Altersgrenze festgelegt.

Art. 30 Feuerwehr-Ersatzabgabe

Dieser Artikel steht in Zusammenhang mit Artikel 29 des Gesetzesentwurfs, denn er sieht die Möglichkeit vor, dienstpflichtige Personen, die in keinem Feuerwehr-Bataillon eingeteilt sind, zur Entrichtung einer Ersatzabgabe zu verpflichten. Diese Abgabe ist möglich, weil die Dienstpflicht nicht aufgehoben wurde (s. Kap. 5.1, Art. 29).

Die Feuerwehr-Ersatzabgabe ist eine Gebühr im Sinne von Art. 121 Abs. 2 GG. Im Gegensatz zu den anderen öffentlichen Abgaben, die in diesem Artikel genannt werden (Steuern), kann eine solche Abgabe von den Gemeindeverbänden erhoben werden. Diese können die Aufgabe wiederum an ihre Mitgliedergemeinden delegieren. Die Einzelheiten der Ersatzabgabe (Bemessungsgrundlage, Höhe der Abgabe, befreite Personen, Abstimmung mit Gemeindefragmenten) werden von den Gemeindeverbänden in deren Statuten festgelegt. Die KGV kann in diesem Zusammenhang Statuten-Vorlagen mit einer Liste möglicher Steuerbefreiungen vorschlagen kann. Den Gemeindeverbänden steht es anschliessend frei, diese zu übernehmen oder anzupassen.

Im Übrigen wurde im Vorentwurf des Gesetzes auf das Gesetz über die Gemeindesteuern verwiesen. Da jedoch Artikel 21 GStG aufgehoben wurde (s. Kap. 4.1) und die Gemeindeverbände befugt sind, die Ersatzabgabe zu erheben, ist dieser Verweis nun obsolet.

Art. 31 Spezialmassnahmen für Risikobetriebe

Hier wurde Artikel 65 KGVG übernommen.

KAPITEL 4 **Finanzierung**

4.1 *Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen*

Art. 32 Grundsätze

Dieser Artikel soll die Geldflüsse im Bereich Brandbekämpfung und Hilfeleistungen mit einer klaren Kostentrennung klären. Die Finanzierung wird in diesem Bereich hauptsächlich von den Gemeindeverbänden und der KGV sichergestellt, wobei der Staat ebenfalls einige Kosten übernimmt. Mit dem

revidierten System wird das finanzielle Gleichgewicht des aktuellen Systems so weit wie möglich beibehalten.

In der Vernehmlassung schlugen einige Stellen vor, dass den Eigentümerinnen und Eigentümern privater Quellen eine Anschlussgebühr und eine jährliche Gebühr für den Unterhalt des Löschwassernetzes verrechnet wird, damit sie sich ebenfalls an dessen Unterhalt beteiligen. Diese Abgaben werden jedoch im Gesetz über das Trinkwasser (SGF 821.32.1) geregelt. Dieses sieht in Artikel 37 vor, dass die Modalitäten der Trinkwasserverteilung und insbesondere die Berechnung und die Erhebung der Anschlussgebühr, der jährlichen Grundgebühr und der Betriebsgebühr in einem allgemeinverbindlichen Gemeindereglement geregelt werden. Dieses wird der zuständigen Direktion zur Genehmigung vorgelegt. Diese Kompetenz liegt also in der Autonomie der Gemeinden. Überdies sehen einige Gemeindereglemente bereits die Zahlung einer Brandbekämpfungsabgabe für Quellen vor.

Art. 33–35

Der Gesetzesentwurf führt in den Artikeln 33–35 im Einzelnen aus, welche Kosten die KGV, die Gemeindeverbände und der Staat Freiburg übernehmen.

Die KGV finanziert unter anderem die Beschaffung der Einsatzmittel, welche die Ausrückstandorte für ihre Aufgaben benötigen, während die Gemeindeverbände die Mittel finanzieren, die an den Betrieb der Ausrückstandorte gebunden sind (z. B. HR-Kosten).

Die KGV trägt die Kosten für die Beschaffung der **Feuerwehrfahrzeuge** und **-geräte** sowie jene für die Beschaffung des **Einsatzmaterials**, d. h. das Material, mit dem die Fahrzeuge und Geräte ausgerüstet sind. Die Kosten für die Benützung und den Unterhalt des Einsatzmaterials, die auch die Ersatzkosten umfassen, werden dann von den Gemeindeverbänden getragen.

Der Begriff «Grossunterhalt» (Art. 33 Abs. 1 Bst. a) bezeichnet den gewichtigeren Teil des Unterhalts von Fahrzeugen und Geräten (z. B. Versicherungen, Steuern, Expertisen, Wartung und Reparationen des Fahrgestells und von fahrzeugspezifischen technischen Teilen). Die Kosten für den laufenden Unterhalt der Fahrzeuge (z. B. gewöhnliche Reparaturen, Reinigung, Verschleissteile, Pneus, Ölwechsel, Hydraulikflüssigkeiten und Franchise bei Unfällen) werden von den Gemeindeverbänden übernommen.

Konkret werden die Fahrzeuge von der KGV beschafft und anschliessend an die Bataillone ausgeliefert, wobei sie bereits mit Einsatzmaterial ausgerüstet und einheitlich eingerichtet sind. Gemäss Reglementsentwurf kann die KGV den Bataillonen anschliessend einen Betrag für die Deckung des Grossunterhalts der Fahrzeuge oder für einen teilweisen Ersatz des Einsatzmaterials überweisen. Dieser Betrag richtet sich nach den Aufgaben, welche die Ausrückstandorte erfül-

len und ist so berechnet, dass er die durchschnittlichen Kosten eines Fahrzeugs über seine gesamte Lebensdauer deckt. Mit diesem Finanzierungssystem kann den Bataillonen beim Management dieser Kosten grosse Autonomie gewährt werden. Es eröffnet zudem ein Sparpotenzial und die Möglichkeit, die erforderlichen Kompetenzen im Bataillon zu behalten. Um dem harmonisierten Rechnungslegungsmodell MCH2 zu entsprechen, wird mit dem Reglementsentwurf eine gesetzliche Grundlage geschaffen, die es den Gemeindeverbänden erlaubt, diesen Spezialfonds ähnlich einem Umlauffonds über mehrere Jahre zu verwenden.

Die Einsatzkosten werden gemäss den Kriterien, die in den Artikeln 38–40 vorgesehen sind, hauptsächlich von den Gemeindeverbänden getragen. Eine Ausnahme bilden die Kosten von Einsätzen auf den Nationalstrassen, die dann von der KGV übernommen werden, wenn sie nicht Dritten verrechnet werden können. Die Kosten von Einsätzen für den Umweltschutz gehen als Kernaufgabe ebenfalls zu Lasten der Gemeindeverbände. Hierzu ist anzumerken, dass in der Praxis die meisten dieser Einsätze dem Störer oder der Störerin in Rechnung gestellt werden können, sodass die Gemeindeverbände jährlich nur einen geringen Betrag für solche Einsätze zu tragen hätten.

Der Staat übernimmt die Kosten für die Arbeit der BBHK, die Kosten, die sich aus dem Gewässergesetz und dem Umweltschutzgesetz ergeben (s. Kap. 4.4), und die Kosten für den Einsatz kantonaler Spezialistinnen und Spezialisten (z. B. Ingenieurinnen/Ingenieure, Chemiker/innen, Tierärztinnen/Tierärzte).

In der Vernehmlassung äusserten mehrere Stellen ihre Besorgnis betreffend die Feuerwehrausbildung. Zudem hatten einige der angehörten Akteure der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen Mühe, die Finanzierung der kantonalen Ausbildung von jener der regionalen Ausbildung zu unterscheiden. Die kantonale Ausbildung umfasst namentlich die von der KGV organisierten Grund- und Spezialkurse. Die regionale Ausbildung beinhaltet vor allem die Übungen in den Bataillonen und allfällige Zusatzausbildungen. Die KGV übernimmt den Grossteil der Kosten der kantonalen Feuerwehrausbildung (Art. 33 Abs. 1 Bst. c; namentlich Ausbildungszentrum und Korps der Instruktorinnen und Instrukturen), während die Kosten für die regionale Ausbildung zu Lasten der Gemeindeverbände gehen (Art. 34 Abs. 1 Bst. b). Zur Erinnerung: Die Gemeindeverbände übernehmen auch die personengebundenen Kosten (Sold, Reisespesen, persönliche Ausrüstung usw.).

Mit Artikel 34 Abs. 2 wird der Grundsatz eingeführt, wonach die Kosten von kantonal zugeteilten Aufgaben aufgeteilt werden. Die Funktionsweise der Kostenaufteilung wird in Artikel 37 des Gesetzesentwurfs ausgeführt. Die Tarifgestaltung für diese Kosten (z. B. Mietkosten der Räumlichkeiten

gemäss belegter Fläche) wird von der BBHK vorgenommen (Art. 9 Abs. 1 Bst. h des Gesetzesentwurfs).

Darüber hinaus können die Gemeindeverbände auch beschliessen, andere Kosten untereinander aufzuteilen. In diesem Fall sind sie selbst für die Organisation und die Verwaltung dieser Aufteilung zuständig.

Art. 36 Beschaffungsgrundsätze

Der Gesetzesentwurf führt für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen mehrere Beschaffungsgrundsätze ein. So ist die KGV dafür verantwortlich, die Anschaffungen für die Gemeindeverbände zu koordinieren und zu zentralisieren, wenn eine Harmonisierung zweckmässig scheint. Mit diesem System sollten die Gemeindeverbände Skaleneffekte erzielen können.

Für das Verfahren zur Beschaffung von Fahrzeugen ist die kantonale Feuerwehrkommission zuständig, die sich dabei auf die Fachkommission Fachtechnik stützt («FAKO-FT»; Art. 59 Abs. 1 Bst. c zusammen mit Art. 60 Abs. 1 Bst. c und Abs. 2 KGVR). Der Fachtechnikkommission gehören eine Technikverantwortliche oder ein Technikverantwortlicher der KGV und die Materialverantwortlichen der Bataillone an. Die Beschaffungsstrategie wird für mehrere (wahrscheinlich fünf) Jahre erstellt. Die Gemeindeverbände und die beteiligten Partner (z. B. das Amt für Umwelt) werden bei der Erarbeitung der Strategie angehört.

Art. 37 Kostenaufteilung

Wie in der Vernehmlassung gewünscht wurde im Gesetzesentwurf ein neuer Artikel eingefügt, mit dem der Verteilschlüssel für die Aufteilung der Kosten unter den Gemeindeverbänden genauer bestimmt wird. Der Verteilschlüssel richtet sich nach zwei Faktoren: nach der zivilrechtlichen Bevölkerung des Gemeindeverbands und nach dem Versicherungswert seiner Gebäude. Der zweite Faktor rechtfertigt sich damit, dass der von der KGV berechnete Versicherungswert die Risiken in Sachen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen einbezieht.

Die Verwaltung der Kostenaufteilung wird in Absatz 2 ausgeführt. Konkret werden die Kosten, die den Bataillonen entstehen und für die dieser Grundsatz gilt, jährlich verbucht (wahrscheinlich mit einer gemeinsamen Software) und gemäss dem Verteilschlüssel aufgeteilt. Die Differenz zwischen den von den Bataillonen getragenen Kosten und dem ihnen zugewiesenen Anteil wird ihnen jährlich in Rechnung gestellt bzw. überwiesen. Die KGV übernimmt die Verwaltung der Kostenaufteilung. In Absprache mit dem kantonalen Vorstand des Freiburger Gemeindeverbands hat sich herausgestellt, dass die KGV am besten in der Lage ist, diese Abrechnungen durchzuführen. Dies weil die Zusammensetzung der Einsatzkosten kontrolliert werden muss und weil die KGV über das nötige Fachwissen für diese Aufgabe verfügt.

4.2 *Einsatzkosten*

Art. 38 Kernaufgaben

Mit diesem Artikel wird das Prinzip eingeführt, wonach die Einsatzkosten, für welche die Gemeindeverbände aufkommen, aufgeteilt werden. Heute trägt die Gemeinde, in der das Schadenereignis auftritt, die Einsatzkosten alleine. Diese können bei grösseren Schadenfällen beachtlich sein. Das System der Verrechnung zwischen den betroffenen Gemeinden hat bei diesen ausserdem unnötigen administrativen Aufwand zur Folge. Der Gesetzesentwurf führt echte kantonale Solidarität ein mit dem Vorschlag, die vorgenannten Kosten jährlich auf kantonaler Ebene zusammenzulegen und sie nach dem in Artikel 37 festgelegten Prinzip auf die Gemeindeverbände aufzuteilen.

Art. 39 Subsidiäre und freiwillige Aufgaben

Artikel 39 legt fest, dass die Einsatzkosten bei subsidiären und freiwilligen Aufgaben in erster Linie der Person, der Behörde oder der Organisation auferlegt werden, der die Hilfe der Feuerwehr zugutekommt. Erst in zweiter Linie gehen sie zu Lasten der Gemeindeverbände. Der Nutzniesser der Hilfeleistung entspricht dem Träger des Risikos oder der Gefahr bei einem Einsatz. So kommt beispielsweise ein Einsatz zur Rettung von Tieren deren Eigentümer zugute, der in der Folge die entsprechenden Kosten zu tragen hat. Ein Einsatz für eine Person, die in einem Lift feststeckt, kommt der Eigentümerin oder dem Eigentümer des Lifts zugute, weil er oder sie für den guten Zustands der Sache verantwortlich ist. Die Hilfe beim Tragen kommt den Ambulanzdiensten zugute, da es sich um eine Aufgabe in ihrer Zuständigkeit handelt. Die Unterstützung bei einer Gemeindeveranstaltung schliesslich kommt der Gemeinde zugute, sodass diese die Kosten zu tragen hat.

In der Vernehmlassung wiesen mehrere Stellen darauf hin, dass die Tarifgestaltung für freiwillige Aufgaben den Gemeindeverbänden überlassen werden sollte, damit die Feuerwehr Aufgaben zur Unterstützung lokaler Vereine weiterhin zu einem vorteilhaften Tarif ausführen kann. Zwar ist die BBHK dafür zuständig, einen Tarif für die Einsatzkosten der Feuerwehr zu erlassen, aber die Tarifgestaltung für freiwillige Aufgaben wird von den einzelnen Gemeindeverbänden beschlossen.

Art. 40 Übrige Grundsätze

Dieser Artikel erlaubt es, die Einsatzkosten dem Störer oder der Störerin, d.h. der Person, die den Feuerwehreinsatz verursacht hat, in Rechnung zu stellen. Die darin aufgeführten gelten sowohl für Kernaufgaben, als auch für subsidiäre und freiwillige Aufgaben. Sie erlauben es den Personen, Behörden, Organen und Verbänden, die gemäss den Artikeln 38 und 39 die Einsatzkosten tragen, diese den für den Einsatz verantwortlichen Personen zu verrechnen.

Um eine zu strenge Anwendung des Artikels zu vermeiden, ist ein gewisser Grad an Verantwortlichkeit der Störerin oder des Störers erforderlich. So können bei Elementarschäden nur Störerinnen und Störer verantwortlich gemacht werden, die vorsätzlich oder grobfahrlässig gehandelt haben. Wenn also die Entstehung eines Elementarschadens (Überschwemmung, Steinschlag usw.) darauf zurückzuführen ist, dass eine Bedingung der Baubewilligung nicht erfüllt wurde, werden die Einsatzkosten der Eigentümerin oder dem Eigentümer auferlegt. Dies gilt auch, wenn die Eigentümerin oder der Eigentümer den Schaden durch krassen oder wiederholten mangelhaften Unterhalt verursacht (z. B. verstopfte Gitterroste, die wiederholt zu einer Überschwemmung und zu einem Feuerwehreinsatz führen).

Kosten, die bei der Bekämpfung von Bränden entstehen, werden der Störerin oder dem Störer nur dann auferlegt, wenn die Person den Brand vorsätzlich oder fahrlässig verursacht hat.

Absatz 2 dieses Artikels führt aus, dass die Kosten von Einsätzen in Zusammenhang mit bestimmten Sachen (Fahrzeuge, Schiffe, Luftfahrzeuge oder nicht bei der KGV versicherte Gebäude) deren Eigentümerinnen oder Eigentümern oder deren Inhaberinnen oder Inhabern auferlegt werden, wenn die Störerin oder der Störer unbekannt oder zahlungsunfähig ist.

KAPITEL 5 Rechtsmittel

Art. 41

Auf die Problematik der Rechtsmittel wurde in der Vernehmlassung hingewiesen. Der Staatsrat sollte die Kompetenz erhalten, abschliessend über Streitigkeiten zwischen der BBHK, den Gemeindeverbänden, den Gemeinden und der KGV zu entscheiden. Damit wäre ihm jedoch gleichzeitig eine Richter- und eine Parteirolle eingeräumt worden, was die Governance-Grundsätze verletzt. Ausserdem war für den Fall von Streitigkeiten kein Rechtsmittel vorgesehen.

Aufgrund dieser Bemerkungen wurde Artikel 4 Abs. 2 Bst. e des Gesetzesentwurfs geändert (s. Kap. 5.1, Art. 4). Mit einer zusätzlichen Bestimmung wurde klargestellt, dass Entscheide in Anwendung dieses Gesetzes, einschliesslich der obgenannten Entscheide des Staatsrats, mit Beschwerde anfechtbar sind.

KAPITEL 6 Übergangsregelung für die Umsetzung der Reform der Brandbekämpfung

Art. 42 Provisorische BBHK

Um von Beginn weg eine gute Umsetzung des Gesetzes zu gewährleisten, sind gewisse Vorarbeiten erforderlich. Der Staatsrat muss bei der Festlegung des Datums für das

Inkrafttreten dieses Gesetzes berücksichtigen, wie lange die Durchführung dieser Arbeiten dauern wird.

Damit die neue Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen umgesetzt werden kann, müssen sich die Gemeinden in dieser Vorbereitungsphase zu Gemeindeverbänden zusammenschliessen (Art. 45). Vorher muss der Staatsrat die Mitglieder der provisorischen BBHK ernennen, damit diese die folgenden Arbeiten (in chronologischer Reihenfolge) ausführen kann: Genehmigung der von der KGV durchgeführten Risikoanalysen; Beschluss der Einsatzkarte; Festlegung der Standards für den Feuerwehrpersonalbestand der Ausrückstandorte; Beschluss der institutionellen Einteilung, welche die Oberamt männerkonferenz nach Anhörung der Gemeinden vorschlägt. Erst wenn diese Arbeiten abgeschlossen sind, können sich die Gemeinden zu Gemeindeverbänden zusammenschliessen.

Da die provisorische BBHK eine so wichtige Rolle einnimmt, wird sie im Vergleich zur «definitiven» BBHK vergrössert, damit alle Akteure der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen beteiligt werden können.

Art. 43 Fahrzeuge und Geräte

Betreffend die Übernahme von Feuerwehrfahrzeugen und -geräten wird die KGV zuerst ermitteln, welche Mittel für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen benötigt werden. Anschliessend wird sie diese Mittel gegebenenfalls durch Abkauf und nach den Schuldentilgungsregeln der Gesetzgebung über die Gemeinden, die bis 31. Dezember 2020 angewandt werden, übernehmen. Die KGV wird damit zu deren Eigentümerin. Die Mittel, die nicht benötigt werden, bleiben Eigentum der Gemeinden, die frei darüber verfügen können.

Artikel 43 Abs. 4 des Gesetzesentwurfs erlaubt der KGV, sofort nach der Promulgierung des Gesetzes Feuerwehrfahrzeuge zu beschaffen. So soll die Sicherheit und die Effizienz der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen bis zur Umsetzung der neuen Feuerwehrorganisation sichergestellt werden.

Art. 44 Feuerwehrlokale

Über die Feuerwehrlokale, die nicht in die Einsatzkarte aufgenommen werden, können die Gemeinden frei verfügen, ohne den von der KGV geleisteten Beitrag rückerstatten zu müssen.

Art. 45 Gemeindeverbände

Damit die neue Feuerwehrorganisation umgesetzt werden kann, müssen sich die Gemeinden unverzüglich zu Gemeindeverbänden zusammenschliessen. Der Staatsrat wird darauf achten, das Inkrafttreten des Gesetzes so festzusetzen, dass die verschiedenen betroffenen Organe die nötigen Vorarbeiten ausführen können (s. Kap. 5.1, Art. 42).

Die Oberamtspersonen haben den Auftrag, den Zusammenschluss so rasch wie möglich umzusetzen. Die KGV wird die Oberamtspersonen bei dieser Aufgabe unterstützen. Die Unterstützung wird namentlich in Form einer Bereitstellung von Musterstatuten für die Gemeindeverbände erfolgen. Die ursprünglich im Vorentwurf vorgesehene Frist von zwei Jahren wurde aufgegeben, da die Befugnis, das Datum für das Ende der Übergangsregelung festzulegen, dem Staatsrat übertragen wurde (s. Kap. 5.1, Art. 46).

In der Vernehmlassung wurde eine Frist von fünf Jahren vorgeschlagen. Dies scheint jedoch übertrieben. Da die Vorarbeiten in einigen Regionen weit fortgeschritten sind, und im Hinblick auf die Unterstützung der Oberamtspersonen und der KGV dürfte das neue System schon früher, d. h. in schätzungsweise 18 Monaten, anwendbar sein.

KAPITEL 7

Übergangsrecht

Art. 46 Übergangsregelung für die Umsetzung

Das vorliegende Gesetz wird das System der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen in unserem Kanton grundlegend verändern. Wie oben erwähnt (s. Kap. 5.1, Art. 45), werden die Gemeinden insbesondere verpflichtet sein, für die Erfüllung ihrer Aufgaben Gemeindeverbände zu bilden. Es ist deshalb eine Übergangsphase notwendig, damit das alte System weiter gelten kann, während das neue System eingeführt wird.

Ab dem (vom Staatsrat festgelegten) Inkrafttreten des BBHG und bis zu dem Zeitpunkt, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden zusammengeschlossen sind, ist nur die Übergangsregelung für die Umsetzung des Gesetzes anwendbar.

In dieser Phase richten sich die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen weiterhin nach Kapitel 5 KGVG. Die Artikel 1–41 des Gesetzes werden dennoch eine gewisse Tragweite haben, da sie Begriffe wie BBHK, Risikoanalyse, Einsatzkarte oder institutionelle Einteilung definieren. Die Artikel entfalten ihre Wirkung jedoch nur insofern, als sie für die Anwendung der Übergangsregelung des BBHG von Nutzen sind.

Der Staatsrat wird das Datum für das Ende der Übergangsregelung festlegen und sich dabei nach dem Zeitpunkt richten, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden zusammengeschlossen sind. Ab diesem Zeitpunkt wird das neue System der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen anwendbar sein.

Art. 47 Subventionierung der Feuerwehrlokale

Das geltende Recht zur Subventionierung von Feuerwehrlokalen bleibt unter gewissen Bedingungen anwendbar. In diesen Fällen gelten die bisherigen Methoden und Bedingungen

weiterhin. Dabei wird kontrolliert, ob der gewählte Standort zweckmässig ist und ob er mit dem Feuerwehrkonzept übereinstimmt.

5.2. Gesetz über die Gemeindesteuern (GStG)

Art. 21 (aufgehoben)

Artikel 21 des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG) sieht vor, dass die Gemeinden eine jährliche Feuerwehrpflichtersatzabgabe nach Massgabe des Gesetzes über die Feuerpolizei erheben können (Abs. 1) und dass diese Abgabe so lange erhoben werden kann, wie die Feuerwehrpflicht besteht (Abs. 2).

Diese Bestimmung verweist also auf das aufgehobene Gesetz über die Feuerpolizei und erteilt den Gemeinden die Zuständigkeit für die Erhebung der Ersatzabgabe. Da der Gesetzesentwurf vorsieht, dass die Gemeindeverbände die Kompetenz für die Erhebung dieser Abgabe erhalten (s. Kap. 5.1, Art. 30), ist dieser Artikel aufzuheben.

5.3. Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG)

Art. 8 Abs. 2 Bst. j (geändert)

Einsprachen gegen Entscheide der KGV wurden bisher von deren Verwaltungsrat behandelt. Um das Einspracheverfahren zu vereinfachen und zu beschleunigen, wird diese Zuständigkeit nun der Direktion übertragen. Der Verwaltungsrat behält jedoch das Recht, die Behandlung von Einsprachen und Beschwerden mitzuverfolgen und der Direktion Anweisungen zu erteilen.

Art. 22 Abs. 1 Bst. a und b (aufgehoben);

Art. 23 Abs. 1 Bst. a (geändert)

Die Befugnisse der Oberamtspersonen und der Gemeinden im Bereich Brandbekämpfung und Hilfeleistungen, die bisher im KGVG vorgesehen waren, wurden in das BBHG verschoben.

Art. 32 Abs. 2 (geändert); Art. 34 Abs. 1 (geändert)

Es handelt sich um eine formale Änderung, die klarstellen soll, dass der genannte Beitrag sowohl die Prävention als auch die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen betrifft.

Art. 52 Abs. 1 (geändert) und Abs. 2 (neu)

Mit der Änderung von Artikel 52 KGVG soll die aktuelle Praxis geklärt werden. Diese entspricht gemäss der Botschaft zum KGVG (s. Botschaft 2015-DSJ-127 des Staatsrats vom 16. Februar 2016) dem Willen des Gesetzgebers und besteht darin, die Kompetenz zur Organisation Kaminreinigung der

KGV zu übertragen und den Tarif für die Reinigungen unter Berücksichtigung der Vorschriften der Vereinigung Kantonalen Feuerversicherungen (VKF) festzulegen. Dies ist nun in einer formellen gesetzlichen Grundlage umgesetzt.

**Art. 58 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (geändert);
Art. 59–75 (aufgehoben); Art. 76 (aufgehoben)**

Das Kapitel 5 über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (bisher «Bekämpfung von Bränden und Elementarschäden») wird aufgehoben, weil sich die dazugehörigen Bestimmungen nun im Gesetzesentwurf befinden. Es wird vorgeschlagen, in einem einzigen Artikel (Art. 58) einen Verweis auf das Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen einzufügen. Dieser Artikel gibt an, dass die KGV ebenso wie im Bereich der Prävention ein Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen einrichtet.

Art. 107 Abs. 2 (neu)

In der Praxis erfordert die Regelung eines Elementarschadens selten eine Entschädigungsentscheidung. Dies liegt daran, dass nur selten Gründe für eine Kürzung (z. B. Fahrlässigkeit) vorliegen. Aus Gründen der Verfahrensökonomie gilt das Protokoll der Schadensschätzung in diesen Fällen als Entschädigungsentscheid.

Art. 110 Abs. 1 (geändert)

Es handelt sich um eine formale Änderung zur Vereinheitlichung der Terminologie für die Beschreibung ästhetischer Schäden, die in Artikel 140 KGVR definiert werden.

Art. 128 Abs. 2 (geändert)

Vgl. Kommentar zu Artikel 8 Abs. 2 Bst. j KGVG.

5.4. Strassengesetz (StrG)

**Art. 81 Abs. 5 (neu); Art. 82 Abs. 2 (neu);
Art. 83 Abs. 2 (neu)**

Im Strassengesetz werden deshalb die Grundsätze von Artikel 45 GewR übernommen. Die Bestimmung sieht nun vor, dass die Einsatzkosten in erster Linie der Störerin oder dem Störer auferlegt werden. Subsidiär gehen sie bei den Kantonsstrassen zu Lasten des Staates, bei den Gemeindestrassen zu Lasten der Gemeinden und bei Privatstrassen zu Lasten der Eigentümer. Einsätze auf den Nationalstrassen gehören zu den Kernaufgaben der Feuerwehr und sind deshalb im BBHG geregelt (Art. 33 Abs. 1 Bst. e).

Der Begriff Einsatzkosten, der im Strassengesetz verwendet wird, umfasst alle mit dem Einsatz verbundenen Kosten. Dazu gehören sowohl die Einsatzkosten der Feuerwehr als auch jene von staatlichen Diensten und jene von Dritten, die für den Einsatz beauftragt wurden.

5.5. Gewässergesetz (GewG)

Art. 21 Abs. 1 (geändert), Abs. 2 (neu)

Der Ausdruck «Unfall mit Kohlenwasserstoffen oder anderen Schadstoffen» wird durch «Umweltverschmutzung» ersetzt. Die Bestimmung enthält nun einen Vorbehalt der Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen.

Artikel 21 Abs. 2 GewG erfasst nachteilige Einwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer und alle Einwirkungen auf die Umwelt im Sinne des Bundesgesetzes über den Umweltschutz (s. Kap. 4.4).

**Art. 55 Abs. 1 (geändert), Abs. 3 (aufgehoben),
Abs. 6 (neu)**

Artikel 55 Abs. 6 GewG verweist in Bezug auf die Feuerwehreinsatzkosten im Wesentlichen auf die Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die (im Übrigen s. Kap. 4.4).

6. Auswirkungen des Entwurfs

6.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen

6.1.1. Gemeindeverbände und KGV

Die Überlegungen und Arbeiten, die das Amt für Gemeinden gemeinsam mit der KGV und gestützt auf die Studie einer unabhängigen Treuhänderin durchgeführt hat, haben gezeigt, dass es schwierig oder gar unmöglich ist, einen Finanzierungsmodus zu finden, der sich auf alle Gemeinden des Kantons Freiburg übertragen lässt. Die Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen hängen ausserdem wesentlich von der Organisation der Gemeindeverbände und insbesondere von deren Bevölkerungsanteil ab. Diese Aspekte sind zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht bekannt, da sie in der Autonomie der Gemeindeverbände liegen.

Im Übrigen sei daran erinnert, dass einige Regionslasten ausschliesslich von bestimmten Gemeinden getragen werden (z. B. administrative Kosten in Zusammenhang mit dem Einkauf von Material). Deshalb wurde 2013 und bis zum Abschluss der vorliegenden Gesetzesreform eine provisorische Kompensation eingeführt und der KGV auferlegt («FriFire SP»; z. B. Bereitschaftsdienst, Spezialausbildung der Stützpunkte, Beteiligung an der Vergütung der SP-Kommandanten). Diese Beträge verfälschen die aktuellen Rechnungen der Hauptorte. Da es sich um eine Übergangslösung handelt, wird die Subvention der KGV auf jeden Fall verschwinden, sodass diese Aufwendungen auf die eine oder andere Weise auf die Gemeinden zurückfallen.

In der Vernehmlassung gingen zahlreiche Bemerkungen zu den finanziellen Auswirkungen der neuen Feuerwehrorganisation ein. Beklagt wurde insbesondere, dass für das neue System keine Prognose zu den Finanzen vorlag. Um diesen

Mangel zu beheben, führte die Arbeitsgruppe für die Fertigstellung des Gesetzesentwurfs für das neue Feuerwehrsysteem eine Finanzanalyse zu den folgenden vier Aspekten durch:

- > Ermittlung von Standardbeständen für die Feuerwehrebataillone und Kostenschätzung;
- > Schätzung der Einsatzkosten pro Kopf bei einer Kostenaufteilung;
- > Ermittlung der Kosten von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen pro Kopf auf der Grundlage des Pilotprojekts der Feuerwehr im Broyebezirk;
- > Vergleich der Kosten von Brandbekämpfung und Hilfeleistungen pro Kopf mit verschiedenen Nachbarkantonen.

Nach Gesprächen mit den verschiedenen Akteuren der Brandbekämpfung (namentlich Kommandanten der Stützpunkte und Amt für Gemeinden) wurde auf der Grundlage dieser Hypothesen ein Finanzbericht verfasst. Ziel des Berichts war es aufzuzeigen, wie hoch die Kosten der Brandbekämpfung sein werden, wenn das neue System eingeführt und betriebsbereit ist. Der Bericht wurde an das Treuhandbüro CORE Fiduciaire Revicor SA übermittelt, das ihn am 28. August 2020 validiert hat.

Aus dem Bericht geht hervor, dass die Gemeindeverbände für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen bis ins Jahr 2030 durchschnittliche Kosten von rund CHF 48.40 pro Kopf und Jahr zu tragen hätten. Diese Zahl entspricht den Bruttokosten der Brandbekämpfung für die Gemeindeverbände, ihre Finanzierung mit den Einnahmen aus der Ersatzabgabe wurde demnach nicht berücksichtigt. Die KGV würde die Brandbekämpfung und die Hilfeleistung mit CHF 34.20 pro Kopf finanzieren. Die auf rund 2,5 Millionen Franken pro Jahr geschätzte Erhöhung des KGV-Beitrags wird durch den Beschluss über die Subventionierung der Wasserleitungsnetze ermöglicht (dieser war nach dem Inkrafttreten des KGVG und nach einer Übergangsphase vorgesehen). Da der Zweck dieser Subventionierung, nämlich die Erneuerung des gesamten Freiburger Wasserleitungsnetzes, nun erfüllt ist, wurde nun ihre Einstellung beschlossen.

Zusammenfassend kommt die Analyse zum Schluss, dass die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen den Kanton Freiburg ungefähr CHF 82.60 pro Kopf kosten werden, was mit den umliegenden Kantonen vergleichbar ist. Die Kosten werden zu 59% von den Gemeindeverbänden und zu 41% von der KGV übernommen.

6.1.2. Staat Freiburg

Zu den finanziellen Auswirkungen des Gesetzesentwurfs für den Staat ist auf Folgendes hinzuweisen. Neu fallen Kosten für die Arbeit der BBHK an. Sie dürften pro Jahr einige Sitzungsgelder für jene Mitglieder der BBHK umfassen, die

nicht bereits von ihrem Arbeitgeber oder von dem durch sie vertretenen Organ entschädigt werden.

Des Weiteren wurde die Verteilung der Feuerwehrkosten für Umweltschutz und Ölwehr geändert (s. Kap. 4.4). Diese Änderung betrifft die Investitionskosten (Fahrzeugbeschaffung), also einen Bereich, der ausschliesslich in die Kompetenz des AfU fällt und in dem die jährlichen Kosten davon abhängen, ob und wie viele neue Fahrzeuge zu beschaffen sind. Die Kosten des AfU dürften dabei stabil bleiben.

In personeller Hinsicht hat der Gesetzesentwurf für den Staat Freiburg keine Auswirkungen.

6.2. Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung Staat-Gemeinden, Übereinstimmung mit übergeordnetem Recht und Evaluation der Projektnachhaltigkeit

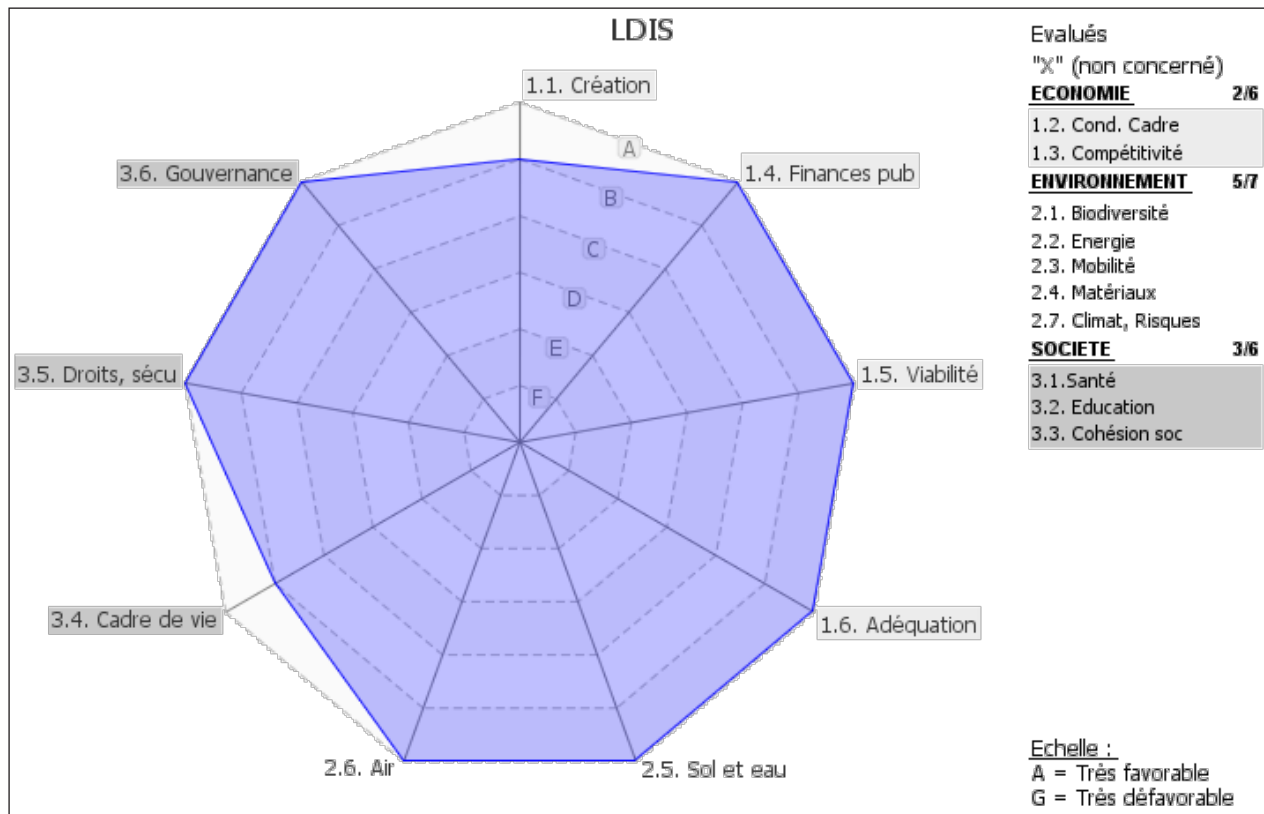
Der Entwurf hat keine direkten Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. So bleiben einerseits die Gemeinden verantwortlich für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen, während andererseits der Staat Freiburg über den Staatsrat weiterhin die Oberaufsicht in diesem Bereich ausübt. Mit dem Gesetzesentwurf erfolgt hingegen eine Entflechtung der Aufgaben von KGV und Gemeinden, indem für jeden Akteur die Aufgaben in den Bereichen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen klar abgegrenzt werden.

Obwohl die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden nicht verändert wird, werden mit der Umsetzung der Feuerwehrorganisation neue Zuständigkeiten geschaffen. Insbesondere wird mit der BBHK eine neue Behörde für die Umsetzung der Neuorganisation geschaffen.

Der vorliegende Entwurf steht im Einklang mit übergeordnetem Recht, d. h. mit europäischem Recht, mit Bundesrecht und mit der Kantonsverfassung.

Die Prüfung der Nachhaltigkeit des Gesetzesentwurfs ergibt für die relevanten Evaluationskriterien ein sehr positives Ergebnis.

Anhang I: Boussole 21



Anhang II: Risikoanalyse

Die Risikoanalyse umfasst zahlreiche Faktoren, die auf einem den ganzen Kanton überziehenden Schachbrettmuster mit 1 km²-grossen Feldern gewichtet und zusammengefasst sind, ohne die politischen Grenzen der Gemeinden zu berücksichtigen.

Sie wird anhand einer Karte dargestellt, auf der die Risiken farblich hervorgehoben sind (s. Legende unten).

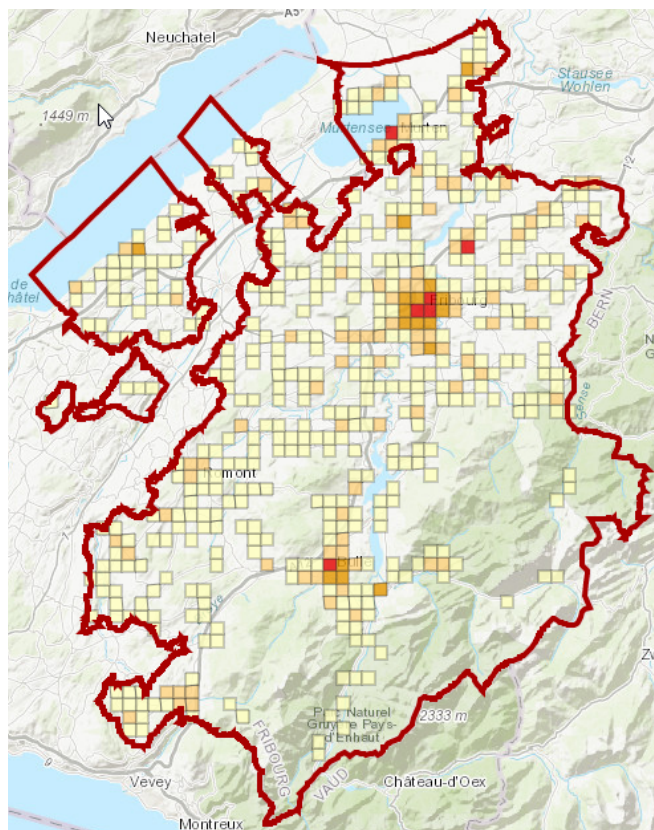
Das Ergebnis dieser ersten Analyse zeigt vier besonders risikoreiche Zonen auf, und zwar die Agglomerationen von Bulle, Grossfreiburg, Düdingen und Murten.

Die Risiken 4 liegen im Allgemeinen rund um die Risiken 5, d.h. in den Regionen Marly, Villars-sur-Glâne, Broc, Estavayer, Kerzers und Courtepin.

Die Risiken 3 und 2 folgen auf die bebauten Zonen.

Die sehr tiefen Risiken (Risiken 1 und 0) liegen ausserhalb der Perimeter.

Digitale Klassierung	Visuelle Darstellung in Farbe
0 = 0-1	Transparent – ausserhalb des Perimeters
1 = 1-2	Transparent – ausserhalb des Perimeters
2 = 2-3	gelb – geringes Risiko
3 = 3-4	lachsfarben – mässiges Risiko
4 = 4-4,5	orange – mittleres bis hohes Risiko
5 = 4,5-5	rot – hohes Risiko



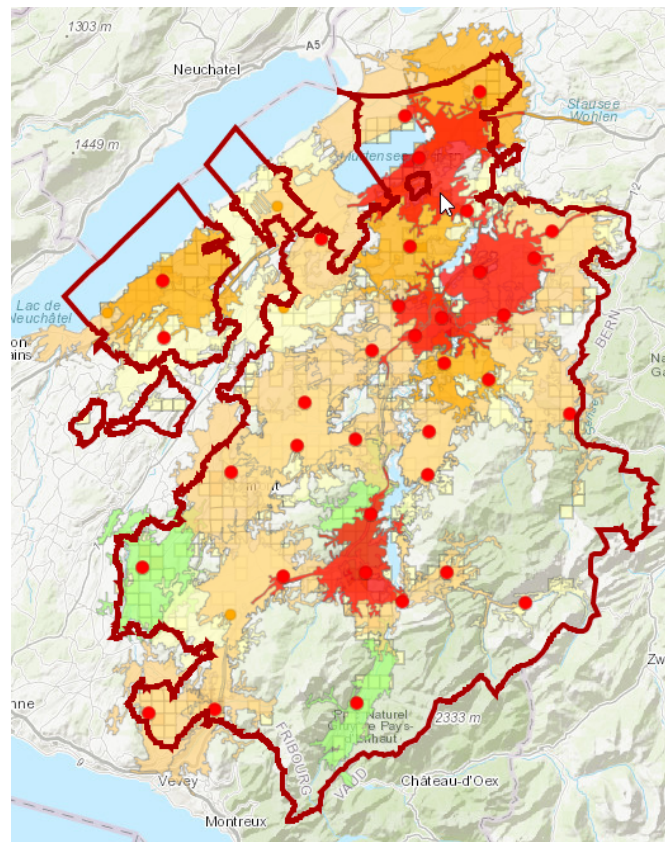
Anhang III: Risikodeckung

Auf dieser Karte ist die Risikodeckung unter Berücksichtigung der bereits bestehenden Feuerwehrrasernen und -lokale abgebildet.

Die Zielzonen eines festen Punktes (Ausrückstandort) berücksichtigen das Strassennetz und das von der Aufgabe abhängige Leistungsziel.

Gemäss der im Gesetzesentwurf definierten Logik werden die höchsten Risiken zuerst gedeckt. Anschliessend folgen in absteigender Reihenfolge die nächsten Risiken.

Dieses Vorgehen ergibt, dass der Kanton Freiburg für die Deckung aller Risiken ohne Berücksichtigung der interkantonalen Hilfe 39 Ausrückstandorte benötigen würde. Dabei müssten nur drei Kasernen gebaut werden.



Loi sur la défense incendie et les secours (LDIS)

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **731.3.1**
Modifié(s): 632.1 | 732.1.1 | 741.1 | 812.1
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2020-DSJ-172 du Conseil d'Etat du 9 décembre 2020;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

1 Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi règle l'organisation de la défense incendie et des secours dans le canton de Fribourg en cas de dommages causés par le feu ou les éléments naturels ou dans d'autres situations présentant un caractère d'urgence.

² Les dispositions de la législation spéciale réglant d'autres activités en matière de secours sont réservées.

Gesetz über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen (BBHG)

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **731.3.1**
Geändert: 632.1 | 732.1.1 | 741.1 | 812.1
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DSJ-172 des Staatsrats vom 9. Dezember 2020;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz regelt die Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen im Kanton Freiburg bei Feuer- und Elementarschäden und in anderen Situationen mit Notfallcharakter.

² Die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung zu anderen Tätigkeiten im Bereich der Hilfeleistung bleiben vorbehalten.

Art. 2 Buts

¹ La présente loi a pour buts, dans le domaine de la défense incendie et des secours:

- a) d'organiser la protection des personnes, des animaux et des biens ainsi que celle de l'environnement;
- b) de répartir les tâches entre les communes et associations de communes, l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après: l'ECAB) et les services de l'Etat;
- c) de favoriser les possibilités de coopération entre les régions.

Art. 3 Principes généraux

¹ Lors d'événements relevant des sapeurs-pompiers, le dispositif en place doit permettre de fournir l'aide adéquate la plus rapide. Les communes, les associations de communes, l'ECAB, les services de l'Etat et les autres partenaires coopèrent, chacun selon ses prérogatives, pour assurer que le dispositif atteigne ses objectifs en tout temps et soit financièrement durable.

² A l'intérieur du canton, les ressources sont mises à disposition en fonction des risques, indépendamment de toutes frontières politiques ou administratives. Les conventions intercantionales sont réservées.

³ Le dispositif mis en place se fonde sur un système de milice. Toutefois, l'encadrement de celui-ci peut être professionnel.

2 Autorités

2.1 Conseil d'Etat

Art. 4

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance en matière de défense incendie et de secours.

² Il assume en particulier les attributions suivantes:

- a) nommer les membres de la Commission cantonale de défense incendie et secours (ci-après: la CDIS);
- b) approuver le découpage institutionnel adopté par la CDIS;

Art. 2 Zweck

¹ Dieses Gesetz hat zum Zweck, im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen:

- a) den Schutz von Menschen, Tieren und Sachen sowie der Umwelt zu organisieren;
- b) die Aufgaben unter den Gemeinden und Gemeindeverbänden, der Kantonalen Gebäudeversicherung (die KGV) und den staatlichen Ämtern aufzuteilen;
- c) Möglichkeiten der interregionalen Zusammenarbeit zu fördern.

Art. 3 Allgemeine Grundsätze

¹ Bei Ereignissen in der Zuständigkeit der Feuerwehr muss das bereitstehende Dispositiv die schnellstmögliche angemessene Hilfe ermöglichen. Die Gemeinden, die Gemeindeverbände, die KGV, die staatlichen Ämter und die übrigen Partnerinnen und Partner kooperieren im Rahmen ihrer Befugnisse, um zu gewährleisten, dass das Dispositiv seine Ziele jederzeit erreicht und dabei finanziell nachhaltig bleibt.

² Innerhalb des Kantons richten sich die bereitgestellten Ressourcen unabhängig von politischen und administrativen Grenzen nach den jeweiligen Risiken. Interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

³ Das eingesetzte Dispositiv basiert auf dem Milizsystem. Es kann jedoch professionell unterstützt werden.

2 Behörden

2.1 Staatsrat

Art. 4

¹ Der Staatsrat übt im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen die Oberaufsicht aus.

² Er hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Er ernennt die Mitglieder der kantonalen Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (die BBHK).
- b) Er genehmigt die institutionelle Einteilung, welche die BBHK beschliesst.

- c) adopter les règlements sous l'angle institutionnel;
- d) adopter le tarif sur les frais d'intervention des sapeurs-pompiers;
- e) approuver l'adhésion aux conventions intercantionales en matière de défense incendie et de secours conformément à l'article 7 al. 1 de la loi du 11 septembre 2009 concernant les conventions intercantionales;
- f) trancher, par voie de décision, les litiges entre la CDIS, les associations de communes, les communes et l'ECAB.

2.2 Directions

Art. 5

¹ La Direction chargée de la sécurité ¹⁾ est compétente en matière de défense incendie et de secours.

² La Direction chargée de la protection de l'environnement et de l'entretien des routes cantonales ²⁾ est compétente en matière de prévention et de lutte contre la pollution environnementale et les hydrocarbures routiers.

2.3 Commission cantonale de défense incendie et secours

Art. 6 Rôle

¹ La CDIS est l'entité chargée de mettre en œuvre l'organisation des sapeurs-pompiers dans le canton de Fribourg.

² La CDIS peut être consultée par le Conseil d'Etat pour les questions ressortissant à son domaine de compétence.

Art. 7 Composition et organisation

¹ La CDIS est composée de sept à onze membres, nommés par le Conseil d'Etat et choisis selon leurs compétences, leur expérience et leur fonction dans le domaine de la défense incendie et des secours.

² Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice de la sécurité et de la justice en est membre d'office et la présidente.

¹⁾ Actuellement: Direction de la sécurité et de la justice.

²⁾ Actuellement: Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions.

- c) Er beschliesst Reglemente zu institutionellen Aspekten.
- d) Er beschliesst einen Tarif für die Einsatzkosten der Feuerwehr.
- e) Er genehmigt den Beitritt zu interkantonalen Vereinbarungen in den Bereichen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen gemäss Artikel 7 Abs. 1 des Gesetzes vom 11. September 2009 über die interkantonalen Verträge.
- f) Er entscheidet mit Verfügung über Streitigkeiten zwischen der BBHK, den Gemeindeverbänden, den Gemeinden und der KGV.

2.2 Direktionen

Art. 5

¹ Die mit der Sicherheit beauftragte Direktion ¹⁾ ist für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen zuständig.

² Die mit dem Umweltschutz und dem Unterhalt der Kantonsstrassen beauftragte Direktion ²⁾ ist für die Prävention und für den Kampf gegen Umweltverschmutzung und für die Ölwehr auf den Strassen zuständig.

2.3 Kantonale Kommission für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Art. 6 Rolle

¹ Die BBHK hat den Auftrag, die Organisation der Feuerwehr im Kanton Freiburg umzusetzen.

² Der Staatsrat kann die BBHK bei Fragen zu deren Kompetenzbereich anhören.

Art. 7 Zusammensetzung und Organisation

¹ Die BBHK besteht aus sieben bis elf Mitgliedern, die vom Staatsrat ernannt und aufgrund ihrer Kompetenzen, ihrer Erfahrung und ihrer Funktion im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen ausgewählt werden.

² Die Vorsteherin oder der Vorsteher der für Sicherheit und Justiz zuständigen Direktion ist von Amtes wegen Mitglied der Kommission und führt den Vorsitz.

¹⁾ Heute: Sicherheits- und Justizdirektion.

²⁾ Heute: Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion.

³ Pour le surplus, sa composition et son organisation sont précisées dans la réglementation d'exécution.

Art. 8 Durée du mandat et rétribution

¹ La loi réglant la durée des fonctions publiques accessoires est applicable aux membres de la CDIS.

² La rétribution de ces derniers est fixée par le Conseil d'Etat.

Art. 9 Compétences

¹ La CDIS exerce notamment les attributions suivantes:

- a) préciser les missions des sapeurs-pompiers et déterminer leur catégorie selon les articles 16 et suivants;
- b) arrêter les objectifs de performance des missions des sapeurs-pompiers;
- c) approuver les analyses des risques;
- d) arrêter la carte opérationnelle de couverture des risques;
- e) fixer les standards minimaux de dotation en effectif sapeurs-pompiers;
- f) sur ces bases-là, adopter le découpage institutionnel;
- g) proposer au Conseil d'Etat des règlements et adopter des directives sous l'angle institutionnel;
- h) proposer au Conseil d'Etat un tarif sur les frais d'intervention des sapeurs-pompiers;
- i) déterminer les règles de répartition des frais induits par l'attribution des missions cantonales;
- j) veiller à la maîtrise des coûts de la défense incendie et des secours, notamment en imposant des règles comptables harmonisées.

2.4 Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments

Art. 10

¹ L'ECAB est le centre de compétence cantonal en matière de défense incendie et de secours.

² Dans ces domaines, il exerce notamment les attributions suivantes:

³ Die Einzelheiten ihrer Zusammensetzung und Organisation werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

Art. 8 Amtsdauer und Vergütung

¹ Für die Mitglieder der BBHK gilt das Gesetz betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter.

² Ihre Vergütung wird vom Staatsrat festgelegt.

Art. 9 Kompetenzen

¹ Die BBHK hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Sie bestimmt die Aufgaben der Feuerwehr näher und legt ihre Kategorie gemäss den Artikeln 16 ff. fest.
- b) Sie beschliesst die Leistungsziele für die Aufgaben der Feuerwehr.
- c) Sie genehmigt die Risikoanalysen.
- d) Sie beschliesst die Einsatzkarte für die Risikodeckung.
- e) Sie legt Mindeststandards für den Bestand an Feuerwehrleuten fest.
- f) Sie beschliesst auf dieser Grundlage die institutionelle Einteilung.
- g) Sie schlägt dem Staatsrat Reglemente vor und verabschiedet Richtlinien zu institutionellen Aspekten.
- h) Sie schlägt dem Staatsrat einen Tarif für die Einsatzkosten der Feuerwehr vor.
- i) Sie ermittelt die Regeln für die Verteilung der Kosten, die durch die Zuteilung der kantonalen Aufgaben entstehen.
- j) Sie sorgt für die Kostenkontrolle bei der Brandbekämpfung und den Hilfeleistungen, indem sie namentlich einheitliche Buchführungsregeln durchsetzt.

2.4 Kantonale Gebäudeversicherung

Art. 10

¹ Die KGV ist das Kompetenzzentrum des Kantons in Sachen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen.

² In diesen Bereichen hat sie namentlich folgende Befugnisse:

- a) représenter le canton de Fribourg auprès des instances fédérales et inter-cantoniales;
- b) assurer la surveillance générale de la défense incendie et des secours;
- c) édicter des directives pour les sapeurs-pompiers;
- d) contribuer financièrement à la défense incendie et aux secours conformément à l'article 33;
- e) assurer la formation cantonale des sapeurs-pompiers;
- f) veiller à l'exploitation de la centrale d'engagement et d'alarme conformément à l'article 27;
- g) exécuter les tâches qui lui sont confiées par la législation spéciale;
- h) former et conduire un état-major cantonal des sapeurs-pompiers qui constitue l'entité de référence au niveau opérationnel pour l'ECAB, les autres parties prenantes et les autres partenaires;
- i) proposer au Conseil d'Etat les conventions intercantionales, en collaboration avec les associations de communes concernées.

2.5 Conférence des préfets

Art. 11

¹ La Conférence des préfets exerce les attributions suivantes:

- a) établir et proposer à la CDIS le découpage institutionnel conformément à l'article 22;
- b) réexaminer ce découpage à intervalles réguliers et proposer les éventuelles modifications.

2.6 Préfets

Art. 12

¹ Le préfet est, dans son district:

- a) autorité de surveillance selon la loi sur les communes et la loi sur les préfets;
- b) organe de référence en cas de sinistre.

- a) Sie vertritt den Kanton Freiburg bei interkantonalen und eidgenössischen Instanzen.
- b) Sie übt die allgemeine Aufsicht über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen aus.
- c) Sie erlässt Richtlinien für die Feuerwehr.
- d) Sie beteiligt sich gemäss Artikel 33 an der Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen.
- e) Sie sorgt für die kantonale Feuerwehrausbildung.
- f) Sie sorgt für den Betrieb der Einsatz- und Alarmzentrale gemäss Artikel 27.
- g) Sie erfüllt die Aufgaben, die ihr in der Spezialgesetzgebung zugewiesen werden.
- h) Sie bildet und führt einen kantonalen Feuerwehrstab, welcher der KGV, den anderen Beteiligten und den übrigen Partnerinnen und Partnern auf operativer Ebene als Referenzstelle dient.
- i) Sie schlägt dem Staatsrat in Zusammenarbeit mit den betroffenen Gemeindeverbänden interkantonale Vereinbarungen vor.

2.5 Oberamt männerkonferenz

Art. 11

¹ Die Oberamt männerkonferenz hat folgende Befugnisse:

- a) Sie erstellt die institutionelle Einteilung gemäss Artikel 22 und schlägt sie der BBHK vor.
- b) Sie überprüft die Einteilung regelmässig und schlägt allfällige Änderungen vor.

2.6 Oberamtspersonen

Art. 12

¹ Die Oberamtsperson ist in ihrem Bezirk:

- a) Aufsichtsbehörde gemäss dem Gesetz über die Gemeinden und dem Gesetz über die Oberamt männer;
- b) zuständige Behörde im Schadenfall.

2.7 Communes

Art. 13

¹ En matière de défense incendie et de secours, les communes exercent les attributions suivantes:

- a) établir et gérer les réseaux d'eau nécessaires à la défense incendie sur leur territoire, en particulier veiller à une couverture suffisante en adduction d'eau et en réserve d'eau;
- b) contribuer au recrutement des sapeurs-pompiers de milice;
- c) lors de sinistres, prononcer les mesures de police conformément à la législation spéciale et prêter leur concours aux forces d'intervention;
- d) fournir une aide d'urgence gratuite aux victimes civiles de sinistres, qui comprend en particulier l'accueil et l'hébergement.

² Pour leurs autres attributions en matière de défense incendie et de secours, les communes se groupent en associations au sens de la loi sur les communes.

2.8 Associations de communes

Art. 14

¹ Les associations de communes sont chargées d'organiser et de mettre en œuvre l'organisation et la gestion de la défense incendie et des secours pour les territoires couverts par leur bataillon, conformément à la carte opérationnelle.

² En matière de défense incendie et de secours, les associations de communes exercent les attributions suivantes:

- a) assurer la mise en œuvre et le respect des objectifs de performance;
- b) exploiter et organiser les bases de départ de leur périmètre ainsi que veiller à leur dotation humaine, à la disponibilité des locaux et à l'entretien du matériel;
- c) veiller à ce que les bases de départ qui leur sont rattachées soient en tout temps aptes à l'engagement et, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires;
- d) assumer la formation régionale au sein de leur bataillon;

2.7 Gemeinden

Art. 13

¹ Im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen haben die Gemeinden folgende Befugnisse:

- a) Sie erstellen und unterhalten die für die Brandbekämpfung auf ihrem Gebiet notwendigen Wasserleitungsnetze und sorgen insbesondere für eine ausreichende Versorgung mit Wasserzuleitungen und Wasserreserven.
- b) Sie tragen zur Rekrutierung der Miliz-Feuerwehrleute bei.
- c) Sie ordnen im Schadenfall die polizeilichen Massnahmen gemäss Spezialgesetzgebung an und leisten den Einsatzkräften Unterstützung.
- d) Sie leisten den zivilen Opfern von Schadenfällen kostenlose Nothilfe, die insbesondere Aufnahme und Unterbringung umfasst.

² Für ihre übrigen Aufgaben in den Bereichen Brandbekämpfung und Hilfeleistungen schliessen sich die Gemeinden zu Verbänden im Sinne des Gesetzes über die Gemeinden zusammen.

2.8 Gemeindeverbände

Art. 14

¹ Die Gemeindeverbände haben den Auftrag, die Organisation und das Management der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen für die von ihrem Bataillon abgedeckten Gebiete gemäss der Einsatzkarte zu organisieren und umzusetzen.

² Im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen haben die Gemeindeverbände folgende Befugnisse:

- a) Sie sorgen für die Umsetzung und Erreichung der Leistungsziele.
- b) Sie betreiben und organisieren die Ausrückstandorte in ihrem Perimeter und sorgen für deren personelle Ausstattung sowie für die Verfügbarkeit der Räumlichkeiten und den Unterhalt des Materials.
- c) Sie sorgen dafür, dass die ihnen zugewiesenen Ausrückstandorte jederzeit einsatzbereit sind, und treffen gegebenenfalls die nötigen Massnahmen.
- d) Sie sorgen für die regionale Ausbildung ihres Bataillons.

- e) conclure les assurances nécessaires pour leur personnel, les sapeurs-pompiers ainsi que les civils requis au sens de l'article 28, notamment contre les conséquences d'accidents survenus ou de maladies contractées lors d'exercice et d'intervention;
- f) contribuer financièrement à la défense incendie et aux secours conformément à l'article 34;
- g) assumer les charges liées à l'intervention conformément aux articles 38 à 40.

3 Organisation de la défense incendie et des secours

3.1 Généralités

Art. 15 Dangers relevant des sapeurs-pompiers

¹ Les dangers relevant des sapeurs-pompiers sont principalement ceux qui sont liés au feu et aux éléments naturels. La réglementation d'exécution règle les détails.

² Sur cette base, l'ECAB effectue régulièrement une analyse des risques du canton de Fribourg.

Art. 16 Missions des sapeurs-pompiers – Principes généraux

¹ Sur la base des dangers établis, les missions relevant des sapeurs-pompiers sont classées en trois catégories, soit principales, subsidiaires et volontaires.

Art. 17 Missions des sapeurs-pompiers – Missions principales

¹ Les sapeurs-pompiers ont des missions de secours en cas de sinistres causés par le feu ou les éléments naturels et lors d'autres événements présentant un caractère d'urgence.

² Lors de leurs interventions, ils doivent notamment:

- a) porter secours aux personnes et aux animaux;
- b) limiter les dommages causés à l'environnement et les dégâts matériels;
- c) écarter les dangers imminents par des mesures appropriées.

- e) Sie schliessen für ihr Personal, für die Feuerwehrleute und für die aufbotenen Zivilpersonen im Sinne von Artikel 28 die erforderlichen Versicherungen ab, namentlich gegen Unfälle und Krankheiten infolge von Einsätzen.
- f) Sie beteiligen sich gemäss Artikel 34 an der Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen.
- g) Sie tragen die mit einem Einsatz verbundenen Kosten gemäss den Artikeln 38–40.

3 Organisation der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen

3.1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 15 Gefahren in der Zuständigkeit der Feuerwehr

¹ Die Feuerwehr ist hauptsächlich für die Brand- und Naturgefahren zuständig. Die Einzelheiten werden in den Ausführungsbestimmungen geregelt.

² Auf dieser Grundlage führt die KGV regelmässig eine Risikoanalyse für den Kanton Freiburg durch.

Art. 16 Aufgaben der Feuerwehr – Grundsätze

¹ Auf der Grundlage der ermittelten Gefahren werden die Aufgaben der Feuerwehr in drei Kategorien unterteilt: Kernaufgaben, subsidiäre Aufgaben und freiwillige Aufgaben.

Art. 17 Aufgaben der Feuerwehr – Kernaufgaben

¹ Bei Schäden, die durch Brände oder Naturgefahren verursacht werden, sowie bei anderen Ereignissen mit Notfallcharakter hat die Feuerwehr Hilfeleistungsaufgaben.

² Bei ihren Einsätzen hat sie namentlich:

- a) Personen und Tieren Hilfe zu leisten;
- b) Umwelt- und Materialschäden zu begrenzen;
- c) unmittelbar drohende Gefahren mit geeigneten Massnahmen abzuwenden.

Art. 18 Missions des sapeurs-pompiers – Missions subsidiaires

¹ Les sapeurs-pompiers interviennent également en appui dans d'autres cas d'urgence ou de nécessité, notamment lorsque des personnes sont en danger.

Art. 19 Missions des sapeurs-pompiers – Missions volontaires

¹ En accord avec leur association de communes, les sapeurs-pompiers peuvent également assumer d'autres missions qui ne présentent pas de caractère d'urgence et qui ne relèvent en principe pas de leur responsabilité, notamment les services à la communauté.

Art. 20 Objectifs de performance

¹ Les objectifs de performance sont arrêtés en fonction des missions des sapeurs-pompiers et de leur degré d'urgence.

Art. 21 Couverture des risques

¹ La couverture des risques pour le canton est répartie entre les différentes bases de départ de sapeurs-pompiers.

² L'emplacement et la dotation des bases de départ sont déterminés en fonction des missions des sapeurs-pompiers et de leurs objectifs de performance.

³ L'engagement lors de sinistres se fonde sur le principe de l'aide adéquate la plus rapide. Il se fait en fonction des besoins et des ressources à disposition, conformément à l'article 3.

3.2 Gouvernance politique et administrative

Art. 22 Découpage institutionnel

¹ Le territoire du canton de Fribourg est découpé en périmètres capables de couvrir un bassin de population, un volume de risques et un territoire suffisants, de manière à permettre une mutualisation adéquate des frais et des ressources, tout en tenant compte de la carte opérationnelle définie à l'article 25.

² A chaque périmètre correspond une association de communes.

³ Le périmètre d'une association de communes doit grouper 30 000 habitants au moins.

⁴ Le Conseil d'Etat peut accorder des dérogations.

Art. 18 Aufgaben der Feuerwehr – Subsidiäre Aufgaben

¹ Die Feuerwehr leistet auch in anderen Notfällen oder bei Bedarf Unterstützung, namentlich wenn Personen in Gefahr sind.

Art. 19 Aufgaben der Feuerwehr – Freiwillige Aufgaben

¹ In Absprache mit ihrem Gemeindeverband kann die Feuerwehr auch andere Aufgaben wahrnehmen, die keinen Notfallcharakter haben und grundsätzlich nicht in ihren Zuständigkeitsbereich fallen, namentlich gemeinnützige Dienste.

Art. 20 Leistungsziele

¹ Die Leistungsziele werden nach den Aufgaben der Feuerwehr und deren Dringlichkeitsgrad festgelegt.

Art. 21 Risikodeckung

¹ Die Risikodeckung für den Kanton ist auf die verschiedenen Feuerwehrrückstandorte verteilt.

² Die Standorte und die Ausrüstung der Ausrückstandorte werden nach den Aufgaben der Feuerwehr und nach deren Leistungszielen festgelegt.

³ Der Einsatz im Schadenfall basiert auf dem Grundsatz der schnellstmöglichen angemessenen Hilfe. Er orientiert sich gemäss Artikel 3 am Bedarf und an den zur Verfügung stehenden Ressourcen.

3.2 Politische und administrative Steuerung

Art. 22 Institutionelle Einteilung

¹ Das Gebiet des Kantons Freiburg ist in Perimeter aufgeteilt, deren Anteile an Bevölkerung, Risiken und Gebiet eine angemessene Aufteilung der Kosten und Ressourcen erlauben, wobei gleichzeitig die Einsatzkarte nach Artikel 25 berücksichtigt wird.

² Jedem Perimeter entspricht ein Gemeindeverband.

³ Der Perimeter eines Gemeindeverbands muss mindestens 30 000 Einwohnerinnen und Einwohner umfassen.

⁴ Der Staatsrat kann Ausnahmen gestatten.

Art. 23 Organisation des associations de communes

¹ L'association de communes est responsable de la défense incendie et des secours dans son périmètre.

² Elle est responsable de la gestion et de l'exploitation des bases de départ sises sur son périmètre.

³ Elle assure la mise en œuvre et le respect des objectifs de performance.

⁴ L'organisation interne de l'association de communes est réglée dans ses statuts, conformément à la législation sur les communes.

3.3 Organisation territoriale

Art. 24 Organisation territoriale

¹ Le territoire du canton de Fribourg est réparti en bases de départ, dont le périmètre d'intervention est délimité en fonction des risques, des missions attribuées et des objectifs de performance.

² Parallèlement, pour l'attribution de missions et de moyens particuliers, le territoire du canton de Fribourg est réparti en zones de secours inspirées de l'organisation des partenaires de la chaîne de secours.

Art. 25 Carte opérationnelle

¹ Une carte opérationnelle est établie en fonction des bases de départ nécessaires à la couverture des risques sur le territoire cantonal.

3.4 Organisation opérationnelle

Art. 26 Organisation opérationnelle des sapeurs-pompier

¹ Sur le plan opérationnel, l'organisation des sapeurs-pompier repose sur une structure en bataillons.

² Les bataillons sont composés de compagnies, lesquelles sont constituées d'une ou de plusieurs bases de départ.

Art. 23 Organisation der Gemeindeverbände

¹ Die Gemeindeverbände sind in ihrem Perimeter für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen verantwortlich.

² Sie sind für die Verwaltung und den Betrieb der Ausrückstandorte in ihrem Perimeter zuständig.

³ Sie sorgen für die Umsetzung und Erreichung der Leistungsziele.

⁴ Die interne Organisation der Gemeindeverbände wird gemäss der Gesetzgebung über die Gemeinden in ihren Statuten festgelegt.

3.3 Gebietsmässige Organisation

Art. 24 Gebietsmässige Organisation

¹ Das Gebiet des Kantons Freiburg ist in Ausrückstandorte unterteilt, deren Einsatzperimeter sich in ihrer Begrenzung nach den Risiken, den erteilten Aufgaben und den Leistungszielen richten.

² Für die Zuteilung von besonderen Aufgaben und Mitteln ist das Gebiet des Kantons Freiburg gleichzeitig in Einsatzzonen unterteilt, die sich an der Organisation der Partnerinnen und Partner der Rettungskette orientieren.

Art. 25 Einsatzkarte

¹ Es wird eine Einsatzkarte erstellt, die sich nach den Ausrückstandorten richtet, die für die Risikodeckung auf dem Kantonsgebiet erforderlich sind.

3.4 Einsatzorganisation

Art. 26 Einsatzorganisation der Feuerwehr

¹ Auf operativer Ebene basiert die Organisation der Feuerwehr auf einer Bataillonstruktur.

² Die Bataillone sind in Kompanien unterteilt, die auf einen oder mehrere Ausrückstandorte verteilt sind.

Art. 27 Centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers

¹ La centrale d'engagement et d'alarme mobilise et engage les sapeurs-pompiers en fonction des besoins et des moyens nécessaires.

² La centrale appuie l'engagement des sapeurs-pompiers.

³ L'ECAB met en place l'organisation et l'exploitation de la centrale et conclut les conventions nécessaires.

⁴ L'exploitation de la centrale doit se faire en collaboration avec les partenaires de la chaîne de secours.

Art. 28 Réquisition de personnes et de biens civils

¹ En cas de nécessité, le ou la chef-fe d'intervention peut requérir le concours de personnes civiles ainsi que la mise à disposition de locaux ou d'autres moyens nécessaires.

² Une indemnité équitable est versée aux personnes réquisitionnées ainsi qu'aux propriétaires des biens réquisitionnés sur la base du tarif cantonal d'intervention des sapeurs-pompiers.

Art. 29 Obligation de servir

¹ Les associations de communes peuvent astreindre les personnes domiciliées sur leur territoire, âgées entre 18 et 40 ans et quelle que soit leur nationalité, à s'incorporer dans un bataillon de sapeurs-pompiers.

² Les statuts des associations de communes peuvent prévoir de prolonger la limite maximale d'âge à 50 ans en cas de nécessité.

³ Les statuts des associations de communes fixent les autres conditions et règles particulières.

Art. 30 Taxe d'exemption

¹ Les associations de communes peuvent prélever une taxe annuelle d'exemption du service de sapeurs-pompiers.

² Les personnes astreintes à l'obligation de servir et qui ne sont pas incorporées dans un bataillon de sapeurs-pompiers peuvent être soumises au paiement d'une taxe annuelle d'exemption.

Art. 27 Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr

¹ Die Einsatz- und Alarmzentrale mobilisiert die Feuerwehr und setzt sie dem Bedarf und den erforderlichen Mitteln entsprechend ein.

² Die Zentrale unterstützt den Einsatz der Feuerwehr.

³ Die KGV veranlasst die Organisation und den Betrieb der Zentrale und schliesst die nötigen Vereinbarungen ab.

⁴ Die Zentrale wird in Zusammenarbeit mit den Partnerinnen und Partnern der Rettungskette betrieben.

Art. 28 Requisition ziviler Personen und Sachen

¹ Bei Bedarf kann die Einsatzleitung die Unterstützung von Zivilpersonen sowie die Bereitstellung von Räumlichkeiten und anderer benötigter Mittel anfordern.

² Die so aufgeborenen Personen und die Eigentümer der requirierten Objekte erhalten eine angemessene Entschädigung, die sich nach dem kantonalen Feuerwehreinsatztarif richtet.

Art. 29 Dienstpflicht

¹ Die Gemeindeverbände können die in ihrem Gebiet ansässigen Personen zwischen 18 und 40 Jahren unabhängig von ihrer Staatsangehörigkeit durch Einteilung in ein Bataillon dazu verpflichten, Feuerwehrdienst zu leisten.

² Die Statuten der Gemeindeverbände können vorsehen, dass das Höchstalter bei Bedarf auf 50 Jahre angehoben wird.

³ Die übrigen Bedingungen und besonderen Regelungen werden in den Statuten der Gemeindeverbände festgelegt.

Art. 30 Feuerwehr-Ersatzabgabe

¹ Die Gemeindeverbände können eine jährliche Feuerwehr-Ersatzabgabe erheben.

² Dienstpflichtige Personen, die nicht in einem Feuerwehrebataillon eingeteilt sind, können verpflichtet werden, eine jährliche Feuerwehr-Ersatzabgabe zu entrichten.

³ L'assiette et le montant de la taxe ainsi que les catégories de personnes qui peuvent en être exemptées sont déterminés dans les statuts des associations de communes.

Art. 31 Mesures spéciales pour les établissements à risque particulier

¹ La réglementation d'exécution détermine les mesures que les établissements à risque particulier doivent prendre sur le plan organisationnel pour assurer une sécurité suffisante lorsque les dangers d'incendie ou de pollution, le taux d'occupation ou les dimensions de l'exploitation l'exigent.

² Le préfet est compétent, sur le préavis de l'autorité communale et de l'ECAB, pour exiger de ces établissements l'élaboration d'un concept de sécurité instituant notamment la création d'un groupe de sécurité ou d'intervention lié au risque particulier.

4 Finances

4.1 Financement de la défense incendie et des secours

Art. 32 Principes généraux

¹ Le financement de la défense incendie et des secours est assuré par les associations de communes et l'ECAB, selon la répartition définie aux articles 33 et suivants.

² L'engagement financier de l'ECAB est limité aux moyens dont il dispose dans ce domaine selon la législation sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels.

³ L'Etat assume pour sa part les frais liés au fonctionnement de la CDIS ainsi que ceux qui découlent de la législation spéciale.

Art. 33 Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments

¹ L'ECAB assume les frais liés:

- a) à l'acquisition et au gros entretien des véhicules et des engins d'intervention nécessaires aux bases de départ selon leurs missions;
- b) à l'acquisition du matériel d'intervention;

³ Die Bemessungsgrundlage und die Höhe der Abgabe sowie die Kategorien von Personen, die von dieser Verpflichtung befreit werden können, werden in den Statuten der Gemeindeverbände festgesetzt.

Art. 31 Spezialmassnahmen für Risikobetriebe

¹ In den Ausführungsbestimmungen werden die Massnahmen festgelegt, die Risikobetriebe auf organisatorischer Ebene zu treffen haben, um eine ausreichende Sicherheit gewährleisten zu können, wenn Brand- oder Verschmutzungsgefahren, die Personenbelegung oder die Grösse des Betriebs es erfordern.

² Die Oberamtsperson kann von diesen Betrieben die Erarbeitung eines Sicherheitskonzepts verlangen, das namentlich die Bildung einer Sicherheits- oder Einsatzgruppe für das besondere Risiko einführt; sie holt vorgängig die Stellungnahmen der Gemeindebehörde und der KGV ein.

4 Finanzen

4.1 Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen

Art. 32 Allgemeine Grundsätze

¹ Die Finanzierung der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen wird von den Gemeindeverbänden und der KGV gemäss der Aufteilung nach den Artikeln 33 ff. sichergestellt.

² Die finanzielle Beteiligung der KGV beschränkt sich auf die Mittel, über die sie gemäss der Gesetzgebung über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand- und Elementarschäden in diesem Bereich verfügt.

³ Der Staat übernimmt die Kosten in Zusammenhang mit der Arbeit der BBHK und jene, die sich aus der Spezialgesetzgebung ergeben.

Art. 33 Kantonale Gebäudeversicherung

¹ Die KGV trägt die Kosten für:

- a) die Beschaffung und den Grossunterhalt der Fahrzeuge und Einsatzgeräte, welche die Ausrückstandorte ihren Aufgaben entsprechend benötigen;
- b) die Beschaffung des Einsatzmaterials;

- c) à la formation cantonale des sapeurs-pompiers;
- d) à la centrale d'engagement et d'alarme des sapeurs-pompiers;
- e) aux frais d'intervention sur les routes nationales, au moyen du fonds pour les routes nationales;
- f) à l'état-major cantonal des sapeurs-pompiers.

² Les détails et les cas particuliers sont réglés dans des règlements ou directives particuliers.

Art. 34 Associations de communes

¹ Les associations de communes assument les frais liés:

- a) à l'exploitation du bataillon, des compagnies et des bases de départ;
- b) à la formation régionale des sapeurs-pompiers;
- c) à l'équipement des sapeurs-pompiers;
- d) aux soldes des sapeurs-pompiers;
- e) à l'entretien courant des véhicules et des engins des sapeurs-pompiers;
- f) à l'entretien et au remplacement du matériel d'intervention;
- g) à l'acquisition, à l'entretien et à l'utilisation du matériel des sapeurs-pompiers;
- h) à la construction ou la location et à l'entretien des locaux nécessaires à la défense incendie et aux secours;
- i) aux coûts des biens consommables;
- j) à leur propre fonctionnement;
- k) aux frais d'intervention, sous réserve de l'article 33 al. 1 let. e et de la loi sur les routes.

² Les frais induits par l'attribution de missions cantonales, notamment les frais d'exploitation et d'entretien des bases de départ, sont mutualisés au niveau cantonal et répartis entre les associations de communes selon l'article 37.

³ Les associations de communes peuvent également mutualiser entre elles tout ou partie des autres frais qu'elles doivent assumer.

- c) die kantonale Feuerwehrausbildung;
- d) die Einsatz- und Alarmzentrale der Feuerwehr;
- e) die Einsätze auf den Nationalstrassen, über den Nationalstrassenfonds;
- f) den kantonalen Feuerwehrstab.

² Einzelheiten und Sonderfälle werden in besonderen Reglementen oder Richtlinien geregelt.

Art. 34 Gemeindeverbände

¹ Die Gemeindeverbände tragen die Kosten für:

- a) den Betrieb des Bataillons, der Kompanien und der Ausrückstandorte;
- b) die regionale Feuerwehrausbildung;
- c) die Ausrüstung der Feuerwehrleute;
- d) den Sold der Feuerwehrleute;
- e) den laufenden Unterhalt der Feuerwehrfahrzeuge und -geräte;
- f) den Unterhalt und den Ersatz des Einsatzmaterials;
- g) die Beschaffung, den Unterhalt und die Benutzung des Feuerwehrmaterials;
- h) den Bau oder die Miete und den Unterhalt der Lokale, die für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen benötigt werden;
- i) Verbrauchsgüter;
- j) ihre eigene Tätigkeit;
- k) die Feuerwehreinsätze; Artikel 33 Abs. 1 Bst. e und das Strassengesetz bleiben vorbehalten.

² Die Kosten, die aufgrund der Zuweisung kantonaler Aufgaben entstehen, namentlich die Betriebs- und Unterhaltskosten der Ausrückstandorte, werden auf kantonaler Ebene zusammengelegt und gemäss Artikel 37 unter den Gemeindeverbänden aufgeteilt.

³ Die Gemeindeverbände können auch die übrigen Kosten, die sie zu tragen haben, solidarisch unter sich aufteilen.

Art. 35 Etat de Fribourg

¹ En sus des frais prévus à l'article 32 al. 3, l'Etat assume les frais liés à l'intervention de spécialistes cantonaux tels que collaborateurs et collaboratrices ou mandataires de l'Etat.

Art. 36 Principes d'acquisition

¹ L'ECAB peut participer à des acquisitions groupées à l'échelle intercantonale ou nationale.

² Il peut coordonner et centraliser, pour le compte des associations de communes, les opérations d'acquisition du matériel et de l'équipement individuel harmonisés des sapeurs-pompier.

³ L'ECAB établit une planification pluriannuelle de ses acquisitions, qu'il présente préalablement aux associations de communes et aux éventuels partenaires impliqués.

Art. 37 Mutualisation des frais

¹ La mutualisation des frais déterminés aux articles 34 et 38 est effectuée selon la clef de répartition suivante:

- a) 50% selon le nombre d'habitants (population légale);
- b) 50% selon la valeur assurée des bâtiments.

² L'ECAB est chargé de répartir annuellement les frais mutualisés entre les associations de communes. Les coûts liés à la gestion administrative de cette répartition sont assumés par ces dernières.

4.2 Frais d'intervention

Art. 38 Missions principales

¹ Les associations de communes assument les frais d'intervention liés aux missions principales des sapeurs-pompier.

² Conformément au principe de solidarité, ces frais d'intervention à la charge des associations de communes sont mutualisés au niveau cantonal et répartis entre elles selon l'article 37.

Art. 35 Staat Freiburg

¹ Neben den Kosten nach Artikel 32 Abs. 3 trägt der Staat die Kosten für den Einsatz kantonaler Spezialistinnen und Spezialisten wie Mitarbeitende oder Beauftragte des Staates.

Art. 36 Beschaffungsgrundsätze

¹ Die KGV kann sich an interkantonalen oder nationalen Sammelbeschaffungen beteiligen.

² Sie kann im Auftrag der Gemeindeverbände die Operationen zur Beschaffung des vereinheitlichten Feuerwehrmaterials und der vereinheitlichten persönlichen Ausrüstung der Feuerwehrleute koordinieren und zentralisieren.

³ Die KGV erstellt für ihre Beschaffungen eine Mehrjahresplanung, die sie den betroffenen Gemeindeverbänden und allfälligen Partnerinnen und Partnern im Vorfeld unterbreitet.

Art. 37 Kostenaufteilung

¹ Die Aufteilung der Kosten gemäss den Artikeln 34 und 38 erfolgt nach folgendem Verteilschlüssel:

- a) 50% nach der Einwohnerzahl (zivilrechtliche Bevölkerung);
- b) 50% nach dem Versicherungswert der Gebäude.

² Die KGV ist für die jährliche Verteilung der zusammengelegten Kosten auf die Gemeindeverbände zuständig. Diese übernehmen die Administrationskosten für die Aufteilung.

4.2 Einsatzkosten

Art. 38 Kernaufgaben

¹ Die Gemeindeverbände tragen die Kosten von Einsätzen, die zu den Kernaufgaben der Feuerwehr gehören.

² Die Einsatzkosten zu Lasten der Gemeindeverbände werden nach dem Solidaritätsprinzip auf kantonaler Ebene zusammengelegt und gemäss Artikel 37 unter ihnen aufgeteilt.

Art. 39 Missions subsidiaires et volontaires

¹ Les frais d'intervention liés aux missions subsidiaires et volontaires sont mis:

- a) principalement, à la charge de la personne, de l'autorité ou de l'organe qui bénéficie du soutien des sapeurs-pompiers;
- b) subsidiairement, à la charge des associations de communes.

² L'ECAB est en droit de facturer l'utilisation des véhicules et des engins d'intervention mis à disposition en cas d'engagement pour des missions subsidiaires ou volontaires, selon les principes de l'alinéa 1.

Art. 40 Autres principes

¹ Les frais d'intervention sont refacturés à la personne qui a provoqué l'intervention (ci-après: le perturbateur ou la perturbatrice). Les règles suivantes s'appliquent:

- a) si plusieurs personnes sont impliquées, elles assument les frais proportionnellement à leur part de responsabilité;
- b) les frais liés à la lutte contre l'incendie sont uniquement mis à la charge du perturbateur ou de la perturbatrice si celui-ci ou celle-ci a causé l'incendie intentionnellement ou par négligence;
- c) les frais liés à la lutte contre les dommages dus aux éléments naturels sont mis à la charge du perturbateur ou de la perturbatrice si celui-ci ou celle-ci a provoqué l'intervention intentionnellement ou par négligence grave.

² Si le perturbateur ou la perturbatrice est inconnu-e ou insolvable, les frais liés aux interventions sur les biens sinistrés suivants sont refacturés à la personne qui possède ou qui détient le bien:

- a) les véhicules;
- b) les bateaux;
- c) les aéronefs;
- d) les bâtiments ou les installations qui ne sont pas assurés auprès de l'ECAB.

Art. 39 Subsidiaire und freiwillige Aufgaben

¹ Die Kosten von Einsätzen, die zu den subsidiären und freiwilligen Aufgaben gehören, gehen:

- a) grundsätzlich zu Lasten der Person, der Behörde oder der Organisation, der die Hilfe der Feuerwehr zugutekommt;
- b) subsidiär zu Lasten der Gemeindeverbände.

² Die KGV hat das Recht, die Benützung von Fahrzeugen und Einsatzgeräten, die bei subsidiären und freiwilligen Aufgaben für den Einsatz zur Verfügung gestellt werden, gemäss den Grundsätzen von Absatz 1 in Rechnung zu stellen.

Art. 40 Übrige Grundsätze

¹ Die Einsatzkosten werden der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störerin oder dem Störer), in Rechnung gestellt. Dabei gelten folgende Regeln:

- a) Wenn mehrere Personen beteiligt sind, tragen sie die Kosten im Verhältnis zu ihrem Anteil an der Verantwortung.
- b) Kosten, die bei der Bekämpfung von Bränden entstehen, werden der Störerin oder dem Störer nur dann auferlegt, wenn die Person den Brand vorsätzlich oder fahrlässig verursacht hat.
- c) Kosten, die bei der Bekämpfung von Elementarschäden entstehen, werden der Störerin oder dem Störer nur dann auferlegt, wenn die Person den Einsatz vorsätzlich oder durch Grobfahrlässigkeit verschuldet hat.

² Wenn die Störerin oder der Störer unbekannt oder zahlungsunfähig ist, werden die Kosten von Einsätzen in Zusammenhang mit folgenden Sachen deren Eigentümerin oder Eigentümer oder deren Inhaberin oder Inhaber in Rechnung gestellt:

- a) Fahrzeuge;
- b) Schiffe;
- c) Luftfahrzeuge;
- d) Gebäude und Anlagen, die nicht bei der KGV versichert sind.

5 Voies de droit

Art. 41

¹ Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

6 Régime transitoire de mise en œuvre de la réforme sur la défense incendie

Art. 42 CDIS provisoire

¹ Le Conseil d'Etat nomme les membres de la CDIS provisoire jusqu'à la constitution définitive de la CDIS.

² La CDIS provisoire est composée de trois personnes représentant l'Association des communes fribourgeoises, d'une personne représentant la Conférence des préfets, du directeur ou de la directrice et de la personne responsable du département compétent de l'ECAB (actuellement: Département Prévention et Intervention) ainsi que de l'inspecteur ou de l'inspectrice cantonal-e des sapeurs-pompiers. Le Conseil d'Etat peut également nommer comme membres avec voix consultative des partenaires de la chaîne de secours.

³ Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice de la sécurité et de la justice en est membre d'office et la préside.

⁴ Le secrétariat de la CDIS provisoire est assumé par la Direction chargée de la sécurité et de la justice ³⁾.

⁵ La CDIS provisoire exerce notamment les attributions suivantes:

- a) approuver les analyses des risques;
- b) arrêter la carte opérationnelle de couverture des risques;
- c) fixer les standards minimaux de dotation en effectif sapeurs-pompiers;
- d) sur ces bases-là, adopter le découpage institutionnel selon la procédure prévue dans la présente loi.

³⁾ Actuellement: Direction de la sécurité et de la justice.

5 Rechtsmittel

Art. 41

¹ Die in Anwendung dieses Gesetzes gefällten Entscheide können mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

6 Übergangsregelung für die Umsetzung der Reform der Brandbekämpfung

Art. 42 Provisorische BBHK

¹ Der Staatsrat ernennt bis zur definitiven Konstituierung der BBHK die Mitglieder der provisorischen BBHK.

² Die BBHK besteht aus drei Vertreterinnen und Vertretern des Freiburger Gemeindeverbands, einer Vertreterin oder einem Vertreter der Oberamtmännerkonferenz, der Direktorin oder dem Direktor sowie der Leiterin oder dem Leiter der zuständigen Abteilung der Kantonalen Gebäudeversicherung (Heute: Abteilung Prävention und Intervention) sowie der kantonalen Feuerwehrenspektorin oder dem kantonalen Feuerwehrenspektor. Der Staatsrat kann auch Partner der Rettungskette zu Mitgliedern mit beratender Stimme ernennen.

³ Die Vorsteherin oder der Vorsteher der für Sicherheit und Justiz zuständigen Direktion ist von Amtes wegen Mitglied der Kommission und führt den Vorsitz.

⁴ Das Sekretariat der provisorischen BBHK wird von der für Sicherheit und Justiz zuständigen Direktion ³⁾ geführt.

⁵ Die provisorische BBHK hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Sie genehmigt die Risikoanalysen.
- b) Sie beschliesst die Einsatzkarte für die Risikodeckung.
- c) Sie legt Mindeststandards für den Bestand an Feuerwehrleuten fest.
- d) Sie beschliesst auf dieser Grundlage die institutionelle Einteilung nach dem in diesem Gesetz vorgesehenen Verfahren.

³⁾ Heute: Sicherheits- und Justizdirektion.

Art. 43 Véhicules et engins

¹ L'ECAB détermine les véhicules et les engins des sapeurs-pompiers qui sont repris, dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à la défense incendie et aux secours.

² L'ECAB rachète les véhicules et les engins selon les règles d'amortissement de la législation sur les communes, soit en calculant une dépréciation de 15% l'an, après déduction du subside versé par l'ECAB. Les conventions ou les décisions contraires sont réservées.

³ Les communes disposent librement des véhicules et des engins non repris, sans remboursement du subside versé par l'ECAB.

⁴ Afin de garantir la sécurité et l'efficacité de la défense incendie et des secours sur le territoire cantonal, l'ECAB peut déjà procéder à des acquisitions de véhicules et d'engins conformément à l'article 33 al. 1.

Art. 44 Locaux sapeurs-pompiers

¹ Les communes disposent librement des locaux sapeurs-pompiers non repris dans le cadre de la carte opérationnelle, sans remboursement du subside versé par l'ECAB.

Art. 45 Associations de communes

¹ Les communes se groupent sans tarder en associations, en tenant compte de la carte opérationnelle.

² Les préfets sont chargés de mettre en œuvre ce groupement dans les délais les plus brefs. L'ECAB assiste les préfets dans cette tâche.

7 Droit transitoire

Art. 46 Régime transitoire de mise en œuvre

¹ Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et jusqu'au moment où les communes sont groupées en associations conformément à l'article 45, seul le régime transitoire de mise en œuvre est applicable.

Art. 43 Fahrzeuge und Geräte

¹ Die KGV entscheidet, welche Fahrzeuge und Geräte der Feuerwehr übernommen werden, weil sie für die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen benötigt werden.

² Die KGV kauft die Fahrzeuge und Geräte gemäss den Amortisierungsregeln der Gesetzgebung über die Gemeinden zurück, d. h. indem sie nach Abzug des von der KGV überwiesenen Betrags eine Wertminderung von 15% pro Jahr berechnet. Anderslautende Vereinbarungen oder Entscheide bleiben vorbehalten.

³ Über die nicht übernommenen Fahrzeuge und Geräte können die Gemeinden frei verfügen, ohne den von der KGV geleisteten Beitrag rückerstatten zu müssen.

⁴ Um die Sicherheit und die Effizienz der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen auf dem Kantonsgebiet zu gewährleisten, kann die KGV bereits Fahrzeuge und Geräte gemäss Artikel 33 Abs. 1 beschaffen.

Art. 44 Feuerwehrlokale

¹ Über die Feuerwehrlokale, die nicht in die Einsatzkarte aufgenommen werden, können die Gemeinden frei verfügen, ohne den von der KGV geleisteten Beitrag rückerstatten zu müssen.

Art. 45 Gemeindeverbände

¹ Die Gemeinden schliessen sich unter Berücksichtigung der Einsatzkarte unverzüglich zu Gemeindeverbänden zusammen.

² Die Oberamtspersonen haben den Auftrag, den Zusammenschluss so rasch wie möglich umzusetzen. Die KGV unterstützt die Oberamtspersonen bei dieser Aufgabe.

7 Übergangsrecht

Art. 46 Übergangsregelung für die Umsetzung

¹ Bei Inkrafttreten dieses Gesetzes und bis zum Zeitpunkt, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden nach Artikel 45 zusammengeschlossen sind, gilt nur die Übergangsregelung für die Umsetzung.

² La défense incendie et les secours restent régis par la section 5 de la loi du 9 septembre 2016 sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB).

³ Le Conseil d'Etat arrête la date de la fin du régime transitoire en fonction du moment où les communes seront groupées en associations.

Art. 47 Subventionnement des locaux sapeurs-pompiers

¹ L'ancien droit relatif au subventionnement des locaux sapeurs-pompiers reste applicable si:

- a) la demande de subside est déposée dans les deux ans qui suivent la fin de la période transitoire;
- b) le décompte final est adressé à l'ECAB dans les trois ans qui suivent le dépôt de la demande; si le décompte final n'est pas adressé dans ce délai, la base de calcul du subside sera l'état des factures à son échéance.

II.

1.

L'acte RSF 632.1 (Loi sur les impôts communaux (LICO), du 10.05.1963) est modifié comme il suit:

Art. 21

Abrogé

2.

L'acte RSF 732.1.1 (Loi sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB), du 09.09.2016) est modifié comme il suit:

Art. 8 al. 2

² Il a les attributions suivantes:

² Die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen richten sich weiterhin nach Abschnitt 5 des Gesetzes vom 9. September 2016 über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG).

³ Der Staatsrat legt das Datum für das Ende der Übergangsregelung fest und richtet sich dabei nach dem Zeitpunkt, zu dem die Gemeinden in Gemeindeverbänden zusammengeschlossen sind.

Art. 47 Subventionierung der Feuerwehrlokale

¹ Das alte Recht zur Subventionierung von Feuerwehrlokalen bleibt anwendbar, wenn:

- a) das Beitragsgesuch innert 2 Jahren nach dem Ende der Übergangsregelung eingereicht wird;
- b) die Schlussabrechnung innert 3 Jahren nach Einreichen des Gesuchs an die KGV übermittelt wird. Geht die Schlussabrechnung nicht innert dieser Frist ein, so dient der Rechnungsstand am Fälligkeitstag als Berechnungsgrundlage für den Beitrag.

II.

1.

Der Erlass SGF 632.1 (Gesetz über die Gemeindesteuern (GStG), vom 10.05.1963) wird wie folgt geändert:

Art. 21

Aufgehoben

2.

Der Erlass SGF 732.1.1 (Gesetz über die Gebäudeversicherung, die Prävention und die Hilfeleistungen bei Brand und Elementarschäden (KGVG), vom 09.09.2016) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Abs. 2

² Er hat folgende Befugnisse:

- j) (*modifié*) il exerce la surveillance du traitement des réclamations et des recours contre les décisions de l'Etablissement et, le cas échéant, adresse des instructions à la direction;

Art. 22 al. 1

¹ Le préfet est, dans son district:

- a) *Abrogé*
- b) *Abrogé*

Art. 23 al. 1

¹ La commune est responsable:

- a) (*modifié*) de prononcer et de prendre toutes les mesures préventives propres à éviter la survenance de sinistres, notamment en veillant à l'entretien des canalisations d'évacuation des eaux, des cours d'eau et des plans d'eau;

Intitulé de section après Art. 31 (*modifié*)

3.2 Prime d'assurance et contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours

Art. 32 al. 2 (*modifié*)

² Les primes sont composées de la prime d'assurance proprement dite et d'une contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours.

Art. 34 al. 1 (*modifié*)

Contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours (*titre médian modifié*)

¹ Le taux maximal de la contribution à la prévention, à la défense incendie et aux secours à la charge des propriétaires est fixé dans le règlement d'exécution.

- j) (*geändert*) Er übt die Aufsicht über die Behandlung von Einsprachen und Beschwerden gegen Entscheide der KGV aus und gibt der Direktion gegebenenfalls Anweisungen.

Art. 22 Abs. 1

¹ Die Oberamtsperson ist in ihrem Bezirk:

- a) *Aufgehoben*
- b) *Aufgehoben*

Art. 23 Abs. 1

¹ Die Gemeinde ist zuständig für:

- a) (*geändert*) das Beschliessen und Ergreifen aller Präventionsmassnahmen zur Vermeidung der Entstehung von Schäden, namentlich durch die Sicherstellung des Unterhalts der Kanalisationen für die Abwasserbeseitigung sowie der Fliessgewässer und der stehenden Gewässer;

Abschnittsüberschrift nach Art. 31 (*geändert*)

3.2 Versicherungsprämie und Beitrag zu Prävention, Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Art. 32 Abs. 2 (*geändert*)

² Die Prämien setzen sich aus der eigentlichen Versicherungsprämie und einem Beitrag zur Prävention, zur Brandbekämpfung und zu den Hilfeleistungen zusammen.

Art. 34 Abs. 1 (*geändert*)

Beitrag zu Prävention, Brandbekämpfung und Hilfeleistungen (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Obergrenze des Beitrags zur Prävention, zur Brandbekämpfung und zu den Hilfeleistungen zulasten des Eigentümers oder der Eigentümerin wird in der Ausführungsverordnung festgelegt.

Art. 52 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

¹ L'organisation du ramonage, en particulier la concession, les fréquences et les tarifs sont réglés par l'Etablissement selon les principes fixés dans la législation d'exécution.

² Le tarif des prestations de contrôle et de ramonage des installations thermiques est uniforme sur l'ensemble du canton de Fribourg. Il est établi compte tenu des recommandations techniques en la matière et des salaires de la branche. Il comprend:

- a) une taxe de base servant à couvrir les frais généraux, soit les frais qui ne peuvent être directement imputés à chaque objet;
- b) une taxe d'objet, calculée selon un temps forfaitaire imparti pour effectuer le travail en fonction de l'installation thermique;
- c) des cas particuliers tels que les travaux de contrôle ou les nettoyages avec produits alcalins.

Intitulé de section après Art. 57 (modifié)

5 Défense incendie et secours

Intitulé de section après section 5

5.1 (abrogé)

Art. 58 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

Rôle et compétences de l'Etablissement (*titre médian modifié*)

¹ L'Etablissement met en œuvre la législation spéciale en matière de défense incendie et de secours.

² Il se dote d'un centre de compétence dans le domaine de la défense incendie et des secours. Ses tâches et compétences sont fixées dans la réglementation particulière.

Art. 59

Abrogé

Art. 60

Abrogé

Art. 52 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

¹ Die Organisation der Kaminreinigung, insbesondere die Konzession, die Häufigkeit und die Tarife werden nach den in der Ausführungsgesetzgebung festgelegten Grundsätzen von der KGV geregelt.

² Der Tarif für die Kontrolle und Reinigung der Wärmeanlagen ist im gesamten Kanton einheitlich. Er wird unter Berücksichtigung der technischen Empfehlungen und der branchenüblichen Löhne erstellt. Er umfasst:

- a) eine Grundtaxe zur Deckung der allgemeinen Kosten, das heisst der Kosten, die nicht direkt einem Objekt angerechnet werden können;
- b) eine Objekttaxe, deren Berechnung auf einer Zeitpauschale basiert, die je nach Wärmeanlage für die Arbeit erforderlich ist;
- c) besondere Fälle wie Kontrollarbeiten oder Reinigungen mit alkalischen Produkten.

Abschnittsüberschrift nach Art. 57 (geändert)

5 Brandbekämpfung und Hilfeleistungen

Abschnittsüberschrift nach Abschnitt 5

5.1 (aufgehoben)

Art. 58 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

Rolle und Zuständigkeiten der KGV (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die KGV setzt die Spezialgesetzgebung im Bereich der Brandbekämpfung und der Hilfeleistungen um.

² Sie setzt dafür ein Kompetenzzentrum für Brandbekämpfung und Hilfeleistungen ein. Dessen Aufgaben und Zuständigkeiten werden in einem besonderen Reglement festgelegt.

Art. 59

Aufgehoben

Art. 60

Aufgehoben

Art. 61

Abrogé

Art. 62

Abrogé

Art. 63

Abrogé

Art. 64

Abrogé

Art. 65

Abrogé

Art. 66

Abrogé

Art. 67

Abrogé

Art. 68

Abrogé

Art. 69

Abrogé

Art. 70

Abrogé

Art. 71

Abrogé

Art. 61

Aufgehoben

Art. 62

Aufgehoben

Art. 63

Aufgehoben

Art. 64

Aufgehoben

Art. 65

Aufgehoben

Art. 66

Aufgehoben

Art. 67

Aufgehoben

Art. 68

Aufgehoben

Art. 69

Aufgehoben

Art. 70

Aufgehoben

Art. 71

Aufgehoben

Art. 72

Abrogé

Art. 73

Abrogé

Art. 74

Abrogé

Art. 75

Abrogé

Intitulé de section après Art. 75

5.2 (*abrogé*)

Art. 76

Abrogé

Art. 107 al. 2 (nouveau)

² En cas de sinistre causé par les éléments naturels et en l'absence de facteurs de réduction, le procès-verbal de l'estimation du dommage vaut décision d'indemnité. L'Etablissement règle les détails.

Art. 110 al. 1 (modifié)

¹ Une indemnité équitable de dépréciation peut être accordée pour des dégâts qui ne peuvent pas être réparés ou dont les frais de réparation sont manifestement disproportionnés, par exemple pour des fissures, ou en cas de dommages esthétiques.

Art. 128 al. 2 (modifié)

² La direction est l'autorité compétente pour traiter des réclamations.

Art. 72

Aufgehoben

Art. 73

Aufgehoben

Art. 74

Aufgehoben

Art. 75

Aufgehoben

Abschnittsüberschrift nach Art. 75

5.2 (*aufgehoben*)

Art. 76

Aufgehoben

Art. 107 Abs. 2 (neu)

² Bei Elementarschäden und wenn keine Kürzungsfaktoren vorliegen, gilt das Protokoll der Schadensschätzung als Entschädigungsentscheid. Die KGV regelt die Einzelheiten.

Art. 110 Abs. 1 (geändert)

¹ Eine angemessene Entschädigung der Wertminderung kann gewährt werden für Schäden, die nicht repariert werden können oder deren Reparaturkosten offensichtlich unverhältnismässig sind, beispielsweise für Mauerrisse oder für ästhetische Schäden.

Art. 128 Abs. 2 (geändert)

² Zuständig für die Behandlung von Einsprachen ist die Direktion.

3.

L'acte RSF 741.1 (Loi sur les routes (LR), du 15.12.1967) est modifié comme il suit:

Intitulé de section après Art. 80 (modifié)

3.3 Frais d'entretien et d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes cantonales

Art. 81 al. 5 (nouveau)

Principes (*titre médian modifié*)

⁵ Les frais d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes cantonales sont à la charge de celui qui a provoqué l'intervention (le perturbateur) et, subsidiairement, à la charge de l'Etat.

Intitulé de section après Art. 81 (modifié)

3.4 Frais d'entretien et d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes communales

Art. 82 al. 2 (nouveau)

Principes (*titre médian modifié*)

² Les frais d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes communales sont à la charge de celui qui a provoqué l'intervention (le perturbateur) et, subsidiairement, à la charge de la commune.

Intitulé de section après Art. 82a (modifié)

3.5 Frais d'entretien et d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes et chemins privés affectés à l'usage commun

Art. 83 al. 2 (nouveau)

Principes (*titre médian modifié*)

² Les frais d'intervention (sans pollution environnementale) sur routes et chemins privés affectés à l'usage commun sont à la charge de celui qui a provoqué l'intervention (le perturbateur) et, subsidiairement, à la charge du propriétaire.

3.

Der Erlass SGF 741.1 (Strassengesetz (StrG), vom 15.12.1967) wird wie folgt geändert:

Abschnittsüberschrift nach Art. 80 (geändert)

3.3 Unterhalts- und Einsatzkosten für Kantonsstrassen (ohne Umweltverschmutzung)

Art. 81 Abs. 5 (neu)

Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

⁵ Die Kosten von Einsätzen auf den Kantonsstrassen (ohne Umweltverschmutzung) gehen zulasten der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störer), und subsidiär zulasten des Staates.

Abschnittsüberschrift nach Art. 81 (geändert)

3.4 Unterhalts- und Einsatzkosten für Gemeindestrassen (ohne Umweltverschmutzung)

Art. 82 Abs. 2 (neu)

Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

² Die Kosten von Einsätzen auf Gemeindestrassen (ohne Umweltverschmutzung) gehen zulasten der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störer), und subsidiär zulasten der Gemeinde.

Abschnittsüberschrift nach Art. 82a (geändert)

3.5 Unterhalts- und Einsatzkosten für Privatstrassen und -wegen im Gemeindegebrauch (ohne Umweltverschmutzung)

Art. 83 Abs. 2 (neu)

Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

² Die Kosten von Einsätzen auf Privatstrassen und -wegen im Gemeindegebrauch (ohne Umweltverschmutzung) gehen zulasten der Person, die den Einsatz verursacht hat (der Störer), und subsidiär zulasten des Eigentümers.

4.

L'acte RSF 812.1 (Loi sur les eaux (LCEaux), du 18.12.2009) est modifié comme il suit:

Art. 21 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

Intervention en cas de pollution environnementale et police de la protection des eaux (art. 49 LEaux) (*titre médian modifié*)

¹ L'intervention en cas de pollution environnementale et la police de la protection des eaux sont assurées par les organismes désignés par le règlement d'exécution. La législation sur la défense incendie et les secours est réservée.

² L'intervention couvre les atteintes nuisibles au sens de la loi fédérale sur la protection des eaux. Elle couvre en outre toutes les atteintes à l'environnement au sens de la loi fédérale sur la protection de l'environnement.

Art. 55 al. 1 (modifié), **al. 3** (abrogé), **al. 6** (nouveau)

Frais d'intervention en cas d'atteinte nuisible (*titre médian modifié*)

¹ Les frais d'intervention résultant d'une atteinte nuisible (art. 59 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement et art. 54 de la loi fédérale sur la protection des eaux) sont mis à la charge de celui ou celle qui a provoqué l'intervention (le perturbateur ou la perturbatrice).

³ *Abrogé*

⁶ Les frais d'intervention des sapeurs-pompiers sont réglés dans la législation sur la défense incendie et les secours.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

4.

Der Erlass SGF 812.1 (Gewässergesetz (GewG), vom 18.12.2009) wird wie folgt geändert:

Art. 21 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

Einsätze bei Umweltverschmutzung und Gewässerschutzpolizei (Art. 49 GSchG) (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Das Ausführungsreglement bezeichnet die Stellen, die für die Gewässerschutzpolizei und für Einsätze bei einer Umweltverschmutzung verantwortlich sind. Die Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen bleibt vorbehalten.

² Die Einsätze umfassen die nachteiligen Einwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer. Sie umfassen ausserdem alle Umwelteinwirkungen im Sinne des Bundesgesetzes über den Umweltschutz.

Art. 55 Abs. 1 (geändert), **Abs. 3** (aufgehoben), **Abs. 6** (neu)

Einsatzkosten bei nachteiliger Einwirkung (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Die Kosten von Einsätzen, die aufgrund einer nachteiligen Einwirkung erfolgen (Art. 59 des Bundesgesetzes über den Umweltschutz und Art. 54 des Bundesgesetzes über den Schutz der Gewässer), werden der Person auferlegt, die den Einsatz verursacht hat (die Störerin oder der Störer).

³ *Aufgehoben*

⁶ Die Einsatzkosten der Feuerwehr werden in der Gesetzgebung über die Brandbekämpfung und die Hilfeleistungen geregelt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat:

- a) fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi en tenant compte de la période nécessaire au régime transitoire de mise en œuvre;
- b) arrête, conformément à l'article 46 al. 3, la date de la fin de ce régime transitoire.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat:

- a) legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest und berücksichtigt dabei die Zeit, die für die Umsetzung der Übergangsregelung erforderlich ist;
- b) legt gemäss Artikel 46 Abs. 3 das Datum für das Ende der Übergangsregelung fest.